Vol 6 • # 34 • Du 6 au 12 Mars 2013
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



L'HÉRITAGE DE HUGO CHÁVEZ EN HAÏTI ET EN AMÉRIQUE LATINE!

Voir page 4

L'immortel Hugo Chavez Frias exhaltant sa passion révolutionnaire à conduire le Vénézuela dans la réussite



DOSSIER JEAN-CLAUDE DUVALIER:

ETAT DE DROIT OU RAISON D'ETAT ?

Voir page 3

Jean-Claude Duvalier flanqué de son avocat des mauvaises causes Reynold Georges



Les déplacés/es dénoncent les expulsions forcées réalisées dans les camps d'hébergement

Page 3

English
Page 9



L'Organisation des Nations-Unies: Le droit de tuer impunément au nom de l'immunité!

Page 7



Bolivie : Sept années de gouvernement d'Evo Morales, la nouvelle configuration politique

Page 10



Il n'y a rien de positif à attendre de la visite d'Obama en Palestine occupée!

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jean-Claude Cajou
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
718-713-6863 • 647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Le pouvoir corrompu de Martelly-Lamothe mène la danse !

Par Berthony Dupont

Ces derniers jours, l'attention s'est portée sur le soi-disant jugement du dictateur Jean-Claude Duvalier et à nouveau a rebondi un dossier couvert à dessein d'oubli judiciaire, celui de l'assassinat du journaliste Jean Léopold Dominique et de Jean Claude Louissaint le 3 avril 2003. Comme une bête aux abois, le gouvernement Martelly-Lamothe utilise toutes les armes à sa portée pour tenter de nous démobiliser, de nous désorienter sinon de nous écarter des vrais problèmes du pays. En effet, la situation actuelle exige une analyse moins banale que celle que véhiculée par les médias toujours à l'affût de nouvelles sensationnelles.

Les rumeurs autour d'un quelconque jugement du dictateur Jean-Claude Duvalier puis les convocations adressées autour de l'assassinat de Jean Dominique se sont répandues comme une traînée de poudre, soporifique pour nous faire dormir.

Il est vraiment incroyable que Jean-Claude Duvalier circule librement dans le pays depuis le 16 janvier 2011, alors que dans tout Etat qui se respecte il eût été déjà mis sous les verrous, le jour même de son atterrissage d'exil. C'est difficile de croire que c'est dans le pays qui a été terrorisé par les Duvalier que se déroule un tel scénario. Si le sort de Jean Claude Duvalier est porteur d'une influence aussi négative dans le pays, cela montre l'étendue de l'impact des collusions qui lient l'actuel régime au duvaliérisme. Ce jugement insensé s'accompagne d'une représentation tout aussi stupide de l'Haiti d'aujourd'hui, de ses institutions, de ses lois et de sa magistrature ; de telles absurdités qui ne doivent pas nous laisser indifférents. Comment donc, dans ces conditions peut on encore parler de justice ?

Partant de cette observation, nous croyons que le geste du président Martelly d'honorer le 4 mars, l'ambassadeur d'Haiti en Républicaine Dominicaine, le Dr Fritz N. Cinéas rentre dans le cadre de son ultime effort pour réhabiliter le régime duvaliériste et de tourner en dérision tous ceux-là qui militent pour l'emprisonnement du dictateur. Rappelons que au mois d'Octobre 1962, Cinéas fut le Secrétaire Privé de François Duvalier et ensuite Secrétaire d'Etat au Commerce et à l'Industrie, au Travail et au Bien-être Social, ministre à la Présidence dans le premier Cabinet de Jean-Claude Duvalier.

Le dossier de Jean L Dominique quoique important ressemblerait plutôt à une autre manœuvre du pouvoir actuel, une sorte de diversion, surtout quand il utilise un sous-homme de la trempe de Guyler C. Delva comme l'avait fait René Garcia Préval pour le cajoler et le coopter. Saura-t-on donc jamais, un jour, toute la vérité sur les circonstances de ce double assassinat ? Nous en doutons fort !

De plus, qui parle de l'assassinat des frères Izméry, du Père Jean-Marie Vincent, de Guy Malary, du Père Jean Pierre Louis (Ti Jean) et de tant d'autres cas abandonnés depuis belle lurette dans les tiroirs ? Si le régime de Martelly-Lamothe, était porteur d'un projet judiciaire d'avenir quelconque et avait réellement l'intention de se pencher sur les cas des personnalités assassinées dans le pays, sans une justice de façade, il aurait au rythme actuel déjà questionné cet ex-sénateur devenu conseiller du président et dont le nom est hautement cité dans l'assassinat du père Vincent et dans beaucoup d'autres malversations et forfaits.

Pour avoir négligé de faire la lumière sur ces cas précités et beaucoup d'autres encore, la justice haïtienne vient de montrer sa vraie face d'ombre, parce que tout ce qu'elle fait ne vise qu'à cacher la honte de l'affaire Clifford Brandt et l'implication des membres de la famille présidentielle et d'autres proches du régime dans le kidnapping et dans d'autres crimes et forfaits.

N'est il pas significatif que présentement on ne sache rien au sujet de Brandt et que plus personne ne sache s'il est réellement emprisonné ! Alors que, c'est l'un des dossiers les plus urgents sur lequel tout le monde devrait exiger que la justice fasse diligence et qu'en y jetant un peu de lumière elle redonne confiance à la société haïtienne. Il ne fait aucun doute qu'une grosse énigme demeure encore dans cette ténébreuse affaire, puisque toutes les manœuvres, impostures, mystifications et dissimulations sont possibles.

L'heure n'est certes plus aux réactions timides et timorées. Tout ce qui se déroule actuellement dans le pays ne fait que cautionner le grand et permanent complot impérialiste auquel le peuple doit faire face de manière constante, courageuse et résolue.

Fallait il cette preuve supplémentaire pour convaincre ceux qui, face à ce régime profondément pourri, il faut le dire et le redire, arrogant, brutal et cynique, cherchent encore en vain à contourner l'incontournable? Le régime Martelly-Lamothe doit plier bagages pour qu'Haiti retrouve sa place dans le concert des Nations libres, indépendantes et souveraines ! C'est impératif.

Dossier Jean-Claude Duvalier:
Etat de Droit ou Raison d'Etat ?

Par Jose Clément



Les duvaliéristes des anciens Volontaires de la Sécurité Nationale (VSN) en solidarité avec le dictateur Jean Claude Duvalier

Rien que du bluff! La comparution à la Cour d'Appel de l'ex despote haïtien, Jean-Claude Duvalier, n'est autre qu'une mise en scène effrayante après qu'il eut été blanchi, le 30 janvier 2012, par le juge d'Instruction Carvès Jean pour crimes contre l'humanité. Il s'agit d'un montage scandaleux de la part de M. Martelly qui veut à tout prix réhabiliter politiquement Jean-Claude Duvalier qui a dirigé le pays d'une main de fer de 1971 à 1986.

Des centaines de milliers d'opposants au dictateur déchu de l'époque ont été tués ou portés disparus, selon des organismes internationaux de droits humains. Les Volontaires de la Sécurité Nationale (VSN) communément appelés "les tontons macoutes" devenus le véritable fer de lance de la machine à broyer du régime sanguinaire, avaient fait croupir de nombreuses victimes innocentes dans les geôles de Fort-Dimanche, du Pénitencier National, des Casernes Dessalines, et de la Police de Port-au-Prince, etc.…

C'est un véritable scandale aux yeux du monde national et international quant à l'attitude d'un système judiciaire trop partial dans un pays en proie à la violence systématique où la loi du plus fort domine. La passivité avec laquelle la société réagit au dossier de Duvalier s'apparente à un "Oscar" qui lui a été remis en signe d'excellence pour les torts et dommages causés à l'ensemble de la société dont

Suite à la page (4)

La Coordination Nationale du RFJS se réunit en assemblée nationale à Lilavois


Une vue partielle de l'assemblée nationale - *photo: Josué Michel*

La Coordination Nationale du Réseau Frontalier Jeannot Succès pour la Promotion et la Défense des Droits Humains (RFJS) se retrouve du 26 février au 1er mars 2013 en assemblée nationale au Centre La Sagesse à Lilavois, banlieue Nord de la capitale.

A cette occasion, les membres de la Coordination Nationale du RFJS présenteront un bilan des diverses activités réalisées au cours des deux dernières années notamment autour du suivi de la situation des droits humains à la frontière.

De plus, au cours de cette assemblée, les membres des Comités de Droits Humains (KDM) provenant de différents départements frontaliers du pays, Nord Est, Sud Est, l'Ouest et du Centre (Bas et Haut Plateau) éliront une nouvelle Coordination Nationale du Réseau pour une durée de deux (2) ans.

Créé en juillet 2001, le Réseau Frontalier Jeannot Succès (RFJS) est une organisation qui œuvre pour la défense et la promotion des droits humains à la frontière haïtiano-dominicaine et l'harmonisation des rapports entre les deux peuples voisins.

Dans le cadre de l'exécution du projet «Vers une culture de droits humains et de coexistence pacifique à la frontière haïtiano-dominicaine», le RFJS bénéficie de l'appui financier de l'Union européenne, de Christian Aid et du support de quatre (4) institutions: le Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR), Solidaridad Fronteriza, le Service Jésuite aux Réfugiés et Migrants et Solidarite Fwontalye.

GARR (Groupe d'Appui aux Rapatriés et Refugiés)

Les déplacés/es dénoncent les expulsions forcées réalisées dans les camps d'hébergement


Les déplacés/es devant les locaux du MAST - *Photo: Carlos*

Des déplacés/es venant de plusieurs camps de Port-au-Prince se sont massés/es, le vendredi 22 février 2013, devant le ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) pour dénoncer l'escalade d'expulsions et toutes sortes de pressions réalisées à leur encontre dans les sites d'hébergement.

Une soixantaine de déplacés/es, accompagnées/es des représentants de FRAKKA (Fòs refleksyon ak aksyon sou koze kay) ont exprimé leur ras-le-bol devant le MAST. Ils/elles critiquent l'indifférence des autorités face aux actions criminelles de prétendus propriétaires de terrains sur lesquels ils/elles se sont réfugiés/es depuis le séisme. « Le gouvernement est complice, sinon il aurait pu réagir et interdire les expulsions », ont-ils/elles avancé.

Le samedi 16 février 2013, soit deux jours avant la tenue du 24e sommet de la CARICOM organisé en Haïti, des bandits armés ont mis le feu au Camp de déplacés/es ACRA 2, situé tout près de l'Hôtel Caribe Convention Center à Juvénat dans la municipalité de Pétion-Ville à quelques kilomètres de la capitale haïtienne. Les tentes ont été calcinées avec les effets des déplacées/es vivant dans ce camp qui comptait environ 936 familles déplacées.

Un mois de cela, le 15 janvier 2013, des policiers accompagnés de civils armés de machettes et de couteaux avaient investi le camp Gaston Margon de Mariani, zone sud d'Haïti. Ils avaient détruit plus de 150 tentes des résidents/es du site, sous les regards complices d'un juge de paix.

Les expulsions ne cessent d'augmenter pour cette année, qui marque le 3e anniversaire du séisme. Pourtant, les instances concernées par la relocalisation ne se sont toujours pas prononcées sur le cas des familles déplacées hébergées sur les terrains privés. « Ces incendies et expulsions sont une forme de représailles contre les déplacés/es pour les forcer à quitter les camps. C'est une stratégie bien calculée », a déploré Sanon Reyneld, secrétaire exécutif de FRAKKA qui demande à la Justice de punir les auteurs de ces actes malhonnêtes.

Par ailleurs, M. Reyneld a critiqué le programme 16/6 qui est, selon lui, un échec « pour le gouvernement et ses acolytes qui l'ont financé ». Il a poursuivi en ces termes « Nous pouvons le constater: la réalité des camps n a pas changé, il reste encore environ 400 000 personnes vivant dans la crasse dans les abris de fortune. Qu'en est-il de ceux et celles qui sont soit disant bénéficiaires du programme 16/6 ? Sont ils/elles allés/es grossir les bidonvilles », a fait remarquer le militant des droits humains.

Le représentant de FRAKKA, organisation membre du Collectif Du Droit au Logement, recommande, entre autres, au gouvernement Mathelly- Lamothe de stopper toutes les formes d'expulsions à l'encontre des déplacés/es, de prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'application de l'article 22 de la constitution de 1987 et de sanctionner les policiers impliqués dans les actes de répression ciblant la population vivant sous les tentes.

Sous un soleil ardent, les protestataires reprenaient en chœur leurs revendications devant les locaux du Ministère des Affaires Sociales, à l'avenue Charles Summer. « Nou vle bon kay, aba 20 mil goud ! Minis Charles Jean Jacques pran responsablite w / Nous voulons un logement décent, non à la subvention de 20 mille gourdes, ministre Charles Jean-Jacques, assumez vos responsabilités.»

GARR (Groupe d'Appui aux Rapatriés et Refugiés)





Dossier Jean-Claude Duvalier:



L'ex despote haïtien, Jean-Claude Duvalier devant les juges à la Cour d'Appel

Suite de la page (3)
certains sont jusqu'ici irréparables. Car chaque crime resté impuni ouvre déjà la voie à un autre.

Pourquoi persister à vouloir ressusciter un régime qui est la négation même de l'Etat de droit, de la liberté d'expression, de la parole, de la pensée et de la démocratie participative ? Vingt-neuf (29) années de pouvoir discrétionnaire et sans partage pendant lesquelles une véritable paix de cimetière s'était installée dans les esprits et dans les cœurs des haïtiens épris de justice et de liberté. Pourquoi vouloir réhabiliter Jean-Claude Duvalier qui est resté égal à lui-même dans une arrogance sans vergogne et démesurée? Un homme qui n'a jamais eu l'idée de demander pardon au peuple haïtien pour les méfaits de son régime. Au contraire, il s'est arrogé le droit, en plein tribunal, de demander: "qu'avez-vous fait de mon pays." Comme si Haïti était et est encore le sien propre et comme s'il avait fait d'Haïti un pôle important de développement économique et social dans la Caraïbe, durant son régime. La kleptocratie qu'il dirigeait a laissé un pays avec une économie exsangue et une population dont la majorité ne savait ni lire ni écrire. "We are still cleaning your mess, Mr. Duvalier", en guise de réponse à celui qui a fait de notre pays un tombeau à ciel ouvert et une "République bananière".

En fait, le processus de réhabilitation de Jean-Claude Duvalier était déjà enclenché. Puisque nombre de gouvernements qui se sont succédés au pouvoir post 1986, n'ont rien fait pour juger Duvalier en Haïti et fixer sa responsabilité dans de nombreux massacres de citoyens accusés d'appartenir au mouvement communiste ou d'atteinte à la Sûreté de l'Etat". Ce procès, à travers l'ex président à Vie, devrait être celui de tout le régime obscurantiste qui a noyé dans le sang toute tentative visant à instaurer un régime démocratique dans le pays. Il est du devoir moral des haïtiens de connaître enfin "qui était qui et qui faisait quoi" à cette époque. En guise de dédommagement aux victimes, la population se sentirait au moins soulagée de connaître enfin la vérité sur une tranche d'histoire récente de ce pays. Les juifs n'ont pas flirté avec les criminels nazis. Pourquoi les Haïtiens flirteraient-ils avec leurs bourreaux?

Plus près de nous, en Argentine, le dernier dictateur de ce pays d'Amérique du Sud, Reynaldo Bignone, 85 ans, a été condamné le 14 avril 2011 à la prison à perpétuité pour "violations des droits de l'homme" par le tribunal de San Martin au Nord de Buenos Aires. 30 mille de ses opposants politiques sont morts ou portés disparus, durant son règne 1982-1983. Depuis l'annulation des lois d'amnistie en 1985 par l'ex président Nestor Kirchner, plus de 200 dirigeants du régime et 800 militaires et policiers font toujours l'objet de poursuites (AFP/ le Monde). En 2010, il avait déjà été condamné à 25 ans de prison pour "privation illégale de liberté et tortures sur des prisonniers politiques pendant la dictature militaire de 1976 à 1983.

La liste serait bien longue de tous les dictateurs déchus qui ont été jugés un peu partout dans le monde, notamment en Amérique du Sud et en Amérique Latine. Même si la justice argentine a attendu environ 27 ans pour venir à bout de ce dictateur coriace. On peut attendre longtemps et très longtemps encore. Mais la justice aura, quand même un jour, raison de Jean-Claude Duvalier. C'est, du moins, ce qu'il faut raisonnablement espérer.

Dans le temps, la première tentative de faire juger Duvalier en France remonte à 1986 lorsque l'Etat haïtien a engagé un avocat français, Jacques Sales pour poursuivre le dictateur. La justice française n'avait pas pris de décision sérieuse arguant qu'il fallait le juger d'abord dans son pays d'origine où les faits lui ont été reprochés. Malgré des preuves irréfutables de l'avocat relatives au détournement de 400 millions de dollars US entre 1981 à 1985 des caisses de l'Etat haïtien par Duvalier fils, le dossier n'a jusqu'ici pas été suivi d'effet. Il a, en compagnie de sa femme, littéralement dilapidé les caisses de l'Etat notamment La Régie du Tabac, la Téléco et certains Ministères. En plus des châteaux achetés en France et des appartements à New-York et en Floride, Duvalier fils faisait payer ses effets personnels au frais de l'Etat. Il se la coulait douce dans une République familiale où la mauvaise situation sociale et économique a poussé à partir dès 1980, bon nombre de citoyens à prendre le chemin de la mer sur de frêles embarcations pour atteindre les côtes des Bahamas et de la Floride, en particulier

Autre élément à l'appui de cette thèse, en plus d'une voiture officielle mise à la disposition du dictateur et sécurité accordée au même titre qu'un ancien président, l'octroi d'un passeport diplomatique à M. Duvalier prouve encore une fois que l'Etat haïtien, à travers le gouvernement en place, fait fi des revendications de la population en ce qui a trait au jugement de ce dernier. L'Etat haïtien garant de la stabilité des vies et des biens et de la chose publique a pris fait et cause pour Duvalier dans un dossier aussi problématique. Le gouvernement cherche à couvrir les crimes de Duvalier et à ridiculiser la population. Ce fait rappelle étrangement et paradoxalement l'implication du gouvernement extrémiste Rwandais, à majorité Hutu dans le massacre des Tutsi du 6 avril au 14 juillet 1994, sur fond de nettoyage ethnique. Les massacreurs Tutsi ont reçu le soutien de la radio et de la télévision ("Les Mille Collines", "Radio Hutu Power" communément appelées les "Médias de la haine") dans leurs basses œuvres.

Parallèlement en Haïti, certains médias conservateurs (privé et public) à la solde d'une certaine classe sociale spécialisée dans une entreprise malsaine de destruction de la mémoire collective ont commencé à préparer le terrain pour la réhabilitation politique de Jean-Claude Duvalier. En l'an 2013, il y a déjà un conditionnement des esprits et des cœurs dans l'objectif certain d'arriver à une guerre fratricide dans le pays. Raison d'Etat oblige! Puisque l'Etat est non seulement incapable de fournir des services de base à la population, mais en plus, investit dans une entreprise de déstabilisation de la Nation à travers une campagne de propagande tous azimuts aux fins de semer la confusion au sein de la famille haïtienne. L'objectif est donc d'arriver à garder le pouvoir politique par tous les moyens même au prix du sang. Les nominations dans des postes clés dans l'Administration des fils notoires de la vieille garde duvaliériste prouve que nous sommes en face d'un gouvernement extrémiste irresponsable qui cherche à narguer toute une population en réveillant les vieux démons de la dictature.

Il est évident que la population ne peut pas se payer le luxe de jouer au Ponce Pilate dans un dossier aussi déterminant dans le cadre de la construction d'un Etat de droit et de l'avènement d'une démocratie véritable. Il n'y a pas de réconciliation sans pardon. Et Le pardon ne peut se faire sur la base d'impunité. Même si la société haïtienne est en phase de déclin, il faut encore interpeller sinon réveiller la conscience des citoyens intègres avant qu'Il ne soit trop tard. Il faut inévitablement, au nom de la morale collective publique et de la conscience critique, faire échec au statut quo ante à travers la construction d'une alternative démocratique viable capable de transformer l'Etat et la Nation. Ceci requiert la mise en commun des efforts de tous les démocrates authentiques.

Il y a une raison d'Etat pour le président Martelly à ne pas être trop enclin à faire juger Duvalier. On peut le comprendre. Le chef de l'Etat et sa clique ne peuvent scier l'arbre sur lequel ils sont assis, puisque redevance politique oblige! Même si c'est au détriment de la nation entière. Quelque se chose se trame contre la République. Alors, seuls les hauts responsables peuvent nous le dire. Un chambardement social et politique de grande envergure est en préparation au profit d'un pays tiers. Les collabos ne sont qu'en service commandé!

Jose Clément
Centre International
d'Etudes et de Réflexions
Washington DC, 5 mars 2013

Le pétrole de PetroCaribe aux pauvres: L'héritage de Hugo Chávez en Haïti et en Amérique latine

Par Kim Ives

Des dizaines de milliers d'Haïtiens ont afflué spontanément dans les rues de Port-au-Prince dans la matinée du 12 mars 2007. Le président Hugo Chávez venait d'arriver en Haïti tout à fait à l'improviste, et une multitude, criant et chantant de joie, se joignit à lui allant au pas de course le long du cortège du président d'alors de René Préval, en route pour le Palais National (plus tard détruit par le séisme de 2010)

Là, Chávez a annoncé que le Venezuela aiderait Haïti à construire des centrales, à agrandir les réseaux d'électricité, à améliorer les aéroports, livrerait des camions à ordures, et soutiendrait les équipes médicales cubaines largement déployées à travers le pays. Mais la pièce maîtresse des cadeaux que Chávez a apportés en Haïti a été les 14.000 barils de pétrole par jour, une aubaine dans un pays ravagé par les pannes et les coupures d'électricité pendant des décennies.

Le pétrole faisait partie d'un accord PetroCaribe que le Venezuela avait signé avec Haïti un auparavant. Haïti ne devait payer que pour 60% du pétrole reçu, tandis que les 40% restants pourraient être versées sur une période de 25 ans à 1% d'intérêt. Selon des marchés similaires de PetroCaribe, le Venezuela fournit aujourd'hui plus de 250.000 barils par jour à des prix fortement réduits à 17 pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, dont Haïti, le Guatemala, le Honduras, la Jamaïque, Cuba, le Nicaragua et la République dominicaine.

Le coût du programme est estimé à quelque 5 milliards de dollars par an. Mais les avantages accordés aux bénéficiaires de PetroCaribe et leur gratitude sont énormes, particulièrement pendant la crise économique mondiale en cours. En bref, Caracas garantit la stabilité et la sécurité énergétique de la plupart des économies dans les Caraïbes et en Amérique centrale, tout en représentant un défi, pour la première fois depuis plus d'un siècle, à l'hégémonie américaine dans sa propre «arrière-cour».

L'alarme et l'hostilité de Washington manifestées à l'endroit de PetroCaribe apparaissent à nu dans des câbles diplomatiques secrets obtenus par l'organisation médiatique WikiLeaks. L'ancien ambassadeur américain en Haïti Janet Sanderson a réprimandé Préval en « donnant à Chávez une plate-forme pour débiter des slogans anti-américains » lors de sa visite en 2007, selon ce qu'a rapporté un câble cité dans un article qui en Juin 2011 a été le début d'une série provenant de câbles secrets de WikiLeaks concernant Haïti et publiée par Haïti Liberté.

En examinant tous les 250.000 câbles diplomatiques américains secrets qui ont été publiées plus tard, on se rend compte que Sanderson n'était pas le seul diplomate des États-Unis à se tordre les mains de désespoir au sujet de PetroCaribe. « Il est remarquable que dans cette présente concurrence nous dépensions moins que deux pays pauvres: Cuba et le Venezuela », a souligné Frank Baxter, l'ambassadeur américain en Uruguay, dans un câble publié en 2007 par Wikileaks. « Nous proposons un petit progamme Fulbright, alors qu'ils offrent un millier de



Le Vice Président, Nicolas Maduro, celui que Chávez a demandé aux Vénézuéliens de faire de lui son successeur

bourses médicales. Nous offrons une demi-douzaine de brefs programmes IV (ndlr : international visitors) à de "futurs dirigeants", quand ils offrent des milliers d'opérations sur les yeux pour les pauvres. Un jour nous offrons de complexes accords de libre-échange, eux aujourd'hui ils offrent du pétrole à des taux favorables. Peut-être que nous ne devrions pas être surpris que Chávez est en train de gagner des amis et d'influencer les gens à nos dépens ».

Nous pouvons maintenant nous attendre à ce que la «compétition» entre Washington et le Venezuela s'intensifie de façon spectaculaire car elle va tenter de profiter de la vulnérabilité du régime bolivarien durant la période de transition du pouvoir. Déjà, le Vice Président, Nicolas Maduro, que Chávez a demandé aux Vénézuéliens de faire de lui son successeur, a tiré la sonnette d'alarme. « Nous n'avons aucun doute que cette maladie a été une attaque contre le commandant Chávez», a déclaré Maduro le 5 mars, en répétant un soupçon exprimé par Chávez lui-même à savoir que Washington était en quelque sorte responsable du cancer qu'il avait contracté. « Les vieux ennemis de notre patrie ont cherché un moyen de nuire à sa santé ».

Maduro a également annoncé à la télévision nationale le 5 mars « qu'un attaché de l'ambassade américaine a été expulsé pour avoir rencontré des officiers de l'armée et planifié de déstabiliser le pays », a rapporté l'AP. Un attaché des Forces aériennes des Etats Unis a également été expulsé.

En bref, tout comme l'impératif de sécuriser le pétrole a conduit les Etats-Unis à s'engager dans de multiples guerres, des coups d'Etat et des intrigues dans le Moyen-Orient au cours des 60 dernières années, c'est ce même impératif qui aujourd'hui est en train de pousser les États-Unis vers une nouvelle confrontation majeure en Amérique latine. Avec la mort de Chávez, Washington voit une occasion longtemps espérée de faire reculer la révolution bolivarienne et des programmes comme Petro Caribe. Ces dernières années, Chávez a conduit le Venezuela à nationaliser des dizaines d'entreprises appartenant à des capitaux étrangers, y compris les projets pétroliers gérés par Exxon Mobil, Texaco, Chevron, et bien d'autres grandes entreprises nord-américaines. L'avenir des ressources en hydrocarbures du Bassin Maracaibo et de la Ceinture de l'Orénoque au Venezuela, récemment reconnues les plus grandes du monde, va bientôt se révéler être la question économique et politique centrale, et la situation la plus critique dans l'hémisphère.

Dans le cas d'Haïti, Hugo Chávez a souvent dit que Petro Caribe et d'autres aides ont été accordées « pour rembourser la dette historique que le Venezuela doit au peuple haïtien ». Haïti a été la première nation d'Amérique latine, à accéder à l'indépendance en 1804. A titre de premier exemple de solidarité internationale au 19ème siècle, des dirigeants révolutionnaires d'Haïti comme Jean-Jacques Dessalines et Alexandre Pétion avaient fourni à Francisco de Miranda et à Simon Bolivar, le "grand libérateur" d'Amérique du Sud, des armes, des navires, des presses d'imprimerie pour mener la lutte contre la colonialisme sur le continent.

Et ce fut ce rêve qui a inspiré Hugo Chávez: une révolution bolivarienne moderne déferlant sur l'Amérique du Sud, propageant l'indépendance de Washington et « un Socialisme du 21e siècle » appelé à croître. PetroCaribe était le phare de Chávez dans cette «compétition», comme l'ambassadeur Baxter l'a rappelé.

De façon ironique, c'est l'ancien président haïtien Jean-Bertrand Aristide, qui a été le premier à déjouer la machinerie électorale américaine en Amérique latine en Décembre 1990, mais sa victoire fut interrompue par un coup d'Etat en Septembre 1991. Hugo Chávez a été le leader latino-américain qui lui a succédé en menant à bien une révolution politique aux urnes en 2000. Il a défait le coup d'Etat soutenu par les US qui avait tenté de le renverser en 2003. Grâce à son sens stratégique aigu, un soutien populaire, et la bienveillance créée par Petrocaribe, son prestige a grandi au Venezuela et dans le monde au cours de ses 13 années au pouvoir jusqu'à sa mort aujourd'hui ; ce qui apportera une immense vague de deuil à travers l'Amérique latine.

Nombreux seront les éloges ; mais l'ancien procureur général américain Ramsey Clark, qui a personnellement connu Chavez et travaillé avec lui, a fait en Janvier une observation remarquable par son caractère prémonitoire : « Pour moi, l'histoire jugera les contributions de Hugo Chávez à l'Amérique latine comme plus grandes que celles de Bolivar ».

Le bonbonflé Jean-Claude comparaît devant la justice

Par Fanfan la Tulipe

On sait que le jeudi 28 février de la semaine dernière, l'inculpé Jean-Claude Duvalier a comparu pour la première fois à la cour d'appel de Port-au-Prince. L'audition s'est déroulée autour de questions relatives aux crimes contre l'humanité, aux exécutions sommaires, à la torture, aux pratiques de corruption dont il est accusé. Le personnage Duvalier est un oiseau assez étrange qui a suscité beaucoup de curiosité à la façon d'un animal en voie de disparition empaillé pour être placé dans un musée, d'autant que le niveau de son intellect n'est pas particulièrement élevé. Alors, comment le bonbonfle Jean-Claude s'est-il comporté au tribunal ?

La cour : le 27 janvier 2012, le juge d'instruction près le tribunal de première instance de Port-au-Prince a rendu une ordonnance vous renvoyant au tribunal correctionnel pour être jugé. Vous en avez été mécontent et en avez relevé appel, pouvez-vous exposer les motifs de cet appel?

Jean-Claude Duvalier : C'est simple, je suis un appelé de Dieu et de mon peuple. D'ailleurs je reçois constamment des appels : les voix de ma terre natale, des appels d'en haut, d'en bas, d'avant, d'arrière, de partout, même des appels du président Martelly à deux heures du matin quand il se réveille en plein cauchemar. A l'autre bout du fil il s'annonce toujours ainsi : *se prezidan lanmèd la*. Vraiment un homme de bien et j'en appelle au témoignage des journalistes qui peuvent confirmer sa rectitude morale.

La cour : Dans l'ordonnance du juge d'instruction, mention est faite de Simone O. Douyon, Jean Sambour, Samuel Jérémie, Auguste Douyon, Jean-Robert Estimé, Ronald Bennett et consorts poursuivis pour corruption, concussion de fonctionnaires, détournement de fonds, vols et associations de malfaiteurs au préjudice de l'État haïtien . Pouvez-vous nous parler de vos rapports avec les personnes précitées?

J.C.D.. Ah ! Vous m'en apprenez de bonnes. J'avais comme professeur de droit et de morale l'illustre Me. Gérard Gourgue, c'est déjà là une garantie de mon intégrité que j'avais l'habitude de passer par osmose aux gens de mon entourage. C'était à qui s'osmoserait le plus et le mieux. Autour de moi j'avais plutôt une association de bienfaiteurs osmotiques qui respectaient les lois éthiques des échanges liquidiens à travers ma membrane présidentielle, de sorte que il était hors de question qu'il y eût quelque détournement de liquide que ce soit. Quant aux vols, pour avoir lu St. Exupéry, je préférais les vols de nuit, et croyez-moi je n'ai jamais été un loup-garou.

La cour : Dans l'ordonnance dont vous avez relevé appel, il est fait mention des cas de répression, tortures, bastonnades, crimes contre l'humanité, assassinats politiques et violation des droits humains. Que répondez-vous?

J.C.D : Là, je suis à l'aise comme Blaise pour répondre. Je me sens maintenant comme un poisson dans l'eau de la vérité. Je nage justement comme un poisson. Dans la grande piscine de la justice, j'évitais les répressions dont seulement l'idée me torturait. Dans ma famille, dans la grande famille de mes admirateurs il n'y a jamais eu de viols, encore moins de violations. Le tribunal ne peut en aucune façon me forcer à m'accuser de choses que je n'ai pas faites, ce serait une situation de torture morale, de bastonnade mentale, auquel cas je risquerais de me noyer sous le poids d'un assassinat judiciaire.

La cour : Vous avez été chef d'État de 1971 à 1986, avez-vous assumé pleinement votre tâche, c'est-à-dire en tant que responsable?

J.C.D. : J'ai été un président sans tache, attaché à la tâche pour laquelle j'avais été élu à vie, ce qui signifiait pour moi une tâche vitale à laquelle je ne pouvais me dérober. J'ai accompli cette tâche comme si je n'étais pas condamné à mourir. J'ai la certitude d'avoir même fait plus que le maximum, le maximum ayant été mon nationaliste et progressiste de père. J'ai toujours eu un comportement responsable, au point que l'ambassadeur américain m'appelait au téléphone pour me féliciter. Nous passions des heures au téléphone à commenter tous les thèmes nationaux et internationaux. Il a toujours été épaté par mon sens très profond de responsabilité, à telle enseigne que c'est lui personnellement qui plaçait, auprès du Pentagone, les commandes pour l'armement, dernier cri, destiné aux Volontaires de la Sécurité Nationale, mes chers VSN. C'est la raison pour laquelle la vie même si elle n'était pas rose, comme aujourd'hui avec le président Martelly, elle était au moins bleue, ce bleu cher à mon père et qui commandait le respect, assurait la sécurité des citoyens, et permettait à la grande majorité des Haïtiens de bien manger trois fois par jour. C'était l'âge d'or du pays. Depuis mon départ, c'est une catastrophe. C'est pourquoi je suis revenu avec la bénédiction de Washington qui m'a confié aux bons soins de l'actuel président qui se porte garant de mon sens de responsabilité et de mon innocence.

La cour : Vous avez parlé tantôt des Volontaires de la sécurité nationale. Quel était le rôle de ces gens et qui assumait la discipline de ces derniers?

J.C.D. : D'abord, ils avaient une volonté de bien faire à toute épreuve, une volonté de fer, dois-je dire, parce que c'est le fer qui coupe le fer. C'est là le plus important. D'où leur nom de Volontaires. Ils ne coupaient pas seulement le fer, ils coupaient n'importe quel métal. Ils étaient formés et équipés de façon à couper même les mauvaises intentions, parce que , figurez-vous, c'est seulement l'enfer qui est pavé de bonnes intentions. Le paradis que je m'étais bâti au palais national, au bénéfice de la nation, était potentiellement menacé de mauvaises intentions. Il a fallu beaucoup de volonté, beaucoup de Volontaires pour gouverner. Je n'avais pas à me soucier de leur entraînement et discipline. Tout était fourni par le bon papa américain depuis le bleu des uniformes jusqu'au noir et rouge du drapeau, sans oublier les armes fendeuses de foie.

La cour : Dans l'exercice de leur fonction, les VSN devaient sans doute tenir des rapports à présenter à une autorité supérieure. Eclairez donc notre lanterne.

J.C.D : Bon, il y avait au bas de l'échelle les petites autorités inférieures comme par exemple Olaf Antoine, Ti Bobo. Au dessus d'eux, il y avait les grandes autorités inférieures comme Jean Magloire Fils, Hervé Jeanty. Pour coiffer ces «inférieurs», nous avions des autorités supérieures dont la plus haute était la superbe femelle Mme Max Adolphe. Mais tous devaient en dernière analyse s'en rapporter à l'ambassadeur américain. C'était la condition sine qua non pour garantir mon pouvoir populaire.



Jean-Claude Duvalier et sa femme Véronique Roy devant la cour d'appel de Port-au-Prince

La cour : Vous avez détenu ou détenez-vous encore de l'argent dans les banques étrangères?

J.C.D. : Il faudrait demander à Michèle, mon ex-vermine. Elle contrôlait tout, et surtout mon zizi. Quand elle avait le cœur à cela, elle m'appelait «mon gros saucisson» et moi je lui retournais ses gentillesses en l'appelant «ma petite saucissonne». Quand elle était en colère, j'étais son «gros cochon», elle était «ma cochonnette». Et puis ce qu'elle me faisait des coups de cochon ! On n'a jamais vu une femme tailler un homme, mais ce qu'elle me taillait mon portefeuille, la petite merde ! Michèle : «une jolie fleur dans une peau de vache, une jolie vache déguisée en fleur», c'est ce qu'aurait dit Brassens. Oh ! Elle m'a sucé jusqu'aux os, la petite salope. Véronique, «ma saucissette», est venue à temps me sauver de ses vacheries. Elle m'a trouvé avec la peau et les os (pa repete !). Elle m'a engraissé au point que je suis devenu son «gros jambonneau», et elle est ma «jambonnette».

La cour : Connaissez-vous Michèle Montas, Nicole Magloire, Verly Paul, Rameau Voltaire, Henry Faustin, Michel Dorbes, Manuel Romulus, Erges Prémont Cius, Denise Prophète, Jean Bertin Arist, Jean Souvenance Saint-Jean, Marie Adrienne Gilbert, Amilcar Exavier, Marionne Bonot, Alix Fils-Aimé, Rameau Estimé, Rosier Antoine Claude, Jean Romulus Eliacin, Robert Duval?

J.C.D : Ce sont des noms familiers, on m'en a souvent parlé. Des gens de bonne famille et de bonnes mœurs. J'ai énormément de respect pour eux tous. J'imagine qu'ils sont venus, par curiosité, voir comment depuis mon départ du pouvoir la justice est devenue caricaturale dans cette Haïti que j'aime tant. Saluez-les de ma part.

La cour : Êtes-vous au courant que les droits de ces personnes précitées ont été violés sous votre gouvernement?

J.C.D. : Viols, avez-vous dit ? Je n'ai quand même pas la binette d'un violeur. La justice haïtienne voudrait-elle me violer ? Le viol est interdit par la loi haïtienne et toutes les lois que Me Gourgue m'a enseignées. Quel mouche a piqué la justice de ce pays jusqu'à vouloir insinuer que je puise être un violeur ! Des viols existent par centaines, par milliers à travers le monde. On n'accuse pas pourtant le chef d'État responsable. Quant à moi, j'ignore totalement cette affaire de viol. Est-ce du surréalisme ? du nihilisme ? De l'empirisme ou du rationalisme ? Du Positivisme ou du Négativisme ? Du Stoïcisme ? Du Structuralisme ou du Matérialisme ? De l'Existentialisme ou du Scepticisme ? Ce n'est sûrement pas du duvaliérisme authentique. Vraiment, nous sommes en plein cynisme. Pour moi, tout ça c'est une véritable plaisanterie. En bon français; c'est de la fumisterie. En mauvais français, c'est de la vagabonderie.

Toutefois, pour l'honneur, pour mon honneur, je dirai que je me souviens bien de Robert Duval. Mme Max Adolphe en qui j'avais toujours mis toutes mes complaisances m'avait informé de son incarcération, le seul cas d'excès de zèle sous mon gouvernement. Il avait été mis en prison pour de solides raisons d'Etat. Cependant, l'individu avait été bien traité. Il y avait un membre de sa famille qui lui apportait de la nourriture trois fois par jour. Voyez, ce n'est pas du cynisme, c'est de l'humanisme, autant de notions philosophiques apprises du grand humaniste, dialecticien, théoricien, érudit maître Gourgue.

La cour: Existait-il des cas de meurtres, emprisonnement politique, exécution sommaire sous votre gouvernement ou avez-vous contraint des gens à l'exil?

J.C.D. : La cour se trompe de personne, de pays, d'adresse et de temps. Est-ce que je ressemble à Pinochet ? Nos angles faciaux sont-ils pareils ? Nous sommes en Haïti, pas au Chili. Pinochet est déjà mort et enterré. Est-ce que je ressemble à Videla ? Nous sommes en Haïti, pas en Argentine. D'ailleurs, c'est un commandement de Dieu : tu ne tueras point. C'est mon point d'honneur, mon point cardinal, mon point vertical, mon point horizontal, mes deux points, mes points-virgules, mon point final. Pwen pa m tou en tant qu'Haïtien. Point n'est besoin de m'attaquer là-dessus. Point barre.

La cour: Vous aviez, à 19 ans, géré le pouvoir qui vous a été légué par votre père, votre première fonction dans l'État. En fin de mandat comment avez-vous évalué votre bilan ?

J.C.D. : J'ai eu un bilan positif, et ceci dans tous les domaines. Il y a eu des naissances, des baptêmes, des premières communions, des confirmations, des mariages, des lunes de miel, des lunes de guêpes aussi, des séparations, des divorces, des décès, des départs pour l'étranger, des retours au bercail, un pays qui était une vraie ruche. On abeillait la vie, on miellait le futur, on ruchait d'espoir. C'était un pays à vie et en vie, quoi !

La cour :: Vous rappelez-vous des cas précis de répression commis par certains de vos collaborateurs sur l'un quelconque des plaignants ?

J.C.D. : Les mots répression et dépression font partie du vocabulaire des psychologues et des psychiatres. Ils traitent des gens qui répriment leurs sentiments, leurs élans, leur spontanéité, les cris de leur coeur. Finalement ça tourne à l'autorépression. L'individu se répresse, se compresse, se dépresse et finalement s'affaisse. Il tombe sur ses fesses, mentalement parlant. A ce que je sache, nous sommes dans une salle de tribunal, pas dans un bureau de psychothérapeute.

La Cour : L'inculpé paraissant lui-même au bord d'un cycle répresse-compresse-dépresse, la cour voulant éviter le spectacle tout à fait singulier d'un ex-président par terre sur ses fesses déclare la séance levée. L'inculpé devra voir son thérapeute et se présenter pour une autre audition, d'ici trois semaines.

Manèv delwayal Minis edikasyon nasyonal la : Vanneur PIERRE nan dosye « Lycee JEAN JACQUES DESSALINES » nan

« Lekòl piblik yo pa bank bòlèt, ni sabotaj kote raketè degize ki jwenn sipò ministè a, ap fè bè yo nan dechèpiye ti malere yo ».

REPT (regwoupman Edikasyon pou tout moun) pote solidarite l ak UNNOH nan batay l ap mennen pou anpeche Minis levasyon nasyonal la ak raketè nan ministè a fè lekòl piblik yo tounen boutik, bankbolèt, pati politik pouvwa a, oubyen« vache à lait » pou anrichi raketè/pwofitè tout plimay kont pitit malere, malerèz yo.

Konpòtman sa yo prèske enstore nan tout lekòl piblik yo nan non menm raketè restavèk ki pap travay pou bon kalite lekòl ak ledikasyon, men pou fè règleman lajan ak raketè Ministè a ak palmantè san vizaj kap chache vizibilite. Pratik sa yo se yon estrateji pou twouble aprantisaj nan lekòl piblik yo nan benefis lekòl Ministè a li menm rele GWO AK BON LEKOL .

Nou vle siyale ka lise « Jean Jacques Dessalines » nan ka konfli Minis Edikasyon an VANNEUR PIERRE kreye nan lise a depi nan dat 9 oktob 2012 Lè l nonmen sansè Gwoup swa a epi mete l anfas direktris la Madame Kerline Jean nan yon lise ki tap reprann vi nòmal li.

•Vann plas nan lise a, mande timoun yo yon frè pou nenpòt tikrik tikrak san konsantman direktris la, soulve timoun ak pwofesè kont direksyon an, negosye ak bandi pou entimide direksyon an, fè pwomès ak



Minis Vanneur Pierre

tout moun l ap onore yo lè li vin direktè, enplike nan destabilize lekòl la epi badijonnen l ak matyè moun mal pou identifye, montre se travay kabinè Minis la, Depite sikonskripsyon an l ap mennen se tout estrateji delwayal sansè Gwoup swa a ap itilize pou l bay tèt li ak ekip ki nan Ministè a satisfaksyon.

Sa ki etone nou se konpòtman ak desizyon Minis Mr VANNEUR PIERRE nan tout demele sa yo kote se JUNIOR BATEAU ki gen rezon sou tout zak li poze kont fonksyònnman lise a.

Pran desizyon pou transfere Direktris la, Mme Kerline JEAN san ankenn fot administrativ grav chèf titèl li te repwoche l nan yon korespondans, tradui aklè Sansè Gwoup swa a ap fè djob : Minis la, kabinè Minis la, Depite sikonskripsyon an, pouvwa a tètkale.

Nou gen lè pa li nan menm linèt ak Minis la :

•Sanble Minis Vanneur PIERRE pa li, oubyen pa jwenn rapò, oubyen iyore rapò « Coordonateur district scolaire Port au Prince/Sud Monsieur Fritzner Faustin » nan dat 21 octobre 2012, nan lèt li te adrese ak « Directeur départemental d'éducation L'ouest Monsieur IVALAN ESPERANCE », kote li esplike konpòtman sansè gwoup swa a epi li mande pou transfere l.

•Sanble Minis Vanneur PIERRE la pa li, oubyen li pa jwenn pwosè vèbal jij tribinal seksyon sid la « JAMES SAINT JEAN » aprè konsta ki te fèt nan lise a nan dat 21 janvye 2013, lè tout

Suite à la page (14)

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ADOPTION
Pregnant? Anxious? Get FREE, no-pressure, confidential counseling, guidance, financial assistance at our licensed agency; if adoption is your plan, choose from loving, pre-approved families. Call Joy: 866-922-3678. www.Forever-FamiliesThroughAdoption.org.

APARTMENTS FOR RENT
Studio.... $800
1 Bed..... $1000
2 Bed..... $1200
3 Bed..... $1400
MAXX REAL ESTATE CORP.
Call 718-576-6601 for more info.

APARTMENTS FOR RENT
Studio.... $800
1 Bed..... $1000
2 Bed..... $1200
3 Bed..... $1400
SUN PIE GROUP REALTY
Phone: (718) 677-5555

BUSINESS OPPORTUNITY
START NOW! OPEN RED HOT DOLLAR, DOLLAR PLUS, MAILBOX, DISCOUNT PARTY, $10 CLOTHING STORE, TEEN STORE, FITNESS CENTER FROM $53,900 WORLDWIDE! WWW.DRSS16.COM 1-800-518-3064

DRIVERS
Drivers: CDL-A. TEAM WITH TOTAL .50c/ Mile. For Hazmat Teams. Solo Drivers Also Needed!1 year experience required. 800-942-2104. Extension: 7308 or 7307. www.TotalMS.com

HEALTH
BUY REAL VIAGRA, Cialis, Levitra, Staxyn, Propecia & more... FDA-Approved, U.S.A. Pharmacies. Next day delivery avaiable. Order online or by phone at via-medic.com, 800-467-0295

HELP WANTED
Driver- Qualify for any portion of $.03/mile quarterly bonus: $.01 Safety, $.01 Production, $.01 MPG. Two raises in first year. 3 months recent experience. 800-414-9569 www.driveknight.com

HELP WANTED
AIRLINES ARE HIRING –Train for hands on Aviation Career. FAA approved program. Financial aid if qualified -Job placement assistance. CALL Aviation Institute of Maintenance 866-296-7093

HELP WANTED
Expanding co. hiring FT and PT applicants for three departments. Will train. Advancement opportunity. Great work environment. Bilingual English/Creol a plus. Call for details (973) 748-5251 ext. 304 ask for Nicole.

LEGAL
DIVORCE or annulment in as little as one day. Over 50 years experience. 100% guarantee. From $995. All information at www.divorcefast.com

LEGAL NOTICE
SUPREME COURT: KINGS COUNTY. VNB NEW YORK CORP., Pltf. vs. 655 MCDONOUGH ST. REALTY LLC; et al, Defts. Index #15533/2009. Pursuant to judgment of foreclosure and sale and the addendum thereto dated Dec. 7, 2012 and entered Jan. 8, 2013, I will sell at public auction in Room 224 of the Kings County Supreme Court, 360 Adams St., Brooklyn, NY on Thursday, Apr. 18, 2013 at 2:30 p.m., prem. k/a 655 McDonough St., Brooklyn, NY a/k/a 655 MacDonough St., Brooklyn, NY, a/k/a Block 1497, Lot 72. Said property located at a point on the northerly side of McDonough St. distant 25 ft. easterly from the corner formed by the intersection of the northerly side of McDonough St. with the easterly side of Howard Avenue; being a plot 100 ft. x 25 ft.
Approx. amt. of judgment is $846,247.05 plus costs and interest. Sold subject to terms and conditions of filed judgment and terms of sale. JULIE CLARK, Referee. CULLEN AND DYKMAN LLP, Attys. for Pltf., 44 Wall St., 19th Floor, New York, NY. #82371.

LOTS & ACREAGE
LENDER SAYS SELL!! 18 acres-$29,90 Woods, creeks, loads of leed! Call (888)701-7509 or click www.NewYorkLandandLakes.com

LOTS & ACREAGE
LENDER ORDERED LAND SALE! 8 ACRES-$19,900. Mix of woods & fields, nice views! Less than 3.5 hrs NY City! Call (888)905-8847 www.NewYorkLandandLakes.com

MISCELLANEOUS
ATTEND COLLEGE ONLINE from home. *Medical, *Business, *Criminal Justice, *Hospitality, Job placement assistance. Computer available. Financial Aid if qualified. SCHEV Authorized. Call 888-201-8657. www.CenturaOnline.com

OUT OF STATE REAL ESTATE
Sebastian, Florida. Affordable custom factory constructed homes $45,900+, Friendly community, No Real Estate or State Income Taxes ,minutes to Atlantic Ocean. 772-581-0080, www.beach-cove.com. Limited seasonal rentals

OUT OF STATE REAL ESTATE
Exeter, NH- 55+ New homes from $69,900-$129,000. 2br/2ba Along Scenic Exeter River. 7 miles to ocean, 50 minutes to Boston! 603-772-5377 or email exeterriverlanding@comcast.net

SERVICES
Cellini Chair Doctor. Refinishing, Reupholstery, Drapery, Chairs, Tables, Bedrooms, Diningrooms, Custom Upholstered Headboards, Valences, Cornices & more. Over 50 years experience. FREE ESTIMATES call 347-627-5273.

VACATION RENTALS
OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Real Estate. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

VACATION RESORTS
$399 Cancun All Inclusive Special Stay 6 Days In A Luxury Beach-Front Resort
With Meals And Drinks For $399!
http://www.cancun5star.com/
888-481-9660

WANTED
CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NYC 1-800-959-3419

L'Organisation des Nations-Unies : Le droit de tuer impunément au nom de l'immunité!



Est-il raisonnable que l'ONU évoque l'immunité diplomatique pour justifier son refus d'indemniser les victimes du choléra importé par ses soldats ?

Par Francklyn B. Geffrard

C'est désormais connu ; l'Organisation des Nations-Unies déclare irrecevable la demande d'indemnisation présentée contre elle par l'Institut pour la Justice et la Démocratie en Haïti (IJDH) et le Bureau des Avocats Internationaux (BAI), en novembre 2011, au nom des victimes de l'épidémie de choléra qui sévit depuis plus de deux (2) ans en Haïti. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'épidémie a déjà fait près de 8.000 morts, et infecté plus de 630,000 personnes depuis Octobre 2010.Une vraie catastrophe dans un pays où les conditions et infrastructures sanitaires sont inadéquates. L'épidémie du choléra s'est déclarée à un moment où le pays était frappé par le plus grand cataclysme de son histoire et peine encore à être reconstruit. Selon un bilan officiel communiqué par l'administration de l'ancien président Préval, le séisme du 12 Janvier a fait 300,000 morts, 1.5 million de sans abri, 250,000 habitations détruites et des dégâts matériels évalués à plus de 14 milliards de dollars.



Le ministre haïtien des affaires étrangères, Pierre Richard Casimir

L'annonce du refus d'indemniser les victimes a été faite le jeudi 21 Février 2013 par le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon. L'Organisation s'appuie sur la section 29 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies pour rejeter la demande des victimes du choléra. Voici ce que dit la section 29 de l'article huit (8) de la Convention sur les privilèges et immunités de l'ONU qui a été approuvé le 13 Février 1946, « ***L'Organisation des Nations Unies devra prévoir des modes de règlement appropriés pour: a. Les différends en matière de contrats ou autres différends de droit privé dans lesquels l'Organisation serait partie; b. Les différends dans lesquels serait impliqué un fonctionnaire de l'Organisation qui, du fait de sa situation officielle, jouit de l'immunité, si cette immunité n'a pas été levée par le Secrétaire général*** (Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies – 1946, Nations-Unies).»Nulle part dans cette convention, il n'est dit que les Nations-Unies sont autorisées à recruter des soldats malades qu'elles les déploient dans un pays en proie à toutes les difficultés pour contaminer impunément sa population. C'est une injustice flagrante d'évoquer la section 29 de la Convention sur les privilèges et immunité pour ne pas accorder réparation aux familles victimes de l'épidémie importée.

Comme pour ironiser les Haïtiens, « Le secrétaire général réaffirme qu'il est extrêmement sensible aux terribles souffrances causées par l'épidémie de choléra et demande à tous les partenaires présents dans le pays, ainsi qu'à la communauté internationale, d'œuvrer ensemble afin que les conditions de santé s'améliorent pour le peuple haïtien, et qu'un avenir meilleur s'ouvre à lui. » Si Ban Ki Moon était sensible aux souffrances du peuple Haïtien, il aurait pris les dispositions nécessaires en vue d'indemniser les victimes. Ce serait justice. C'est une honte pour l'ONU de vouloir systématiser, elle aussi, l'impunité en Haïti, cet Etat de la Caraïbe où la majorité de la population vit dans des conditions exécrables. C'est dans ce pays que les Nations-Unies s'accordent les privilèges et immunités de tuer impunément.

Est-il raisonnable que l'ONU évoque l'immunité diplomatique pour justifier son refus d'indemniser les victimes du choléra importé par ses soldats ? Les Nations-Unies qui depuis l'invasion de l'Irak par les Américains ne jouissent pas d'une très bonne réputation dans le monde, à travers cette décision, viennent d'assener un sévère coup à leur propre image déjà très discréditée. D'ailleurs, certains diplomates ayant requis l'anonymat ont avoué leur déception après cette annonce au siège de l'Organisation à New-York. Ils estiment que cette décision pourrait avoir un effet désastreux sur l'image de l'ONU. Pourtant, les Nations-Unies se veulent protectrices des droits humains. Une telle décision ne contraste-t-elle pas avec la vision et la mission de l'organisation qui se propose de maintenir la paix et la stabilité en Haïti ? Il ne fait aucun doute, l'ONU sait très bien qu'il est impossible de garantir un climat de paix dans un pays où l'injustice remplace la justice. Là où les droits fondamentaux d'un peuple sont bafoués et violés systématiquement, on ne peut espérer que frustration et colère. Et quand ces deux éléments s'accumulent, la suite ne peut être autre chose qu'une menace réelle pour la paix et la stabilité.

Qui est responsable de l'introduction du choléra en Haïti ?

Jusqu'ici l'ONU n'a jamais reconnu sa responsabilité dans l'introduction et la propagation du choléra en Haïti. Cependant, plusieurs rapports d'experts ont attribué l'origine de la maladie à des casques bleus népalais déployés en Haïti. Par exemple, dans le rapport de l'épidémiologiste français qui a conduit une mission d'investigation du 7 au 27 Novembre 2010 en Haïti à la demande du ministère Haïtien de la santé, on lit ce qui suit : « ***La présence de tuyaux provenant d'une fosse septique du camp de la MINUSTAH et déversant un liquide noirâtre dans la rivière avait aussi été notée par l'équipe d'épidémiologie du département du Centre, ainsi que par des médecins dépêchés par la MINUSTAH, lors des premières investigations effectuées à partir du 19 octobre (cela m'a été expliqué lors d'une entrevue organisée par les responsables de l'ONU). Enfin, le rapport écrit et l'interrogatoire des habitants de 'Meille***

Suite à la page (16)

Néolibéralisme, absolue contradiction de la démocratie !

2ème partie et fin

Par Hervé Jean Michel

Comment l'humanité peut-elle encore, aujourd'hui, supporter de telles injustices, de telles inégalités, de telles barbaries ?

L'infinie richesse dans l'infinie pauvreté, voilà la définition du monde actuel. Voilà l'image qu'il projette dans sa néolibéralisation ou dans sa mondialisation néolibéraliste. Les affamés n'ont même pas le droit de dire qu'ils ont faim, tandis que des richesses abyssales sont gaspillées, pour conserver la valeur-marchandise des produits qui pourraient satisfaire les besoins vitaux de l'homme dans un système socio-économique plus humain, plus digne de l'homme. Les capitalistes ont créé un capitalisme, qui dans sa conception même est un enfer. Ils l'ont mondialisé sous le signe du néolibéralisme, mondialisant ainsi la misère, l'injustice sociale, la faim, la maladie et le désespoir absolu. C'est ce monde que les capitalistes appellent démocratie. La démocratie est donc pour les peuples du Tiers-Monde et les exploités de partout, le droit de mourir de faim, de mourir par incapacité de se faire soigner, de vivre dans un endroit décent, d'avoir accès à l'éducation, à la culture, bref de vivre à la manière de la bête.

Comment prétendre faire de la démocratie, quand ce même Occident qui se targue d'être démocratique, pille les richesses des pauvres du Tiers-Monde, exporte des modèles socio-économiques et des formules de gestion que des élites des pays dominés doivent singer pour le malheur de leurs peuples ?

Naturellement, les gouvernements qui refusent d'obéir à cette dictature sont combattus avec la plus extrême rigueur, jusqu'à l'utilisation de la violence pour contraindre des chefs d'Etat à la démission, ou pour les kidnapper, ou pour les tuer tout simplement. Voilà comment marche la démocratie dont l'Occident se targue tellement. Quels sont ceux-là qui peuvent juger ces grands messieurs ayant les mains blanchies, ces grands seigneurs en uniforme ou en costume ?

Au contraire, quand ils portent leur coup, ils sont accueillis en sauveurs par des élites des pays fracassés, déstabilisés, détruits. Ce sont des personnes de bonne qualité, tandis que les masses, celles-là qui votent et attendent que ce vote se transforme en amélioration de leurs conditions de vie, sont non seulement insultées, mais tuées, massacrées, discriminées, violées, vidées de leurs personnalités, de leur humanité. Voilà, c'est ça la démocratie !

Démocratie, capitalisme et néolibéralisme ne riment pas. Bien sûr, dans l'état actuel des choses, les peuples sont condamnés à se battre dans les urnes, sachant que non seulement leur vote peut être détourné, volé, mais aussi l'élu de leur choix, s'il se dévoue à respecter la volonté et les légitimes revendications qu'il a drainées, est voué à la condamnation des seigneurs d'ici et d'ailleurs. Le peuple haïtien peut en dire long, avec les deux expériences des sanglants coups d'Etat des 29 et 30 Septembre 1991 et du 29 février 2004.

En ces temps de cuisson de coups d'Etat, des mensonges, les uns plus inimaginables que les autres sont produits par le laboratoire, qui ne se donne même pas un répit, tant il est prolifique, abondant et fertile. L'argent sale circule à flot, insultant la misère des masses. Dans ce jeu macabre de manipulation et de corruption, des élites sont mises à rude épreuve. Seules celles qui cultivent un tant soit peu de crédibilité, d'honnêteté, de franchise et d'humanité, échappent à la catastrophe déshumanisante. L'hypocrisie et le reniement sont payables à prix fort, projetant le spectacle de ces singes qui rivalisent de grimaces, de courbettes et de flexibilité.

Voilà, c'est le spectacle navrant de l'Haïti de douleur, de l'Haïti de misère, du mépris, de la honte et de la catastrophe infrahumaine. Le drame dans cette ingéniosité dans le mal est que, une fois le pouvoir acquis les beaux cantiques à la gloire d'Haïti, à la gloire du peuple trompé, se transforment en massacres, en pillage des deniers publics en dilapidation des biens de l'Etat pour renforcer la suprématie des dominants sur les dominés.

Quelles leçons doivent tirer les citoyens-nes paisibles, ceux et celles qui luttent pour une réelle transformation de l'ordre social injuste d'Haïti ?

Cultiver la vérité, sauvegarder la mémoire et la ferveur patriotique pour une Haïti toujours en gestation. La réflexion critique pour mieux comprendre le pourquoi et le comment des choses, doit être un leitmotiv qui entraîne tout citoyen conscient vers cette vérité : la nation est la pluralité, la totalité de la vie de tous.

Il n'y a donc pas de nation, si cette dernière dans son expression, n'embrasse qu'une partie du tout, niant le tout dans sa vitalité, dans sa pluralité, dans sa totalité.

« Tout homme est un homme », voilà ce que le néolibéralisme n'arrivera jamais à concevoir, à comprendre et à cultiver. Trop enfoncé dans le matérialisme vulgaire, au nom des richesses matérielles, il proclame la mort de la majorité pour le bonheur d'une minorité pour qui la vie est une marchandise acquise à coups de mensonges idéologiques et à coups de magouilles politiques.

Ce en quoi la démocratie, qui fonde l'Etat de droit, l'Etat-nation, est totalement différente, parce que prenant en compte la vie de tous dans ses perspectives, c'est qu'elle la projette en tant que but ultime de la politique. Si donc l'économie est un moyen par lequel la vie des hommes dans la société est devenue possible, la politique vise à rendre cette vie bienheureuse. Voilà ce que le capitalisme, historiquement déterminé, n'arrive jamais à comprendre, à accepter, à partager et à vivre avec l'humanité.

La liberté d'expression est-elle menacée en Haïti ?



Le pouvoir se sert du Conseil National de Télécommunications (CONATEL), qui devient tout bonnement une institution de répression politique aux mains de l'Exécutif

Par Francklyn B. Geffrard

« Dans un Etat de droit, il n'existe de différence entre petites et grosses atteintes à la liberté d'expression ; autrement dit à la liberté de presse. Toutes les atteintes, peu importe leur nature, constituent une entrave à la liberté d'expression et doivent être condamnées avec fermeté. »



Le ministre de la justice, Jean Renel Sanon

Le rôle des médias dans la mise en place des conditions nécessaires à l'expression démocratique est aujourd'hui crucial en Haïti. Ce rôle est aussi indispensable dans la construction et le bon fonctionnement des institutions publiques et des organes politiques. Dans un pays comme Haïti qui patauge dans la crise et l'instabilité politique depuis plusieurs décennies, les médias sont appelés à assumer une responsabilité directe dans la mise en œuvre du processus démocratique. Cependant, ce rôle fondamental des médias semble être remis en question par le pouvoir en place. D'abord, la méthodologie du régime « Tèt Kale (Crâne rasé en Français) »consiste à casser l'élan de toute initiative démocratique. En ce sens, dans son calcul cynique, il y a des médias qui ne doivent pas exister tout simplement, d'où le projet de les éliminer ou de les forcer à faire machine arrière. Il n'hésite pas à couper leurs vivres ou à persécuter d'autres sous la fallacieuse justification technique. Ce projet se met en place lentement, mais certainement.

Pour mettre en œuvre ce projet anti-démocratique, le pouvoir se sert du Conseil National de Télécommunications (CONATEL), organe régulateur de l'Etat dans ce domaine qui devient tout bonnement une institution de répression politique aux mains de l'Exécutif dans cette chasse aux sorcières. Un media de la capitale qui a pignon sur rue est l'objet de persécutions de la part du CONATEL sous prétexte que l'une de ses fréquences sur la bande FM est acquise illégalement. Alors que la fréquence incriminée est en service depuis près de 25 ans. Où était le CONATEL depuis tout ce temps-là? C'est une politique qui consiste à déposséder de paisibles citoyens de leur fréquence pour en attribuer à des partisans du régime en place aux fins de propagande servile. Stratégie machiavélique d'un gouvernement qui nous rappelle étrangement un certain ordre révolu? L'on se souvient de l'affaire de la propriété du Dr. André Morno qui jouxte celle d'un voisin devenu président de la République à la faveur de circonstances exceptionnelles...

Parallèlement, il y a aussi la répression économique et l'intimidation contre certains médias. En Haïti les médias constituent un secteur économiquement fragile. Ils ne bénéficient pas de subvention publique ; leur budget dépend très largement des rentrées publicitaires. Cependant, compte tenu du nombre important de stations de radio et de télévision émettant dans le pays, la taille du marché se réduit considérablement. En absence d'une subvention formelle de l'Etat aux médias, celui-ci aurait pu, dans le cadre d'un échange de service, supporter les médias, notamment ceux à faibles revenus sans toutefois les domestiquer. Ceci serait conforme à l'esprit de l'article 40 de la constitution qui stipule que, « Obligation est faite à L'État de donner publicité par voie de presse parlée, écrite et télévisée, en langues créole et française aux Lois, Arrêtés, Décrets, Accords Internationaux, Traités, Conventions, à tout ce qui touche de la vie nationale, exception faite pour les informations relevant de la sécurité nationale (Constitution de 1987, Section I, Droit à l'Information).» Cependant, tous les médias ne reçoivent pas de publicité de l'Etat , mais ceux qui soutiennent le pouvoir en bénéficient largement. Certains médias ayant tenu jusqu'ici une ligne critique par rapport à ce qui se fait dans le pays, n'en reçoivent pas ou pas assez pour tenir le coup. Il en résulte que certains médias se voient contraints de fermer boutique pour raison financière.

Au-delà de cette politique qui consiste à affamer les médias indépendants, il y a une tentation de plus en plus accrue et manifeste de la part du gouvernement à imposer aux journalistes une ligne de conduite dans l'exercice de leur profession. Par exemple, le 4 Mars 2013, le ministre du commerce, Wilson Laleau s'est avisé de faire la leçon à un journaliste de Radio Ibo, Gardy Saint-Louis qui a posé une question à la ministre de la communication, Mme. Régine Godefroy relative à des accusations portées contre elle par le député de Delmas/Tabarre, Arnel Bélizaire. Offusqué, Wilson Laleau a fait savoir au journaliste « qu'il ne devait pas poser cette question et que la ministre n'était pas là pour répondre à ladite question.» La salle des nouvelles de Radio Ibo interprète l'intervention du ministre Laleau comme une tentative d'intimidation à l'encontre du journaliste. Dans une note publiée sur Facebook, la salle des nouvelles de Radio Ibo a condamné l'attitude du ministre. Voici un extrait de la note :« Le ministre du commerce et de l'industrie, le professeur Wilson Laleau s'est trompé de cible en voulant intimider notre collaborateur Gardy Saint Louis. Le ministre Wilson Laleau s'est trompé de cible en accusant le journaliste de justifier le comportement du député Arnel Bélizaire. » Sommes-nous revenus au temps des Duvalier où il fallait soumettre une liste de questions aux autorités chef avant une interview ou

Suite à la page (18)

Rebondissement des actes d'insécurité dans diverses zones du pays

Par Isabelle L. Papillon

Des familles haïtiennes ne cessent de compter de cadavres des actes de banditisme et de criminalité à travers le pays. Diverses causes sont à la base de ces actes : la lutte pour le contrôle du pouvoir local dans certaines zones, le règlement de compte, le trafic de la drogue, la situation économique accablante des gens de certains quartiers populeux, le chômage. C'est dans ce sens que le policier Joseph Ivens André, agent II affecté à l'Unité de Sécurité Présidentielle (USP) a été assassiné par balles des bandits armés, le mardi 26 février dernier à Carrefour, sud de la capitale. La victime faisait partie de la 15e promotion de la Police Nationale d'Haïti.

Le dimanche 24 février, à Grand-Goâve, sur la route nationale # 2, Olritch Emilien Jean, un opposant farouche aux agents intérimaires de l'Exécutif de cette commune a été tué par balles. Le cadavre de la victime a été retrouvé criblé de balles dans la localité dénommée, « Nan Sab » située dans la première section communale « TètBèf », non loin du sous-commissariat de Police de la commune. La victime était âgée de 34 ans et père de quatre (4) enfants selon l'une de sa sœur. Elle a pointé du doigt les partisans de l'agent intérimaire de l'Exécutif, Pierre Yvon Salam Joseph dans l'assassinat horrible de son frère.

Selon l'agence en ligne Alter presse, les samedi 23 et dimanche 24 février dernier, une vive tension régnait à Grand-Goâve entre les partisans de l'agent de l'Exécutif et la population qui exige le départ inconditionnel de la commission municipale de cette commune. La route nationale #2 était complètement bloquée au niveau de Grand-Goâve, la circulation des véhicules ainsi que les activités commerciales de la communauté paralysées par des barricades de pneus enflammés. Le sous-commissariat de Police a été attaqué de manière répétée à coups de pierres et de bouteilles, alors que des tirs nourris n'ont cessé de créer la panique dans la ville.

De son côté, l'inspecteur divisionnaire, responsable du sous-commissariat de Police de Grand-Goâve, Rosmond Aristide a fait savoir que la Police garde toujours sa neutralité et déterminée à rétablir l'ordre dans la cité ; mais les moyens et l'effectif lui font défaut : « La police a la ferme volonté de pacifier la zone, mais faute de moyens, elle parait impuissante à ce moment difficile qui a éclaté depuis des mois à Grand-Goâve et qui a déjà fait plusieurs morts et des



Le commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Lucmane Delile

dizaines de blessés par balles, plus de dix (10) autobus incendiés alors que les violences politiques continuent de causer des pertes en vie humaine et des dégâts matériels. Mais les autorités centrales du pouvoir kaletèt ne font rien pour résoudre ce conflit, comme dans bien d'autres cas.

A la capitale, des bandits lourdement armés travaillant pour le pouvoir continuent de terroriser la population de Cité Soleil et de bas Delmas. Ils ont profité de l'occasion pour rançonner les chauffeurs et les passagers. Le mercredi 27 février une situation de terreur régnait à Delmas 2, paralysant ainsi les activités commerciales et la circulation des véhicules. Des bandits sans foi ni loi liés au pouvoir en place opèrent en toute quiétude dans divers endroits de la zone : Delmas 2, Delmas 4, Delmas 6, Rue Saint-Martin, Carrefour Péan, Sansfil. Sur leur passage, même les chiens qui aboient sont automatiquement exécutés par des bandits, selon les témoignages des habitants de la zone.

Selon eux, les bandits qui opèrent à bas Delmas font partie du gang armé dénommé base 117, qui commet des exécutions sommaires systématiques, de vols et de viols. Au cours du mois de janvier 2013, le commissaire de gouvernement de Port-au-Prince, Me. Lucmane Delile a fait savoir que la police a mis fin aux activités des bandits de la base 117 à Delmas. Il avait demandé à la population de vaquer librement à ses activités, une information rapidement démentie par la population qui a déclaré : que les bandits ne s'étaient que retranchés dans d'autres endroits avec leurs armes attendant de s'organiser pour retourner en force dans la zone.

Ce qui est effectivement le cas. Un mois plus tard, les habitants affirment. « En dépit de la présence permanente de la police dans ces endroits instables, l'éparpillement de ces bandits - qui ne se fixent pas dans une maison, ni aucun lieu précis - complique la tâche de la police, ».

« La situation n'est pas vraiment différente de celle d'avant l'opération de janvier 2013, » indique le porte-parole de la PNH, sans donner d'autres détails. « Le mardi 26 février 2013, les bandits de la base 117 ont perturbé les activités scolaires au lycée Daniel Fignolé, situé à Delmas 2, par des tirs nourris, » déplore une habitante de la zone. Dimanche24 février 2013, un jeune a été tué par ces bandits, rapporte-t-elle. En janvier 2013, un pasteur de l'église par la foi a été, entre autres, victime de la Base 117. Par peur de représailles, les gens de la zone ne sont pas à même de manifester contre ces bandits qui sèment le deuil dans les familles, reconnaît cette habitante. Ces bandits refont surface pour la plus belle ces derniers jours, continuent de se plaindre les habitants de la zone, appelant au secours la PNH et d'autres autorités concernées.

Dans la foulée, le commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Lucmane Delile qui attend toujours « kabrit fin pase pou l di pote kòd » a annoncé l'arrestation de dix-sept (17) présumés bandits le week-end écoulé au Bicentenaire, presqu'en face du Parquet : « Avec la collaboration de la population, nous avions procédé à l'arrestation de 17 bandits. Plusieurs d'entre eux ont été recherchés par la justice », indique Lucmane Délille. L'opération a été menée conjointement par le Parquet de Port-au-Prince, la Police nationale et la MINUSTAH à la cité de Dieu, un bidonville situé au centre-ville de la Capitale haïtienne.« Ce quartier représente un paradis pour les kidnappeurs. C'est dans cette zone qu'ils montent leur base où ils stockent des armes, des matériels qui les favorisent dans leurs actions », précise le chef du Parquet.

Par ailleurs, le commissaire du gouvernement de Port-au-Prince informe que, « quatre directeurs d'école, qui sont inscrits dans le programme de l'éducation scolaire gratuite, ont été interpellés, eux, pour escroquerie ».« Le ministère de l'éducation avait déposé une plainte pour ces établissements scolaires qui n'existent que de nom. Pourtant, ils sont inscrits dans le programme », indique Lucmane Délille, précisant qu' « il existe une centaine de cas pareil ».

Le porte-parole de la Police Nationale d'Haïti, Frantz Lerebours a confirmé les arrestations de quelques individus, mais aucune arme n'a été saisie. Selon les habitants de la zone, les hommes armés proche du pouvoir en place sont en cavale avec leurs armes et après un certain temps, ils sont revenus pour terroriser la population qui confronte toutes sortes de problèmes : chômage, faim, insalubrité, insécurité et persécution politique.

Former Dictator Jean-Claude Duvalier's First Court Hearing



Former dictator Jean-Claude Duvalier was contemptuous and arrogant when responding to questions in the first hearing into his human rights abuses.

By Yves Pierre-Louis and Kim Ives

On Feb. 28, 2013, former Haitian dictator Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier had to show up at the Port-au-Prince Appeals Court to hear various charges against him for crimes against humanity. After not responding to three previous summonses in February, the former "President for Life" had to bow to the court's authority or risk arrest for contempt.

Duvalier was due to report to court again on Mar. 7, but his lawyer claims that he is sick in an unspecified hospital.

Nonetheless, many suspect that the hearings summoning Duvalier are nothing more than "show business" aimed at rubber-stamping the Jan. 30, 2012 finding of examining magistrate Jean Carvès. He ruled that the statue of limitations has expired for prosecuting Duvalier for his human rights crimes. These hearings are for an appeal to overturn that ruling.

Duvalier ruled Haiti with an iron fist from 1971 to 1986, during which time tens of thousands were extrajudicially killed, imprisoned, exiled, or disappeared.

With many of his victims in the audience, Duvalier responded to questions from members of the Court, the prosecution, the plaintiffs, and defense counsel.

When the court asked about "repression, torture, beatings, crimes against humanity, political killings, and human rights violations" under his regime, Duvalier dead panned that "every time an anomaly was reported to me, I intervened so that justice could be done. I want to stress that I sent a letter to all department commanders, to all section chiefs, asking them to strictly apply the law around the country, and these directives also applied to the Corps of the Volunteers for National Security," better known as the infamous Tontons Macoutes, who were the eyes, ears, and fists of the Duvalier regime.

Asked again later about "murders, political imprisonment, summary execution under your government, and forcing people into exile," Duvalier replied: "Murders exist in all countries. I did not intervene in police activities... As for imprisonment, whenever such cases occurred, I intervened to stop abuses being committed."

Duvalier never betrayed a trace of remorse or regret, arguing that "I did everything to ensure a better life for my countrymen... I'm not saying that life was rosy, but at least people could live decently."

He claims that he on his return, "I found a ruined country, with boundless corruption that hinders the development of this country. And on my return, it's my turn to ask: what have you done to my country?"

He suggested that he was close to journalist Jean Léopold Dominique (slain in 2000), "who accompanied me often in my inspections in the province" and that he helped Dominique obtain his radio station, Radio Haïti.

Former soccer star Robert "Bobby" Duval, the founder of the Haitian League of Former Political Prisoners (LAPPH), was also in the courtroom as one of the plaintiffs appealing Judge Carvès Jean's ruling. Duval spent 17 months imprisoned in the infamous Fort Dimanche prison without charges. But Duvalier claimed that Duval "was arrested for subversive activities," saying that "during a search at the François Duvalier airport, we found weapons in his possession and he was released a few years later by an act of clemency by the Head of State." Duvalier claimed that Duval's suit against him "is a real joke" and that Duval "was treated well" and that "a family member brought him food three times a day."

Asked what he thought about the charges against him, Duvalier said "it makes me laugh" because people are just "inventing fantasies."

The hearing lasted more than three hours, after which Duvalier's victims and representatives of human rights organizations said they were satisfied and encouraged that the Appeals Court judges were not intimidated by government pressure. They said they felt more determined than ever to talk about the suffering and torment caused by the murder, imprisonment, disappearances, and other crimes committed under Duvalier's dictatorship. They were also galled by Baby Doc's contemptuous attitude during the hearing.

After the hearing, Bobby Duval scoffed at Duvalier's assertion that he had been arrested for illegal possession of firearms. Of the 13 Haitian political prisoners whom Amnesty International championed at that time in the late 1970s, Duval is one of the three survivors. "Their goal was to kill me," he said, adding that he would not have survived much longer in prison.

Henry Faustin was another former political prisoner who attended the trial. Arrested on Jun. 15, 1976, Faustin spent two months in a dungeon in the Dessalines Barracks (other political prison under Duvalier, located behind the National Palace). Only 20 years old, Faustin was then transferred for another 16 months (until December 1977) to Fort Dimanche. "Fort Dimanche was not child's play," he said. "You arrived there as a prisoner, with clothes, but then they stripped you naked as a worm."

International human rights organizations are following the Duvalier hearings closely. "If someone like Duvalier is not judged, how can one judge someone who has stolen a chicken to feed his family?" asked Reed Brody of Human Rights Watch. "How do you establish the rule of law when he who is accused of the worst crimes gets away with it? But Haiti has always been considered an exception. Moreover it is interesting to see that the big countries like France and the United States have never requested that Duvalier be tried, because they have disdain for Haiti. Haiti is not entitled to justice. It's good enough if Haiti just gets a little to eat, or if the population has a little shelter. They don't make the link between the lack of justice for the vast majority and the lack of social justice as well."

PetroCaribe's Oil to the Poor:

Chavez's Legacy in Haiti and Latin America

By Kim Ives



In the case of Haiti, Hugo Chavez often said that PetroCaribe and other aid was given "to repay the historic debt that Venezuela owes the Haitian people."

Tens of thousands of Haitians spontaneously poured into the streets of Port-au-Prince on the morning of Mar. 12, 2007. President Hugo Chavez had just arrived in Haiti all but unannounced, and a multitude, shrieking and singing with glee, joined him in jogging alongside the motorcade of Haiti's then President René Préval on its way to the National Palace (later destroyed in the 2010 earthquake).

There, Chavez announced that Venezuela would help Haiti by building power stations, expanding electricity networks, improving airports, supplying garbage trucks, and supporting widely-deployed Cuban medical teams. But the centerpiece of the gifts Chavez brought Haiti was 14,000 barrels of oil a day, a Godsend in a country that has been plagued by blackouts and power shortages for decades.

The oil was part of a PetroCaribe deal which Venezuela had signed with Haiti a year before. Haiti had only to pay 60% for the oil it received, while the remaining 40% could be paid over the course of 25 years at 1% interest. Under similar PetroCaribe deals, Venezuela now provides more than 250,000 barrels a day at sharply discounted prices to 17 Central American and Caribbean countries, including Haiti, Guatemala, Honduras, Jamaica, Cuba, Nicaragua, and the Dominican Republic.

The cost of the program is estimated at some $5 billion annually. But the benefits to, and gratitude from, PetroCaribe recipients are huge, particularly during the on-going global economic crisis. In short, Caracas is underwriting the stability and energy security of most economies in the Caribbean and Central America, at the same time challenging, for the first time in over a century, U.S. hegemony in its own "backyard."

Washington's alarm over and hostility to PetroCaribe is layed bare in secret diplomatic cables obtained by the media organization WikiLeaks. Then U.S. Ambassador to Haiti Janet Sanderson rebuked Préval for "giving Chavez a platform to spout anti-American slogans" during his 2007 visit, said one cable cited in an article which debuted in June 2011 a WikiLeaks-based series produced by *Haïti Liberté* and *The Nation*.

Reviewing all 250,000 secret U.S. diplomatic cables which were later released, one realizes that Sanderson wasn't the only U.S. diplomat wringing her hands about PetroCaribe.

"It is remarkable that in this current contest we are being outspent by two impoverished countries: Cuba and Venezuela," noted U.S. Ambassador to Uruguay Frank Baxter in a 2007 cable released by Wikileaks. "We offer a small Fulbright program; they offer a thousand medical scholarships. We offer a half dozen brief IV programs to 'future leaders'; they offer thousands of eye operations to poor people. We offer complex free trade agreements someday; they offer oil at favorable rates today. Perhaps we should not be surprised that Chavez is winning friends and influencing people at our expense."

We can now expect the Washington's "contest" with Venezuela to escalate dramatically as it attempts to take advantage of the Bolivarian regime's vulnerability during the transition of power. Already Vice President Nicolas Maduro, whom Chavez asked Venezuelans to make his successor, has sounded the alarm. "We have no doubt that commander Chavez was attacked with this illness," Maduro said on Mar. 5, repeating a suspicion voiced by Chavez himself that Washington was somehow responsible for the fatal cancer he contracted. "The old enemies of our fatherland looked for a way to harm his health."

Maduro also announced on national television on Mar. 5 "that a U.S. Embassy attache was being expelled for meeting with military officers and planning to destabilize the country," the AP reported. A U.S. Air Force attaché was also expelled.

In short, just as the imperative to secure oil has driven the U.S. to multiple wars, coups, and intrigues in the Mideast over the past 60 years, it is now driving the U.S. toward a major new confrontation in Latin America. With Chavez's death, Washington sees a long awaited opportunity to roll back the Bolivarian Revolution and programs like PetroCaribe. In recent years, Chavez has led Venezuela to nationalize dozens of foreign-owned undertakings, including oil projects run by Exxon Mobil, Texaco Chevron, and other large North American corporations. The future of the hydrocarbon resources in Venezuela's Maracaibo Basin and Orinoco Belt, recently declared to be the world's largest, will soon reveal itself to be the central economic and political issue, and hottest flashpoint, in the hemisphere.

In the case of Haiti, Hugo Chavez often said that PetroCaribe and other aid was given "to repay the historic debt that Venezuela owes the Haitian people." Haiti was the first nation of Latin America, gaining its independence in 1804. In the 19th century's first example of international solidarity, Haitian revolutionary leaders like Jean-Jacques Dessalines and Alexandre Pétion provided Francisco de Miranda and Simon Bolivar, South America's "Great Liberator," with guns, ships, and printing presses to carry out the anti-colonial struggle on the continent.

And this was the dream that inspired Hugo Chavez: a modern Bolivarian revolution sweeping South America, spreading independence from Washington and growing "21st century socialism." PetroCaribe was Chavez's flagship in that "contest," as Ambassador Baxter called it.

Ironically, it was former Haitian president Jean-Bertrand Aristide who first foiled U.S. election engineering in Latin America in December 1990, but his electoral victory was cut short by a September 1991 coup. Hugo Chavez was the next Latin American leader to successfully carry out a political revolution at the polls in 2000. His people defeated the U.S.-backed coup that tried to unseat him in April 2002. Due to his strategic acumen, his popular support, and the goodwill created with PetroCaribe, Chavez's prestige grew in Venezuela and around the world during his 13 years in power up until his death today, which will bring a huge tide of mourning across Latin America.

The eulogies will be many, but former U.S. Attorney General Ramsey Clark, who personally knew and worked with Chavez, made a prescient observation in January that stands out: "In my opinion, history will judge the contributions of Hugo Chavez to Latin American as greater than those of Bolivar."

BOLIVIE : SEPT ANNÉES DE GOUV
NOUVELLE CONFIGU

Par Pablo Stefanoni

Le MAS (Movimiento al Socialismo) qui est au pouvoir à La Paz depuis 2008, a reconfiguré la Bolivie, qui a subi de profondes transformations socioculturelles. Grâce à une gestion attentive de la macroéconomie, des taux de croissance élevés, un niveau de réserves en devises record et des améliorations dans les taux de pauvreté et d'inégalité, il a quand même réussi à désarticuler l'opposition libérale-conservatrice. «D'abord ils disaient "cet Indien ne va pas durer plus de six mois"; maintenant ils disent "cet Indien va rester au pouvoir pendant 50 ans"», c'est ainsi qu'Evo Morales [d'origine uru-aymara, venant de la région minière d'Oruro, il s'établira par la suite dans le Chapare, région de Cochabamba, où il sera un des leaders des cocaleros. Il revendique son origine] résume souvent la situation politique bolivienne.

Cette conception découle, d'une part, de celle qu'ont de lui les vieilles élites et, d'autre part, des transformations dans les rapports de forces politiques qui se sont opérées durant les sept dernières années, depuis qu'il a été élu avec 54% des suffrages et a assumé le 22 janvier 2006 sa charge en tant que premier président indigène de Bolivie.

Depuis lors, beaucoup d'eau a coulé sous le pont. A force d'élections et de référendums, d'une nouvelle Constitution de «refondation» et de plusieurs nationalisations (dont la dernière en date concernait des entreprises électriques à capital espagnol), le président bolivien parvient à consolider sa position au pouvoir. Soutenu par une coalition sociale urbaine et rurale qui est une première depuis la révolution nationale de 1952, il a réussi à affronter avec succès la réaction des élites autonomistes de l'Orient bolivien.

Une économie solide

«Après presque un siècle, la Bolivie est revenue sur les marchés financiers mondiaux, en plaçant des bons souverains [émissions d'obligations] pour 500 millions de dollars et d'une durée de dix ans ; cette opération a démontré la confiance des investisseurs dans le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud» [1]. Par elle-même, cette information montre combien il est difficile de cataloguer le modèle bolivien dans une sorte d'«axe anticapitaliste» et «anti-moderne» radical [2]. La confiance que dénote l'article cité fait référence au taux d'intérêt prometteur obtenu par le gouvernement bolivien, à partir de la notation par la Bank of America Merrill Lynch et par Goldman Sachs: 4,8% annuels. Par ailleurs, les agences de notation ont augmenté cette année la notation de la Bolivie, en citant ses solides réserves, sa capacité à gérer la dette et le déficit budgétaire bas ou nul [3].

Au cours de ces sept années, Evo Morales a expérimenté beaucoup de choses – surtout en ce qui concerne la conception institutionnelle du pays – mais il ne s'est jamais écarté d'une politique macroéconomique attentive à l'équilibre budgétaire et il a maintenu le même ministre de l'Economie depuis 2006. Luis Arce Catacora, un technicien modéré aussi bien en ce qui concerne la politique qu'il pratique que dans son style personnel, est jusqu'à maintenant, avec le ministre des Affaires étrangères David Choquehuanca, un des intouchables de son gouvernement. «L'opération montre que les investisseurs ne font pas attention à la rhétorique, mais plutôt aux chiffres macroéconomiques», a analysé Horst Grebe, directeur de l'Institut Prisma [4]. Dans ce type de commentaires, il y a habituellement un taux de «raison ironique»: en fin de compte l'anticapitalisme de Evo ne serait qu'un conte pour épater le bourgeois. Mais il ouvre aussi la voie à une reconnaissance implicite du fait que les fantasmes sur les violations de la sécurité juridique et d'autres critiques initiales étaient exagérées.



Le Président bolivien Evo Morales

Finalement, même le FMI a félicité dans ses derniers rapports «le solide engagement économique» bolivien. Et Morales ne laisse passer aucune occasion de revendiquer avec fierté ces chiffres et de signaler qu'il a réussi là où les néolibéraux avaient échoué. Le mélange entre le traumatisme de l'hyperinflation des années 1980 et une psychologie (paysanne) hostile à l'endettement explique peut-être cette vision du monde économique, très éloignée de certaines images stéréotypées du leader «cocalero» [planteur et cueilleur de feuille de coca] et des Indigènes [«indios»] en général.

Dans les années 1990 et au début des années 2000 les gouvernements boliviens faisaient des merveilles pour payer les étrennes (de Noël) en utilisant le Trésor public devenu de plus en plus rachitique sous les effets de la conjoncture internationale et les politiques néolibérales appliquées à l'échelle nationale. Par contre, sous Morales, le PIB a doublé. Il a passé de 11'500 à 24'600 millions de dollars, avec un bond du PIB annuel par tête d'habitant de 1200 à 2200 dollars [5]. En outre, les réserves en devises internationales – une variable qui explique sans doute la prudence budgétaire – ont atteint des niveaux records dans l'histoire bolivienne: 13'000 millions de dollars. L'inflation est inférieure à 5% et, dans un pays bi-monétaire comme la Bolivie (dollar et boliviano), la «bolivianisation» des dépôts bancaires a atteint un record de 69%, notamment à cause de l'amélioration des anticipations des épargnants en ce qui concerne la stabilité en termes de taux de change [6].

Morales a souvent exposé clairement son imaginaire modernisateur, comme lorsqu'il a dit: *«Je veux que les paysans puissent discuter sur leurs téléphones mobiles avec leurs proches en Espagne ou en Argentine [qui envoient des devises à leur famille] lorsqu'ils mènent paître leurs lamas.»* Et il a étendu la couverture du réseau de téléphonie mobile à l'ensemble du pays. Néanmoins, l'image la plus emblématique du pari de Morales pour les «grands bonds» dans le domaine des communications est la décision de commander à la Chine la construction du satellite Tupac Katari [leader de la révolte indienne en Bolivie contre l'occupation coloniale espagnole en 1781] pour un prix de 300 millions de dollars.

Soixante-quatre boursiers ont fait le concours d'entrée à l'Académie chinoise de l'Espace pour se former au contrôle du satellite et avec l'espoir d'arriver un jour à le contrôler depuis l'Agence spatiale bolivienne créée en 2010. En outre, pour renouveler sa séduction auprès de la population de La Paz avec de grands ouvrages, Morales a déjà annoncé la construction d'un téléphérique de transport public entre La Paz et la ville d'El Alto, une agglomération urbaine indigène, populaire [auto-construite en grande partie] d'un million d'habitants, relativement proche du siège du gouvernement.

En parallèle, les politiques sociales, qui s'ajoutent au contexte macroéconomique favorable ayant facilité la réduction du chômage, ont entraîné des améliorations dans les taux de pauvreté et d'inégalité. Entre 2005 et 2010, la pauvreté [sous le seuil de 2 dollars par jour, selon les critères de la Banque mondiale] au niveau national a baissé de 60,6% à 49,9% et l'extrême pauvreté [personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour, selon les critères de la BM] de 38,2% à 28,4%. Ces améliorations se sont produites dans le cadre d'une croissance notable de l'investissement public qui a été multiplié par trois au cours de ces dernières années [7]

Des élites émergentes

Ces données montrent des avancées et mettent en évidence les énormes défis qui restent à affronter. On peut prendre un autre indicateur des changements: ce sont le type de plaintes que l'on peut entendre ces temps-ci dans la coquette zone sud de La Paz [quartiers aisés, au bas de la ville, c'est-à-dire à une hauteur plus supportable], où l'on déplore par exemple la pénurie d'employées domestiques logeant à domicile. Certaines de ces femmes, migrantes de la campagne, préfèrent travailler aujourd'hui dans la construction, qui connaît un boom dans les grandes villes boliviennes.

Dans cette même zone sud de La Paz on pouvait de même, il y a quelque temps, entendre une série de commentaires sur des voisins cossus qui vendaient leurs maisons à des «cholos» (terme utilisé par les Créoles espagnols, dès le début XVIe siècle, pour désigner les indigènes ou les métis) en ascension sociale qui leur avaient fait des offres irrésistibles. Même s'il y a beaucoup de mythes urbains sous forme de rumeurs et commérages qui circulent et prennent de l'ampleur, l'ascension sociale que vivent depuis quelques années des couches d'origine aymara [peuple qui vivait dans la région du lac Titicaca et se trouve – se trouvait – au carrefour de la Bolivie, du Pérou et y compris de l'Argentine et du Chili] actives dans le commerce constitue une évidence à toute épreuve. Cela peut ou non prendre la forme d'une «chola» qui achète une maison et la paie en liquide avec des liasses de dollars qu'elle sort d'une valise, comme le montre le film Zona Sur de Juan Carlos Valdivia, 2009. Mais il n'y a aucun doute sur le fait que l'ascension sociale d'une proto-bourgeoisie commerciale aymara a entraîné de profondes transformations socioculturelles.

La versatilité que montrent ces groupes ethnico-culturels pour fonctionner dans un monde globalisé – comme le montrent leurs rapports avec la Chine – est très bien illustrée par l'histoire de Mercedes Quispe. Tous les jeudis et dimanches cette commerçante aymara vend des automobiles d'occasion – qu'elle importe de la zone franche de Iquique [dans le Nord du Chili] où elle les achète à des revendeurs pakistanais – dans le marché du 16 de Julio de El Alto [donc au-dessus de La Paz, sur l'altiplano]. Les autres jours de la semaine, elle fait le commerce de téléphones mobiles en gros – importés de Chine par son frère – dans de petits villages du nord et de l'est de la Bolivie [8].

Aujourd'hui beaucoup d'enfants de commerçants aymaras étudient dans des universités privées de bon niveau, comme la Catolica à La Paz. Certains vont même apprendre le chinois mandarin dans un institut situé dans le Prado de La Paz [qui se situe sur la principale avenue de La Paz]. D'ailleurs, dans les débats sur la réforme de l'éducation, un groupe de commerçants a demandé que cette langue asiatique soit incluse dans le curriculum scolaire [9]. «On observe un processus de mobilité sociale impressionnant, produit de la combinaison du boom économique et des changements politiques. Ces secteurs se conduisent de plus en plus comme une nouvelle élite», a déclaré au Monde Diplomatique [édition «amérique-latine»] Andrés Torrez, ex-secrétaire exécutif de la Confédération d'Entrepreneurs privés de Bolivie.

Il est cependant évident que, malgré ces bons résultats, l'économie bolivienne continue à dépendre des matières premières, et surtout du gaz et des produits des mines. Si au Venezuela Hugo Chavez a parlé d'un «socialisme pétrolier très différent de ce qu'avait imaginé Marx» [10], en Bolivie on pourrait parler d'un socialisme du gaz ou, pour utiliser les termes de Fernando Molina, d'un nationalisme archéologique rentier [11] avec une énorme capacité d'évocation politique. Depuis l'époque coloniale, les entrailles de la Bolivie sont pleines de ces métaux du diable [étain, argent, etc.] sur lesquels a écrit le célèbre écrivain nationaliste Augusto Cespedes [1904-1997, journaliste, écrivain, homme politique, une figure de la révolution de 1952, il écrivit des romans dans lesquels il dénonçait, entre autres, l'oligarchie minière] et que l'on considère maintenant comme le nouvel Eldorado du bien-être et du développement national. Par ailleurs, ces secteurs émergents ont une position ambivalente à l'égard de l'Etat: ils soutiennent du côté face l'Etat



David Choquehuanca, ministre des affaires étrangères

VERNEMENT D'EVO MORALES, LA URATION POLITIQUE

providence, mais s'opposent au côté pile: celui de d'Etat régulateur et de percepteur d'impôts.

Des «tensions créatives»

Au cours de ces dernières années, la configuration politique bolivienne a été radicalement transformée. Le pouvoir de ce qu'on avait appelé la «Demi-lune autonomiste» [à l'est du pays, les régions de: Santa Cruz, Beni, Pando et Tarija] est resté très affaibli suite à l'échec de ses tentatives de déstabiliser le gouvernement central en 2008, et après la destitution ou la suspension des gouverneurs de Pando, du Beni et de Tarija. Le premier, Leopoldo Fernandez, est en prison à La Paz, inculpé pour le massacre de paysans du Porvenir en septembre 2008. Mario Cossio, de Tarija, s'est auto-exilé au Paraguay, accusé de corruption. La situation est un peu différente en ce qui concerne le Beni: le démissionnaire, Ernesto Juarez, a réussi à faire élire son candidat, le politicien et juriste Carmelo Lens Fredricksen, le 20 janvier 2013, réparant en partie le recul de la droite dans l'Orient bolivien.



Cristina Kirchner et le vice-président bolivien Alvaro Garcia Linera

L'«effet de célébrité» de la candidate du MAS, l'ex-Miss Bolivie, Jessica Jordan et les politiques étatiques destinées à «construire l'Etat» dans l'Amazonie n'ont pas réussi à vaincre la candidature unique de la droite à Beni. Mais ils ont pu consolider une base officialiste [pro-Morales] de 40% dans une zone d'élevage historiquement hostile à la gauche et à l'indigénisme. Le triomphe de Lens Fredricksen redonne un peu d'air frais au gouverneur de Santa Cruz, Rubén Costas. Jusque-là il avait résisté en solitaire, mais pour le moment il est loin de bouleverser la configuration politique nationale. En même temps, le gouvernement s'est rapproché pragmatiquement du patronat de la région de Santa Cruz. Ce dernier a



Le MAS (Movimiento al Socialismo) (Mouvement vers le socialisme) qui est au pouvoir à La Paz depuis 2008, a reconfiguré la Bolivie

même participé avec des délégués à des réunions comme la «Rencontre plurinationale pour renforcer le changement» de décembre 2011, aux côtés des mouvements sociaux officialistes.

Dans ce contexte, un autre type d'opposition s'est modelé, surgi des entrailles même de l'officialisme ou de ses alliés. C'est le cas des ex-vice-ministres de l'Agriculture, Alejandro Almaraz [un des initiateurs du MAS, dans le premier gouvernement. Il stimula la distribution de la terre aux paysans et aux indigènes: la Loi 3545] ou de la Planification stratégique, Raul Prada [vice-ministre de février à septembre 2010, dans le cadre du ministère de l'Economie]. Malgré la tentative de créer une Coordination plurinationale de reconduction du processus de changement, celle-ci n'a pas prospéré. Ces ex-fonctionnaires expriment la position de ceux qui sont déçus par l'évolution du gouvernement vers des positions plus clairement néo-développementistes et nationales-populistes. Même si cette dérive paraissait inscrite dès le début, ces secteurs critiques pensaient que le gouvernement était un «territoire en dispute» et ils s'y sont déménés pour imposer un programme qui prendrait plus au sérieux le caractère plurinational du nouvel Etat.

Mais ces illusions ont été enterrées par la décision d'avancer contre vents et marées dans le tracé de la route qui traversera le Territoire indigène-Parc national Isiboro Sécure (TIPNIS), qui devrait relier Cochabamba à l'Amazonie bolivienne, dans un pays qui s'est historiquement caractérisé par sa désintégration territoriale. Là, ils se sont heurtés aux arguments de géopolitique interne – exposés par le vice-président Alvaro Linera [12] – avec les conceptions eco-indigénistes de ceux qui veulent éviter qu'une route ne coupe en deux cette région isolée de Bolivie, déclarée Parc national dans les années 1960 et territoire indigène dans les années 1990.



Le ministre de l'Economie depuis 2006 Luis Arce Catacora

La récente consultation des indigènes n'a pas réussi à résoudre le conflit. Pour le gouvernement, ceux-ci ont accepté la route contre des dirigeants «manipulés par la droite et par les groupes de pouvoir de l'Orient bolivien», mais pour les opposants la consultation a été dénaturée par les autorités moyennant des opérations de clientélisme politique. Ont été incluses dans la consultation des communautés indigènes qui ne devaient pas disposer du droit de vote sur la question posée [13]. En résumé: le vice-président considère les ambivalences entre développementisme et éco-indigénisme plurinational comme étant des «tensions créatrices» [14]. Il considère toutefois que les critiques ne sont que des rancuniers «rousseauistes» ayant une conception romantique des indigènes; ces derniers accusent le gouvernement de s'écarter de la voie initiale.

En parallèle, une autre «nouvelle» opposition cherche à se positionner dans le champ politique: il s'agit du Mouvement Sin Miedo-MSM [Mouvement sans crainte], dirigé par l'ex-maire de La Paz [15], Juan del Granado [de 1999 à 2009, en rupture avec Morales au début 2010]. Avec un programme de centre-gauche, le MSM critique les dérives autoritaires du gouvernement. Autrement dit, le fait qu'il s'écarte des règles institutionnelles et le peu d'empressement qu'il met à appliquer la nouvelle Constitution, en particulier en ce qui concerne les autonomies régionales et les indigènes, ce qui contrarie le visage centralisateur-jacobin que présente l'«évisme» [de Evo]. Issu de la gauche des années 1980, del Granado a à son actif une gestion réussie du gouvernement de La Paz. Morales lui-même disait, lorsqu'ils étaient alliés, qu'il fallait «cloner» celui qui était alors le maire de La Paz. En outre, «Juan sans peur» a été l'artisan – en tant qu'avocat – de la condamnation historique de 30 ans contre le narco-dictateur Luis Garcia Meza [au pouvoir, après un coup d'Etat, de juillet 1980 à août 1981], qui continue à purger sa peine dans une prison de El Alto. Même s'il lui reste à construire une force à échelle nationale, del Granado est perçu comme une menace plus sérieuse pour Morales, qui accuse son ex-allié d'être «néolibéral».

Outre une opposition libérale-conservatrice affaiblie et une opposition de gauche modérée émergente mais encore faible, la configuration politique est complétée par le secteur nationaliste radical où l'ex-ministre Andrés Solis [ministre des Hydrocarbures, nommé par Morales] rassemble des forces même si celles-ci ne s'expriment pas politiquement dans un parti. Solis accuse le gouvernement d'avoir abandonné l'orientation de développement national et cédé aux chants de sirène du pachamamisme [de pachamama: Terre-Mère, en lien avec la notion de fertilité dans la cosmogonie andine] multiculturaliste attisé par les ONG – pour affaiblir la souveraineté nationale, surtout face aux intérêts du «sous-impérialisme» brésilien [16].

500 ans

Morales espère être réélu à la fin 2014. Bien que la nouvelle Constitution comprenne un article transitoire établissant que le premier mandat compte et que le président n'a droit qu'à une seule réélection, le gouvernement a trouvé un argument qui a surpris même l'opposition. Il a argumenté que le premier mandat ne comptait que s'il était mené à terme. Or, du fait que Morales a appelé à des



élections anticipées en 2009 – pour mettre en vigueur la nouvelle Carta Magna – cette période a été éliminée. Pour Garcia Linera il s'agissait en l'occurrence d'une «stratégie militaire enveloppante» (puisque la politique consiste à mener la guerre par d'autres moyens) déployée par l'officialisme afin de bloquer les aspirations de la droite qui cherche à empêcher une nouvelle réélection de Morales en 2014.

Le président bolivien cherche donc à gagner dans les urnes. Ce sont les urnes qui ont débloqué le «ballottage catastrophique» avec l'Orient autonomiste (grâce à la ratification, avec 67% des suffrages, de la proposition gouvernementale lors du référendum de 2008). Ce sont encore les urnes qui ont consolidé son hégémonie politique et institutionnelle avec sa réélection avec un score de 64% des suffrages exprimés, en 2009, lors des votations dans lesquelles il a, en outre, obtenu les deux tiers du Congrès. «*[Les indigènes] nous sommes venus pour rester pendant 500 ans*», répète celui qui est encore le chef des Fédérations de paysans cultivateurs de coca des tropiques boliviens: Evo. L'opposition s'enthousiasme avec l'idée que l'usure du pouvoir et le cours gouvernemental pourraient lui ouvrir de nouvelles possibilités.

Notes bibliographiques

[1] Ambito Financiero, Buenos Aires, 22-10-12.

[2] Le gouvernement lui-même encourage ces visions avec des prononcés comme le "Manifiesto de la Isla del Sol. Diez mandatos para enfrentar al capitalismo y construir el Vivir Bien", 21.12.12.

[3] Fitch Ratings y Standard & Poor's ont récemment élevé la notation de la Bolivie de "B-" à "BB-" , alors que Moody's l'a fait passer de "B3" à "Ba3".

[4] Ambito Financiero, 22.10.12.

[5] "FMI destaca crecimiento economico de Bolivia", agencia ABI y Pagina 7, La Paz, 16.6.12.

[6] Miguel Lazcano, "Bolivianizacioon del sistema financiero ya alcanza al 69%", La Razon, La Paz, 2.10.2.

[7] Source: Unidad de Analisis de Politicas Sociales y Economicas (UDAPE), en Alvaro Garcia Linera: El "oenegismo", enfermedad infantil del derechismo (O como la "reconduccion" del Proceso de Cambio es la restauracion neoliberal), Vicepresidencia del Estado, La Paz, 2011. Sur les politiques sociale, voir Pablo Stefanoni, «Posneoliberalismo cuesta arriba. Los modelos de Venezuela, Bolivia y Ecuador en debate», Nueva Sociedad, No 239, Buenos Aires, mai-juin 2012.

[8] Nico Tassi, Juan Manuel Arbona , Giovanna Ferrufino y Antonio Rodriguez-Carmona, "El desborde economico popular en Bolivia. Comerciantes aymaras en el mundo global", Nueva Sociedad, No 241, Buenos Aires, septembre-octobre 2012.

[9] "El idioma chino mandarin ayuda a los comerciantes", Cambio, La Paz, 1.1.12.

[10] "Chavez: Estamos construyendo un socialismo petrolero muy diferente del que imagino Marx", Aporrea, 29.7.07, www.aporrea.org/energia/n98719.html

[11] Fernando Molina, El pensamiento boliviano sobre los recursos naturales, Fundacion Vicente Pazos Kanki, La Paz, 2009.

[12] Alvaro Garcia Linera, Geopolitica de la Amazoni?a, poder hacendal-patrimonial y acumulacioon capitalista, Vicepresidencia del Estado, 2012.

[13] Voir par exemple, Silvia Rivera Cusicanqui, "Del MNR a Evo Morales: disyunciones del Estado colonial", in Bolpress, 31-12-12.

[14] Alvaro Garcia Linera, "Las tensiones creativas de la revolucion. La quinta fase del Proceso de Cambio", Vicepresidencia del Estado, 2011.

[15] Le MSM a été l'allié du MAS jusqu'en 2010, lorsque ce parti a réussi à garder dans les mains une mairie comme celle de La Paz et gagner à l'officialisme un territoire où Evo Morales conserve une grande popularité.

[16] Sur le rôle du Brésil dans la region, Rauul Zibechi, Brasil potencia. Entre la integracioon regional y un nuevo imperialismo, Bajo tierra ediciones/Jovenes en resistencia alternativa, Mexico, 2012.

Cet article a été publié en espagnol dans Le Monde diplomatique, Cono Sur, en février 2013, pages 10-11. Pablo Stefanoni est journaliste, chef de rédaction de Nueva Sociedad. Traduction A l'Encontre 5 mars 2013

Bradley Manning mérite le soutien des Américains pour la dénonciation militaire

Par Adolfo Pérez Esquivel*, Desmond Tutu**, Maired Corrigan-Maguire***

Samedi 23 février, Bradley Manning, le soldat à la source des fuites Wikileaks, passait son 1000ème jour dans les geôles étasuniennes. 1000 jours de détention sans procès. Une détention dans la base militaire de Quantico que l'ONU a qualifiée de « traitement cruel, inhumain et dégradant » du fait, entre autres, d'un isolement de huit mois en 2012. A l'occasion de ce triste anniversaire, et alors que la plupart des médias qui s'étaient jetés sur les premiers câbles sont aujourd'hui bien silencieux sur cette affaire, nous reproduisons l'appel de plusieurs Prix Nobel de la Paix pour la libération de Bradley Manning. Vous l'aurez deviné, Barack Obama ne fait pas partie des signataires !



Une manifestation pour demander la libération de Bradley Manning

Grâce à Wikileaks, les citoyens US sont mieux informés sur les guerres perpétrées en leur nom. Nous devons à Manning les honneurs, pas la prison.

La semaine dernière, le soldat Bradley Manning a proposé d'accepter la responsabilité de divulguer des documents classifiés comme un acte de conscience – et non comme l'accusation portée par l'armée des Etats-Unis. En tant que personnes qui ont travaillé depuis des décennies contre la militarisation accrue des sociétés et pour la coopération internationale pour mettre fin à la guerre, nous avons été profondément consternés par son traitement. L'armée sous l'administration d'Obama a affiché une volonté d'aggraver les poursuites contre les lanceurs d'alerte avec des accusations passibles de la prison à vie, incluant l'espionnage et « l'intelligence avec l'ennemi », une décision troublante qui est sans doute destinée à faire un exemple.

Nous avons consacré nos vies à travailler pour la paix parce que nous avons vu les nombreux visages des conflits armés et de la violence, et nous comprenons que, peu importe la cause de la guerre, ce sont les civils qui en portent toujours le plus grand fardeau. Aujourd'hui, à cause de l'avance de la technologie militaire et la capacité permanente des élites politiques et du monde des affaires à filtrer l'information qui est rendue publique, il existe une grande barrière qui empêche de nombreux citoyens à être pleinement conscients des réalités et des conséquences des conflits dans lesquels leur pays est engagé.

Une gouvernance responsable exige des citoyens pleinement informés qui peuvent interroger leurs dirigeants. Pour ces citoyens du monde entier qui n'ont pas une connaissance directe et intime de la guerre, mais qui sont encore affectés par la montée des tensions internationales et les économies défaillantes, les communiqués de Wikileaks attribués à Bradley Manning ont fourni un accès sans précédent à des faits importants.

Révéler les crimes secrets en Irak et en Afghanistan et l'influence omniprésente dans la gouvernance des entreprises, cette fenêtre ouverte sur les réalités des relations internationales modernes a changé le monde pour le mieux. Alors que certains de ces documents peuvent démontrer la charge de travail qui nous attend pour assurer la paix et la justice internationale, ils mettent aussi en évidence le potentiel d'Internet comme un forum pour les citoyens pour participer plus directement au débat civique et aux projets créatifs de responsabilisation du gouvernement.

Questionner l'autorité, en tant que soldat, n'est pas facile. Mais il peut, parfois, être honorable. Les paroles attribuées à Bradley Manning révèlent qu'il est passé par une profonde lutte morale entre le moment où il s'est enrôlé et le moment où il est devenu un lanceur d'alerte. Grâce à son expérience en Irak, et témoin des souffrances à la fois de civils innocents et

affirmé devant le tribunal que l'accusation d' « aide à l'ennemi par des moyens indirects » n'exige pas qu'ils le fassent. Ils n'ont pas non plus nié que ses motivations relèvent d'un cas de conscience et ont simplement argué qu'elles n'étaient pas pertinentes. En ignorant ce contexte, et en recommandant une sanction beaucoup plus sévère pour Bradley Manning que les peines infligées aux soldats US coupables d'assassinats de civils, les chefs militaires envoient un avertissement qui donne le frisson aux autres soldats qui se sentiraient contraints par leur conscience de révéler des méfaits. Nous sommes convaincus que des dirigeants qui recourent à la peur pour gouverner, plutôt que de partager la sagesse née des faits, ne peuvent être justes.

Nous, lauréats du Prix Nobel de la Paix, condamnons la persécution dont souffre Bradley Manning y compris l'emprisonnement dans des conditions déclarées « cruelles, inhumaines et dégradantes » par les Nations Unies et appelons les citoyens US à se lever en soutien de ce lanceur d'alerte qui a défendu leurs droits démocratiques. Dans le conflit en Irak, plus de 110 000 personnes sont mortes depuis 2003, des millions ont été déplacées et près de 4 500 soldats américains ont été tués. Si quelqu'un doit d'être tenu responsable de mettre en danger les Américains et les civils, prenons d'abord le temps d'examiner les preuves concernant les crimes de haut niveau déjà commis et les leçons qui peuvent en être tirées.

Si Bradley Manning a divulgué les documents qui lui sont attribués, nous devrions lui exprimer notre gratitude pour ses efforts en faveur de la responsabilisation du gouvernement, la démocratie éclairée et la paix.

Investig'Action 28 Février 2013

Ndlr.

* **Adolfo Pérez Esquivel** est un artiste argentin engagé qui a reçu le Prix Nobel de la paix pour son travail de défense des Droits Humains en octobre 1980.

Comme artiste, il développe une intense activité en réalisant des expositions, des peintures murales et des monuments. On peut mentionner en particulier le Monument des Réfugiés, situé au siège central du Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCR) en Suisse, la peinture murale sur les Peuples latino-américains à la cathédrale de Riobamba en Équateur.

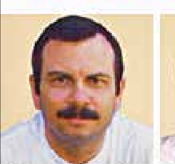
***Desmond Mpilo Tutu** est un archevêque anglican sud-africain qui a reçu le prix Nobel de la paix en 1984

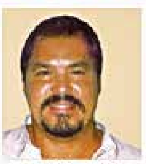
*** **Mairead Corrigan-Maguire** est une militante pacifiste nord-irlandaise, lauréate du prix Nobel de la paix 1976.

Lettre à Obama

1er mars 2013

Libérez les Cinq Cubains !


Fernando González


Ramón Labañino


Antonio Guerrero


Gerardo Hernández


René González

Combattants héroïques contre la terreur de l'impérialisme américain

Par Jacqueline Roussie

Monsieur le Président,

Le 29 janvier dernier mourait José Antonio Llama, alias « Toñin », terroriste qui a beaucoup fait parler de lui en 2006. Cet ancien dirigeant de la FNCA (Fédération Nationale Cubano Américaine) a expliqué dans les moindres détails comment il avait crée en 1992 au sein de la FNCA un groupe paramilitaire destiné à planifier des attentats contre Cuba. (El Nuevo Herald, 22 juin 2006). Deux mois plus tard, il récidivait à la télévision.

José Antonio Llama avait personnellement avancé à la FNCA la coquette somme de 1 471 840,35 dollars pour participer aux frais liés à ces attentats. Pour cela, il avait crée une société paravent, la Nautical Sports Inc., et contracté un emprunt à l'International Financial Bank. Grâce à cet emprunt le groupe paramilitaire disposait bientôt d'un hélicoptère, de sept embarcations rapides, d'explosifs et de dix modèles réduits d'avions télécommandés, destinés à être utilisés contre des objectifs économiques cubains ou dans un attentat contre le président Fidel Castro. José Antonio Llama n'avait jamais été remboursé de cette somme, et quand il avait été inculpé avec ses comparses pour le complot de « la Esperanza », la FNCA avait en outre refusé de prendre en charge les frais d'avocats. C'est la raison qui avait motivé Llama, au bord de la faillite financière, à prendre ses distances vis à vis de cette organisation, et à faire de tels aveux concernant les activités terroristes.

Les cinq cubains Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, Ramón Labañino, et René González qui ont été arrêtés à Miami en 1998, et qui n'ont toujours pas été libérés, avaient été envoyés par leur gouvernement en Floride pour déjouer justement les attentats comme ceux fomentés par la FNCA contre leur pays. En 1999, José Antonio Llama avait confirmé la légitimité de la mission des Cinq, sans que son témoignage n'ait suscité la moindre réaction.

L'histoire de José Antonio Llama à propos du complot de « la Esperanza » est un cas d'école pour illustrer les « deux poids deux mesures » de la justice. Revenons donc sur cette histoire.

Un assassinat du Président

Suite à la page (16)

Triste anniversaire pour Bradley Manning : 1 000 jours de détention sans procès

Par Jacques N. Godbout

Triste anniversaire en ce samedi 23 février pour Bradley Manning. Il « fêtera » son 1 000 jours de détention sans procès sur la base militaire américaine de Quantico, en isolement dans des conditions que certains comparent à de la torture psychologique.

Héros pour les uns, traître pour les autres, le jeune analyste militaire de 25 ans de l'armée américaine est accusé d'avoir transmis à Wikileaks différents documents militaires classés secret défense.



Bradley Manning

Tout a commencé le 5 avril 2010. WikiLeaks, l'organisation de Julian Assange, qui s'était donné pour mission de faire connaître au public les secrets d'États inavouables, publie la vidéo « Collateral Murder« .

On voit sur la vidéo un hélicoptère Apache américain tirer sur des civils sur une place publique de Baghdad, des insurgés prétendaient les autorités militaires américaines avant la sortie de la vidéo. Mais il s'agit en fait du journaliste de Reuters Namir Noor Eldeen, de son chauffeur Saed Chmagh et de plusieurs autres civils innocents. Après les tirs meurtriers de l'hélicoptère, on voit sur la vidéo, des adultes et des enfants arriver à bord d'une fourgonnette pour tenter de secourir les blessés être l'objet à leur tour des tirs de l'hélicoptère américain.

Jusqu'à la publication de la vidéo, la version officielle des autorités américaines était qu'il s'agissait d'insurgés. En outre, il n'avait jamais été fait mention dans le rapport officiel de la présence d'enfants sur les lieux.

Les autorités américaines remontent finalement jusqu'à la source de la publication de cette vidéo et, le 7 juillet 2010, est arrêté le soldat Manning.

Analyste militaire de l'armée américaine de grade PFC (anciennement Specialist, ou SPC) Manning est accusé d'avoir transmis à Wikileaks différents documents militaires classés secret défense. Certains le voient

Suite à la page (16)

40 questions à poser à Yoani Sánchez lors de sa tournée mondiale

Par Salim LAMRANI

La célèbre opposante cubaine effectuera une tournée mondiale dans plus d'une dizaine de pays du monde

1. Qui organise et finance votre tournée mondiale ?

2. En août 2002, après vous être mariée avec un citoyen allemand nommé Karl G., vous avez quitté Cuba, « une immense prison, avec des murs idéologiques » pour émigrer en Suisse, l'une des nations les plus riches du monde. Contre toute attente, en 2004, vous avez décidé de rentrer à Cuba, « bateau qui prend l'eau de toutes parts et qui est sur le point de faire naufrage », où « des êtres, des ombres, qui tels des vampires s'alimentent de notre joie humaine, nous inoculent la crainte à travers les coups, la menace, le chantage », où « les poches étaient vides, les frustrations en hausse et la peur partout ». Quelles sont les raisons qui ont motivé ce choix ?

3. Selon les archives des services diplomatiques cubains de Berne, en Suisse, et des services migratoires de l'île, vous avez sollicité votre retour à Cuba en raison des grandes difficultés économiques rencontrées en Suisse. Qu'en est-il ?

4. Comment avez-vous pu épouser Karl G. alors que vous étiez déjà mariée à votre actuel époux Reinaldo Escobar ?

5. Votre objectif est-il toujours d'établir un « capitalisme sui generi » à Cuba ?

6. Vous avez créé votre blog Generación Y en 2007. Rien qu'en 2008, vous avez obtenu le prix de Journalisme Ortega y Gasset décerné par le quotidien espagnol El País. D'habitude, ce prix est accordé à des écrivains et journalistes prestigieux ayant une longue carrière littéraire. C'est la première fois qu'une personne de votre profil l'obtient. Vous avez également été sélectionnée parmi les 100 personnes les plus influentes du monde par la revue Time (2008). Votre blog a été inclus dans la liste des 25 meilleurs blogs du monde de la chaîne CNN et la revue Time (2008) et vous avez obtenu le prix espagnol Bitacoras.com ainsi que The Bob's (2008). Le quotidien espagnol El País vous a inclus dans sa liste des 100 personnalités hispano-américaines les plus influentes de l'année 2008. La revue Foreign Policy a fait mieux en décembre 2008 en vous incluant parmi les 10 intellectuels les plus importants de l'année. La revue mexicaine Gato Pardo en a fait de même pour l'année 2008. La prestigieuse université étasunienne de Columbia lui a décerné le prix Maria Moors Cabot en 2008. Comment expliquez-vous cette avalanche de prix, accompagnés de fortes dotations financières, en à peine un an d'existence ?

7. Que faites-vous des 250 000 euros récoltés grâce à toutes ces récompenses, somme équivalant à plus de 20 années de salaire minimum dans un pays tel que la France, cinquième puissance mondiale, et à 1488 années de salaire minimum à Cuba ?

8. La Société interaméricaine de presse, qui regroupe les grands conglomérats médiatiques privés du continent, a décidé de la nommer vice-présidente régionale de la Commission de liberté de presse et d'information pour Cuba. Quel est votre salaire mensuel pour occuper ce poste ?

9. Vous êtes également la correspondante du quotidien espagnol El País. Quelle est votre rémunération mensuelle ?

10. Combien de places de cinéma, de théâtre, de livres, de mois de loyer ou de pizzas pouvez-vous vous payer avec vos revenus mensuels en Cuba ?

11. Payez-vous l'impôt sur le revenu à Cuba ?

12. Comment pouvez-vous représenter les Cubains alors que vous avez un niveau de vie qu'aucune personne dans l'île ne peut s'offrir ?

13. Comment se fait-il que votre blog puisse utiliser Paypal, système de paiement en ligne qu'aucun Cubain vivant à Cuba ne peut utiliser en raison des sanctions économiques qui interdisent, entre autres, le commerce électronique ?

14. Comment se fait-il que vous disposiez d'un Copyright pour votre blog « © 2009 Generación Y - All Rights Reserved », alors que les lois de l'embargo l'interdisent pour tout Cubain résidant dans l'île ?

15. Qui se cache derrière

Suite à la page (15)



Cuba : 50 vérités que taira Yoani Sánchez

Par Salim Lamrani

La célèbre opposante réalise une tournée mondiale de 80 jours dans près de douze pays du monde pour parler de Cuba. Mais elle ne dira pas tout…

1. L'Article 1705 de la loi Torricelli de 1992, adoptée par le Congrès, stipule que « les États-Unis fourniront une assistance à des organisations non gouvernementales appropriées, pour soutenir des individus et des organisations qui promeuvent un changement démocratique non violent à Cuba ».

2. L'Article 109 de la loi Helms-Burton de 1996, adoptée par le Congrès, confirme cette politique : « Le Président [des États-Unis] est autorisé à fournir une assistance et offrir tout type de soutien à des individus et des organisations non gouvernementales indépendantes pour soutenir des efforts en vue de construire la démocratie à Cuba ».

3. L'agence espagnole EFE parle d'« opposants payés par les États-Unis » à Cuba.

4. Selon l'agence de presse britannique Reuters, « le gouvernement étasunien fournit ouvertement un soutien financier fédéral pour les activités des dissidents ».

5. L'agence de presse étasunienne The Associated Press reconnaît que la politique de financement d'une dissidence interne n'était pas nouvelle : « Depuis des années, le gouvernement des États-Unis a dépensé des millions de dollars pour soutenir l'opposition cubaine ».

6. Jonathan D. Farrar, ancien chef de la Section d'intérêts nord-américains à La Havane (SINA), a révélé que certains alliés des États-Unis tels que le Canada ne partagent pas la politique de Washington : « Nos collègues canadiens nous ont posé la question suivante : quelqu'un qui accepte de l'argent



Yoani Sánchez

des États-Unis doit-il être considéré comme un prisonnier politique ? ».

7. Pour Farrar, « Aucun dissident n'a de vision politique qui pourrait être appliquée dans un futur gouvernement. Même si les dissidents ne l'admettront pas, ils ne sont que très peu connus à Cuba en dehors du corps diplomatique et médiatique étranger […]. Il est peu probable qu'ils jouent un rôle significatif dans un gouvernement qui succèderait aux frères Castro »

8. Farrar a affirmé que « les représentants de l'Union européenne ont disqualifié les dissidents dans les mêmes termes que ceux du gouvernement de Cuba, en insistant sur le fait qu'ils 'ne représentent personne' ».

9. Cuba dispose du **taux de mortalité infantile (4,6 pour mille) le plus bas du continent américain – y compris le Canada et les Etats-Unis** – et du Tiers-monde.

10. La American Association for World Health, dont le président d'honneur est James Carter, remarque que le système de santé de Cuba est « considéré de manière uniforme comme le modèle prééminent pour le Tiers-monde ».

11. La American Public Health Association note qu'« il n'y a pas de barrière raciale qui empêche l'accès à la santé » et remarque « l'exemple offert par Cuba – un exemple d'un pays avec la volonté politique de fournir une bonne attention médicale à tous ses citoyens ».

12. Avec un médecin pour 148 habitants (78 622 au total), Cuba est, selon l'Organisation mondiale de la Santé, la nation au monde la mieux pourvue dans ce secteur.

13. Selon le New England Journal of Medecine, la plus prestigieuse revue médicale au monde, « le système de santé cubain semble irréel. Il y a trop de docteurs. Tout le monde a un médecin de famille. Tout est gratuit, entièrement gratuit […]. Malgré le fait que Cuba dispose de ressources limitées, **son système de santé a résolu des problèmes que le nôtre [celui des États-Unis] n'a pas encore réussi à régler**. Cuba dispose désormais de deux fois plus de médecins par habitant que les États-Unis ».

14. Selon le Bureau de l'Indice de développement humain du Programme des Nations unies pour le développement, Cuba est le seul pays d'Amérique latine et du Tiers-monde qui se trouve parmi les dix premières nations du monde avec le meilleur Indice de Développement Humain sur les trois critères espérance de vie, éducation et niveau de vie lors de la dernière décennie.

15. Selon l'UNESCO, Cuba dispose du **taux d'analphabétisme le plus bas et du taux de scolarisation le plus élevé d'Amérique latine**.

16. D'après l'UNESCO, un élève cubain possède deux fois plus de connaissances qu'un enfant latino-américain. L'organisme note que « Cuba, bien que ce soit l'un des pays les

Suite à la page (15)

Cuba : La tournée mondiale de Yoani Sánchez

Par Salim Lamrani

Après cinq années d'attente, Yoani Sánchez a enfin obtenu l'autorisation de se rendre à l'étranger. Suite à la réforme migratoire entrée en vigueur le 14 janvier 2013, qui permet à tout Cubain de quitter le pays sans autre formalité que l'obtention d'un passeport et d'un visa, la plus célèbre opposante au gouvernement de La Havane débute au Brésil une tournée mondiale qui la mènera sur plusieurs continents. Elle sera reçue à Recife par le cinéaste Dado Galvao et participera à la présentation du documentaire Conexión Cuba Honduras (1).

Sa tournée est digne de celle d'un chef d'Etat ou d'une star de la musique et les moyens mis à la disposition de Yoani Sánchez sont impressionnants. En effet, « un programme très intense » attend la jeune opposante de 37 ans (2). Des conférences sont prévues au Mexique où elle sera l'invitée d'honneur de la Société interaméricaine de presse (SIP) qui tiendra sa réunion semestrielle à Puebla, aux Etats-Unis, avec des rencontres prévues à New York, où elle sera reçue dans les bureaux du New York Times, à Washington et à Miami, en Argentine, au Canada, au Pérou, en Espagne, en Italie, en Pologne, en Allemagne, en République tchèque, aux Pays-Bas et en Suisse (3).

Voyager étant un droit universel reconnu dans la Déclaration des Nations unies de 1948, on ne peut que se réjouir du fait que la principale figure de l'opposition cubaine puisse exprimer ses convictions à travers le monde. Néanmoins, il est inévitable de souligner certains aspects obscurs de la personnalité et de la vie de Yoani Sánchez



Yoani Sánchez

qui sont l'objet de controverses, et que cette tournée monumentale semble confirmer.

En effet, Yoani Sánchez n'est pas une opposante ordinaire. Après avoir vécu deux années en Suisse, elle a choisi de rentrer à Cuba et d'intégrer l'univers de la dissidence. En 2007, elle a créé le blog Generación Y – traduit en pas moins de 18 langues ! – dans lequel elle y fustige de manière virulente le système et le gouvernement cubains. Sa nouvelle activité a été couronnée de succès. En l'espace de quelques années, Sánchez a reçu de multiples distinctions du monde entier, toutes accompagnées de dotations financières. Au total, la bloggeuse a été rétribuée au total à hauteur de 250 000 euros, c'est-à-dire une somme équivalant à plus de 20 années de salaire minimum dans un pays tel que la France, cinquième puissance mondiale, et à 1488 années de salaire minimum à Cuba (4).

A cela s'ajoute le salaire mensuel de 6 000 dollars que lui verse la Société interaméricaine de presse, qui regroupe les grands conglomérats médiatiques privés du continent, et qui a décidé de la nommer vice-présidente régionale de la Commission de liberté de presse et d'information pour Cuba (5). Le quotidien espagnol El País a également décidé de la nommer correspondante à La Havane, lui octroyant un confortable salaire (6).

Le gouvernement des Etats-Unis, dont l'objectif ouvertement affiché est un changement de régime à Cuba par le biais du financement d'une opposition interne, a fait de Yoani Sánchez sa priorité. Il considère, dans des documents confidentiels rendus publics par Wikileaks, « que Yoani Sánchez peut jouer un rôle à long terme dans

Suite à la page (16)

Cuba et Haïti : l'humanisme comme étendard

Par Nuria Barbosa Léon

La solidarité et l'humanisme sont à la base des liens qui unissent Cuba et Haïti, des liens qui ont été mis à l'épreuve lorsque les deux pays ont traversé des moments difficiles.

En 1996, les deux pays ont décidé de rétablir leurs relations diplomatiques interrompues durant 37 ans. Leurs bases historiques remontent au 19e siècle, quand des leaders indépendantistes cubains comme José Marti et Antonio Maceo reçurent l'hospitalité du peuple haïtien durant la préparation des mouvements émancipateurs contre le colonialisme espagnol.

Parmi les grands faits marquants de ces relations bilatérales, notons l'arrivée d'une brigade médicale cubaine de 350 personnes, en 1998, au moment des désastres occasionnés par les ouragans George et Mitch. La solidarité avec le pays, est ensuite passée à plus de 700 coopérants, auxquels se sont ajoutés 380 diplômés de l'École latino-américaine de Médecine d'environ 27 pays, afin de faire face à la crise humanitaire provoquée par le séisme qui, en quelques secondes, a tué plus de 220 000 personnes, fait plus de 300 000 blessés, et laissé sans toit 1,5 million d'Haïtiens. Les brigades sanitaires cubaines ont également aidé le gouvernement à contrôler la terrible épidémie de choléra, qui a fait plus de 7 000 victimes.

Nous pouvons souligner également, dans le cadre de cette coopération bilatérale, les plus de 150 000 Haïtiens alphabétisés, grâce à la méthode cubaine, Yo si puedo (Oui, je peux), adaptée à la langue créole, mission qui a compté sur la collaboration de 50 conseillers cubains qui maintiennent ouvertes plus de 2 000 salles de classe, et qui sont accompagnés dans cette grande mission par des intermédiaires locaux. L'on espère ainsi réussir l'alphabétisation de plus de 300 000 personnes. L'analphabétisme pur et fonctionnel dans ce pays touche plus de 50% de la population, l'un des taux les plus élevés d'Amérique latine, un fléau générateur de pauvreté et d'exclusion.

Lors de sa participation à une rencontre de solidarité organisée par l'Institut cubain d'amitié avec les peuples (ICAP), à La Havane, l'ambassadeur haïtien Jean Victor Géneus, en faisant référence aux relations entre les deux pays, a déclaré : « Chaque fois qu'un drame s'est abattu sur Haïti, la réponse de Cuba a été immédiate et désintéressée, malgré les faibles ressources dont dispose ce pays et le blocus injuste, illégal et inhumain imposé depuis 50 ans par les États-Unis », et la nation haïtienne, dans une prise de position courageuse, appuie Cuba aux Nations-Unies, en condamnant la politique criminelle de Washington.

La docteure Michele Santana Iglesias, fonctionnaire du secteur de collaboration du ministère de la Santé publique de Cuba, a précisé à Granma International qu'en Haïti 24 hôpitaux pilotes fonctionnent sous la gestion de personnels cubains ; l'objectif est de développer ces installations pour en créer une trentaine au total, avec l'aide du Venezuela, de la Norvège et du Brésil. Un laboratoire national de prothèses et d'orthèses orthopédiques est actuellement en construction, et des spécialistes cubains œuvrent dans 30 salles de rééducation, créées au moment du séisme, pour soigner les victimes.

À partir de à 2010, la solidarité cubaine s'est manifestée par le lancement dans cette terre meurtrie l'Opération Miracle, dont le but est de rendre gratuitement la vue à des personnes qui ne pouvaient pas payer des opérations. Par ailleurs, plus de 1 100 médecins ont été formés à Cuba, sur presque dix promotions. Pierre Willer Nelson, âgé de 25 ans et originaire de Port-au-Prince, en est à sa sixième année de Médecine à l'Université de sciences médicales de Santiago de Cuba. Il a précisé que la sélection pour accéder à la bourse a été très rigoureuse, « la seule condition posée à l'issue de mes études est de servir mon pays ». Et d'ajouter : « À Cuba, en plus de nos études, qui sont prises en charge, nous sommes nourris, logés et blanchis gratuitement ».

Weldry Delince, l'une de ses compatriotes, en est un autre exemple ; elle a obtenu sa licence en agronomie, et une bourse pour poursuivre un master. Actuellement, elle mène des recherches en chimie agraire. Sa principale difficulté est la langue espagnole et son plus grand bonheur, le jour où elle a reçu son diplôme. Elle explique qu'à Cuba, les étudiants haïtiens perpétuent les traditions et participent régulièrement à des galas culturels et à des manifestations sportives. Chaque 18 mai, jour de la fête nationale, ils réunissent les élèves boursiers, les professeurs et directeurs des universités pour participer à l'hommage.

L'autre grand moment de ces relations s'est présenté à l'occasion de la visite du président Michel Martelly à Cuba, en novembre 2012. À cette occasion, ont été signés huit nouveaux accords bilatéraux, concernant les secteurs de la santé, l'agriculture, l'éducation, l'industrie métallurgique et mécanique, et l'industrie alimentaire. Parmi les instruments juridiques enregistrés, on compte la collaboration des spécialistes cubains dans le secteur sucrier haïtien, le contrôle des maladies animales, le fonctionnement des laboratoires, l'inspection sanitaire et l'appui au développement de l'aquaculture. Le président cubain, Raul Castro Ruz, lors du sommet de l'Unité latino-américaine et caribéenne, le 23 février 2010 a affirmé : « Je vous garantis que la collaboration cubaine et sa modeste mission, se maintiendront en Haïti le temps nécessaire, si le gouvernement de ce pays le souhaite ainsi. Dans notre pays, victime d'un blocus injuste, les ressources n'abondent pas, bien au contraire, tout manque ; mais nous sommes prêts à partager notre pauvreté avec les plus démunis, et, en premier lieu, avec ceux qui, aujourd'hui, en ont le plus besoin sur le continent ».

Granma 28 février 2013

Suite de la page (6)

moun ki te deklare, esplike epi bay responsablite sak fèt la ak sansè gwoup swa k ap itilize gang nan zòn nan pou badijonnen yon bon pati nan lise a, simen trak kont direktris la.

•Gen lè Minis Vanneur PIERRE pa li petisyon nan dat 28 janvye 2013 la kote plis pase 70% elèv ki nan lise a pote solidarite ak direktris Kerline JEAN epi denonse sansè gwoup swa a epi yo mande pou yo retire l nan lise a pou lise a ka jwenn vi nòmal li.

•Genlè Minis VANNEUR Pierre pa rive jwenn pozisyon plis pase 43 pwofesè lise a nan yon petisyon nan dat 28 janvye 2013, kote yo denonse manèv malonèt sansè Group swa a depi li rive nan lise a nan dat 9 oktòb 2012.

•Sanble Minis Vanneur Pierre pa rive jwenn lèt direktris lise a Mme KERLINE JEAN nan dat 28 janvye 2013 – akize resepsyon 29 janvye 2013 B-3613, kote li enfome Minis la sou ansanm zak sansè gwoup swa a ap mennen pou l rive jwenn satisfaksyon l kont direktris lise a .

•Gen lè Minis Vanneur Pierre pa rive jwenn lèt enfòmasyon direktris la ekri l nan dat 6 fevriye 2013 akize resepsyon 6 fevriye 2013 B-3783 pou l pale de konpòtman manm kabinè l la, Monsieur Fleurimond Kenel ak 2 akolit li yo, nan dat 5 fevriye 2013 sou pretèks yo tap bay suivi ak lèt direktris la te ekri Minis la 28 janvye 2013 la kote yo deklare devan kèk pwofesè epi enspektè CHARLES WILKER : yap itilize pi gwo mwayen pou yo rive jwenn bout direktris la, paske kesyon pa « administratif » men se règleman politik li ye .

REPT yon rezo kap goumen nan peyi a depi jiyè 2003 pou aplike rezolisisyon « DAKAR/ SENEGAL 2000 » pou yon bon jan lekòl piblik, kwè ti ponyen lekòl piblik nou yo pa ka sèvi pou rakètè tout plimay ap file pou souse san malere ki pi mal nan sosyete a, kote se sèl chans yo genyen nan lekòl sa yo pou timoun yo jwenn yon ti kal nan pen lenstriksyon .

REPT kwè tout edikasyon inivesèl, ta dwe vle di pou moun ki gen bon sans avan tout bagay « mete epi ranfòse lekòl piblik pou moun afè ki pi pa bon nan sosyete a jwenn posiblite pou bay timoun yo bonjan ledikasyon.

REPT kwè estrateji pouvwa sa nan favorize lekòl prive yo kont ti ponyen lekòl piblik yo se yon gwo kout ponya pouvwa yo bay reyalite sosyo ekonomik peyi a.

Lè gouvènman an ap kontinye dezòd nan lekòl piblik yo ki te deja ap mal fonksyone ka lise JEAN JACQUES DESSALINES nan – nan pa vle pibliye oubyen remanye lwa sou diminisyon frè eskolè yo, kote pa genyon pwogram alfabetizasyon ki byen klè – kote gen yon blakawout sou fon edikasyon kote yap pran taks ilegal sou tout moun pou gouvennman pawoze.

REPT panse moman an rive pou Ministè a ak Mimis kap dirije l la resezi yo, pou yo travay pou yon sèl kalite edikasyon pou tout moun, etan lap mete anpil fòs ak gwo mwayen pou l ranfòse epi kreye plis kondisyon pou genyon bon jan edikasyon piblik .

Reevalye sitiyasyon ki kreye nan lise yo sitou lise JEAN JACQUES DESSALINES lan , Pou direktris Kerline JEAN retounen nan pòs li pou l vinn kontinye bon travay lap fè nan lise a, sa-a, ap yon premye jès kap montre raketè pa dwe pote banyè nan ti ponyen lekòl piblik nou yo, epi lekòl pa mele ak politik, selman dwe gen yon politik pou ledikasyon .

REPT ekzije Minis Vanneur Pierre pou sitiyasyon sa a pa repete nan ankenn lòt lekòl piblik nan peyi a.

Pou Kòdinasyon REPT :
1- William Thelusmond
2 - Maxaint Jean Baptiste
3-Mario Coty
4-Exaie Francois
5-Frantz Grandoit
6-Guillande Mesadieu

Pòtoprens, 26 fevriye 2013

DÉCÈS

Haïti Liberté annonce avec beaucoup de peine la nouvelle de la mort de Anderward BEAUVAIS survenue à l'âge de 36 ans à Atlanta à Georgia (USA) après une longue maladie, courageusement supportée.

Homme sympa et honnête, très connu en Haïti et à l'étranger, Anderward fut un membre fondateur du Staff LES MENEURS en Haïti.

En cette douloureuse circonstance, nous envoyons nos profondes sympathies à ses parents dont son père André Beauvais, sa mère Suze Hilaire, son fils bien aimé Shlandy Clifardy Albertiny, ses frères et soeurs Anderson, Anderwood, Anderstar, Andermary, Andersuntchar, Ander Hand King, Anderlove, Andergirl, Anderline et Wilfrid Myrtil ;

ses oncles et tantes Killick, Gary, Wilford, Rubin, Paulette, Chouloute, Monique, Ivrose et Anne Rose Hilaire ; ses neveux et nièces Saget Sandy, Sara jane, Anderwoodson et Ashley Beauvais, Princesse Anderstarline, Alanshka et Anderguyson César, Myfanwy Fhatty, Valkyria Renard, à la famille Resignac, particulièrement, Jean Auberdson ; ses amis du Staff LES MINEURS dont Grégory Fabre, Ronaldo Rigaud, Wilson Germain, Estelot David, Harold Louis Jean, Dona Fils Jérome, Andy Alceguerre;

aux familles Beauvais, Lambert, Arly, Aral, Junior, Aldwine, Samuel Edume, Nancy, Djenifer, Cénèck, Désrosiers, Durosin James, Chérisier Robert, Julner Chérisier, Filianne Habillée et Art Adou. Bon courage à eux tous, parents amis et alliés que ce deuil affecte.

Une messe symbolique sera chantée en Haïti le Samedi 9 Mars en l'Eglise St Temple des Oliviers à 7 heures du matin par ses Amis du Staff LES MENEURS. Que l'âme de Anderward Beauvais repose en paix

Cuba : 50 vérités que...

Suite de la page (13)

plus pauvres d'Amérique latine, dispose des meilleurs résultats en ce qui concerne l'éducation basique».

17. Un rapport de l'UNESCO sur l'éducation dans 13 pays d'Amérique latine classe Cuba en tête dans toutes les matières d'enseignement.

18. Selon l'UNESCO, Cuba occupe le seizième rang mondial – le premier du continent américain – de l'indice de développement de l'éducation pour tous (IDE) qui évalue l'enseignement primaire universel, l'alphabétisation des adultes, la parité et l'égalité entre les sexes ainsi que la qualité de l'éducation. A titre de comparaison, les États-Unis sont classés au vingt-cinquième rang.

19. D'après l'UNESCO, Cuba est la nation au monde qui consacre la part de budget national la plus élevée à l'éducation, avec près de 13% du PIB.

20. L'Ecole latino-américaine de médecine de La Havane est l'une des plus réputées du continent américain et a formé des dizaines de milliers de professionnels de la santé de plus de 123 pays dans le monde.

21. L'UNICEF souligne que « Cuba est un exemple dans la protection de l'enfance ».

22. Selon Juan José Ortiz, représentant de l'UNICEF à La Havane, à Cuba, « il n'y a aucun enfant dans les rues. A Cuba, les enfants sont toujours une priorité et c'est pourquoi ils ne souffrent pas des manques qui affectent des millions d'enfants en Amérique latine, qui travaillent, qui sont exploités ou qui se trouvent dans des réseaux de prostitution ».

23. Selon l'UNICEF, Cuba est un « paradis de l'enfance en Amérique latine ».

24. L'UNICEF souligne que Cuba est **le seul pays d'Amérique latine et du Tiers-monde à avoir éradiqué la malnutrition infantile**.

25. L'organisation non gouvernementale Save the Children classe Cuba au premier rang des pays en développement pour les conditions offertes pour être mère, devant l'Argentine, Israël ou la Corée du Sud.

26. Le premier vaccin au monde contre le cancer du poumon, le Cimavax-EGF, a été élaboré par des scientifiques cubains du Centre d'immunologie moléculaire de La Havane.

27. Depuis 1963 et l'envoi de la première mission médicale humanitaire en Algérie, près de 132 000 médecins cubains et autres personnels de santé ont bénévolement œuvré dans 102 pays.

28. Au total, plus de 85 millions de personnes ont été soignées à travers la planète par les médecins cubains qui ont ainsi sauvé 615 000 vies.

29. Actuellement, 38 868 collaborateurs médicaux cubains, dont 15 407 médecins, offrent leurs services dans 66 nations.

30. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), « l'un des exemples les plus réussis de la coopération cubaine avec le Tiers-monde a été le Programme Intégral de Santé pour l'Amérique centrale, la Caraïbe et l'Afrique ».

31. En 2012, Cuba a formé plus de 11 000 nouveaux docteurs. 5 315 sont cubains et 5 694 sont issus de 59 pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie… et même des Etats-Unis.

32. En 2005, suite à la tragédie engendrée par l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans, Cuba avait offert à Washington d'envoyer 1 586 médecins secourir les victimes, mais s'était heurté au refus du président de l'époque George W. Bush.

33. Suite au tremblement de terre qui avait ravagé le Pakistan en novembre 2005, 2 564 médecins cubains se rendirent sur place et portèrent secours aux victimes pendant plus de huit mois. Trente-deux hôpitaux de campagne furent montés et furent ensuite offerts aux autorités sanitaires du pays. Plus de 1 800 000 patients furent soignés et 2 086 vies furent ainsi sauvées. Aucune autre nation au monde n'apporta une aide aussi importante, pas même les États-Unis, principal allié d'Islamabad. Selon le journal britannique The Independent, la brigade médicale cubaine fut la première à arriver sur les lieux et la dernière à quitter le pays.

34. Suite au tremblement de terre à Haïti en janvier 2010, la brigade médicale cubaine, étant sur place depuis 1998, a été la première à porter secours à la population et a soigné près de 40% des victimes.

35. Selon Paul Farmer, envoyé spécial de l'ONU, en décembre 2010, lorsque l'épidémie de choléra avait atteint son sommet en Haïti avec un taux de mortalité sans précédent et que le monde avait les yeux rivés ailleurs, « la moitié des ONG étaient déjà parties, alors que les Cubains étaient toujours présents ».

36. Selon le PNUD, l'aide humanitaire cubaine représente proportionnellement au PIB un pourcentage supérieur à la moyenne des 18 nations les plus développées.

37. Grâce à l'Opération Miracle lancée en 2004 par Cuba et le Venezuela, qui consiste à opérer gratuitement les populations pauvres atteintes de cataractes et autres maladies oculaires, plus de deux millions de personnes en provenance de 35 pays ont pu retrouver la vue.

38. Le programme d'alphabétisation cubain Yo, sí puedo, lancé en 2003, a permis à plus de cinq millions de personnes de 28 pays différents, y compris l'Espagne et l'Australie, à apprendre à lire, écrire et compter.

39. Depuis la création du Programme humanitaire Tarará en 1990, en réponse à la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, près de 30 000 enfants âgés de 5 à 15 ans ont été soignés gratuitement à Cuba.

40. Selon Elias Carranza, directeur de l'Institut latino-américain des Nations unies pour la prévention du délit et le traitement de la délinquance, Cuba a éradiqué l'exclusion sociale grâce « à de grands acquis dans la réduction de la criminalité ». **Il s'agit du « pays le plus sûr de la région** [alors que] la situation quant aux délits et l'insécurité à l'échelle continentale s'est détériorée durant ces trois décennies avec l'augmentation du nombre de morts dans les prisons et à l'extérieur ».

41. Au sujet du système de Défense civile cubain, le Centre pour la politique internationale de Washington, dirigé par Wayne S. Smith, ancien ambassadeur étasunien à Cuba, note dans un rapport que « l'efficacité du système cubain ne fait aucun doute. Seuls quelques Cubains ont perdu la vie dans les 16 ouragans les plus importants qui ont frappé l'île lors de la dernière décennie, et **la probabilité de perdre la vie lors d'un ouragan aux États-Unis est 15 fois supérieure à celle de Cuba** ».

42. Le rapport de l'ONU sur « l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012 » montre que les seuls pays qui ont éradiqué la faim en Amérique latine sont Cuba, le Chili, le Venezuela et l'Uruguay.

43. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), « les mesures prises par Cuba dans la mise à jour de son modèle économique en vue de la réalisation de la souveraineté alimentaire peuvent devenir un exemple pour l'humanité ».

44. Selon la Banque mondiale, « Cuba est internationalement reconnue pour ses succès dans le domaine de l'éducation et de la santé, avec un service social qui dépasse celui de la plupart des pays en voie de développement et qui, dans certains secteurs, est comparable à celui des pays développés »

45. Le Fond des Nations unies pour la population souligne que Cuba « a adopté il y a plus d'un demi-siècle des programmes sociaux très avancés, qui ont permis au pays d'atteindre des indicateurs sociaux et démographiques comparables à ceux des pays développés ».

46. Depuis 1959 et l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir, aucun journaliste n'a été assassiné à Cuba. Le dernier à perdre la vie fut Carlos Bastidas Argüello**, assassiné par le régime militaire de Fulgencio Batista le 13 mai 1958.

47. Selon le rapport 2012 d'Amnesty International, Cuba est l'un des pays d'Amérique qui viole le moins les droits de l'homme.

48. Selon Amnesty International, **les violations des droits de l'homme sont plus graves aux Etats-Unis qu'à Cuba.**

49. Selon Amnesty International, il n'y a actuellement aucun prisonnier politique à Cuba.

50. Le seul pays du continent américain qui ne dispose pas de relations diplomatiques et commerciales normales avec Cuba est les Etats-Unis.

Ndlr. ****Carlos Bastidas Argüello** était un journaliste équatorien arrivé à Cuba en 1958. Il a pu gravir les hauteurs de la Sierra Maestra, établir le contact avec le Commandant en chef Fidel Castro qui lui accorda une entrevue. Argüello fut un collaborateur des premières émissions de Radio Rebelde.

40 questions à poser à...

Suite de la page (13)

votre site desdecuba.net dont le serveur, enregistré au nom de Josef Biechele, est hébergé en Allemagne par l'entreprise Cronos AG Regensburg, qui héberge également des sites d'extrême-droite ?

16. Comment avez-vous pu enregistrer votre nom de domaine à travers l'entreprise étasunienne GoDaddy alors que cela est formellement interdit par la législation portant sur les sanctions économiques ?

17. Votre blog est disponible en près de 18 langues (anglais, français, espagnol, italien, allemand, portugais, russe, slovène, polonais, chinois, japonais, lituanien, tchèque, bulgare, néerlandais, finlandais, hongrois, coréen et grec). Aucun autre site au monde, y compris ceux des plus importantes institutions internationales comme par exemple les Nations unies, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'OCDE, l'Union européenne, ne dispose d'autant de versions linguistiques. Ni le site du Département d'Etat des Etats-Unis, ni même celui de la CIA ne disposent d'une telle variété. Qui finance les traductions ?

18. Comment se fait-il que le site qui héberge votre blog dispose d'une largeur de bande 60 fois supérieure à celle dont dispose Cuba pour tous ses utilisateurs d'Internet ?

19. Qui paye la gestion du flux de plus de 14 millions de visites par mois ?

20. Vous avez plus de 400 000 suiveurs sur votre compte Twitter. A peine une centaine d'entre eux habitent réellement Cuba. Vous suivez vous-même plus de 80 000 personnes. Vous affirmez : « Je twitte via sms, sans accès à Internet ». Comment faites-vous pour suivre 80 000 personnes sans un accès à Internet ?

21. Le site www.followerwonk.com permet d'analyser le profil des fans de tout membre de la communauté Twitter. Il révèle à partir de 2010 une impressionnante activité de votre compte. A partir de juin 2010, vous avez rejoint en moyenne plus de 200 comptes twitter par jour, avec des pics pouvant atteindre 700 comptes en 24 heures. Comment avez-vous pu réaliser cette prouesse ?

22. Pourquoi près de 50 000 de vos suiveurs sont-ils en réalité des comptes fantômes ou inactifs ? En effet, des plus de 400 000 profils du compte @yoanisanchez, 27 012 sont des coquilles vides (sans photo) et 20 600 revêtent les caractéristiques de comptes fantômes avec une activité inexistante sur le réseau (0 à 3 messages envoyés depuis la création du compte).

23. Comment se fait-il que de nombreux comptes twitter qui ne disposent d'aucun fan, vous suivent uniquement et ont émis plus de 2 000 messages ? Est-ce dans le but de créer une popularité fictive ? Qui a financé la création des comptes fictifs ?

24. En 2011, vous avez publié 400 messages par mois. Le prix d'un message à Cuba est de 1,25 dollars. Vous avez dépensé 6000 dollars par an pour l'utilisation de twitter. Qui paye pour cela ?

25. Comment se fait-il que le Président Barack Obama ait accepté de répondre à votre demande d'interview, alors qu'il en reçoit des centaines des plus importants médias du monde ?

26. Vous avez publiquement affirmé que vous aviez fait parvenir au Président Raúl Castro une demande d'interview suite aux réponses de Barack Obama. Or, un document officiel émanant du chef de la diplomatie étasunienne à Cuba, Jonathan D. Farrar, affirme que vous n'avez jamais écrit à Raúl Castro : « Elle n'attendait pas de réponse de ce dernier, car elle a confié qu'elle ne les [les questions] avait jamais transmises au Président cubain ». Pourquoi avez-vous menti ?

27. Vous qui êtes si expressive sur votre blog, pourquoi occultez-vous vos rencontres avec les diplomates étasuniens à La Havane ?

28. Entre le 16 et le 22 septembre 2010, vous vous êtes secrètement réunie dans votre appartement avec la sous-secrétaire d'Etat étasunienne Bisa Williams lors de sa visite à Cuba. Pour avoir maintenu le silence sur cette rencontre ? De quoi avez-vous parlé ?

29. Michael Parmly, ancien chef de la diplomatie étasunienne à La Havane, affirme qu'il se réunissait régulièrement avec vous dans sa résidence personnelle comme l'indiquent les documents confidentiels de la SINA. Dans une interview, il a fait part de son inquiétude au sujet de la publication des câbles diplomatiques étasuniens par Wikileaks : « Je serais vraiment ennuyé si les nombreuses conversations que j'ai eues avec Yoani Sánchez venaient à être publiées. Elle pourrait en payer les conséquences toute sa vie ». Pour quelles raisons risqueriez-vous des problèmes avec la justice cubaine si vos agissements respectent le cadre de la légalité ?

30. Pensez-vous toujours que « beaucoup d'écrivains latino-américains méritent le prix Nobel de littérature plus que Gabriel García Márquez » ?

31. Pensez-vous toujours qu' « il y avait une liberté de la presse plurielle et ouverte, des émissions de radio de toutes les tendances politiques » sous la dictature de Fulgencio Batista entre 1952 et 1958 ?

32. Vous avez déclaré en

Suite à la page (16)

Suite de la page (12)

Fidel Castro avait été ourdi par la FNCA. Il devait avoir lieu en 1997 durant le Sommet ibéro-américain qui se tenait sur l'Île vénézuélienne de Margarita. Cet attentat avait échoué, car Le yacht de José Antonio Llama, « La Esperanza » transportant commando et matériel destinés à ce magnicide avait été arrêté dans les eaux portoricaines par des garde-côtes des Etats-Unis alors qu'il mettait le cap vers l'île de Margarita. Bien sûr, le véritable arsenal trouvé à son bord n'était pas celui de paisibles pêcheurs et les « hommes d'équipage » avaient été arrêtés. Un des fusils de calibre 50 trouvé à bord appartenait au chef de la FNCA José Francisco « Pepe » Hernández qui n'a même pas été inquiété, parce que protégé par ses relations avec la CIA.

Le propriétaire du yacht Antonio Llama avait été jugé devant le tribunal portoricain de San Juan, avec les membres du commando. Leurs avocats avaient essayé de faire transférer le procès à Miami. Cette demande avait été refusée, le tribunal de Miami n'étant pas estimé assez impartial pour juger les affaires liées à Cuba.

Quelques mois plus tard, les avocats des Cinq avaient demandé à ce que leur procès ait lieu devant un autre tribunal que celui de Miami. Cette demande avait été refusée sous prétexte cette fois que le tribunal de Miami était parfaitement impartial pour juger les affaires liées à Cuba ! Cherchez l'erreur, Monsieur le Président !

José Antonio Llama et les membres du commando avaient été acquittés en 1999, « faute de preuves », par un jury complaisant. Le témoignage au cours du procès d'un officier corrompu du FBI, Hector Pesquera, n'était pas étranger à cet acquittement.

Hector Pesquera avait d'ailleurs été largement récompensé en étant nommé chef du FBI de Sud Floride. C'est lui qui, le 12 septembre 1998, quinze jours après cette nomination, avait fait arrêter les cinq Cubains.

Les cinq Cubains, eux, ont été très lourdement condamnés et l'un d'eux, Gerardo Hernandez Nordelo est toujours sous le coup d'une peine de deux perpétuités plus quinze ans !

Monsieur le Président, vous avez l'opportunité de pouvoir corriger une telle injustice. Un échange humanitaire entre les Cinq et Alan Gross contribuerait à une amélioration des relations entre vos deux pays attendue de tous. Alan Gross se sentirait en outre un peu moins lâché par votre gouvernement qui l'a envoyé dans cette galère.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

Jacqueline Roussie
64360 Monein (France)

Copies envoyées à: Mesdames Michelle Obama, Nancy Pelosi, Kathryn Ruemmler, Janet Napolitano, à Messieurs. Joe Biden, John F. Kerry, Harry Reid, Eric Holder, Pete Rouse, Rick Scott, et Charles Rivkin, ambassadeur des Etats-Unis en France.

L'Organisation des Nations-Unies : Le droit de tuer...


Des victimes du choléra

Suite de la page (7)

confirment que des tuyaux, aujourd'hui retirés, avaient été installés pour évacuer les eaux usées du camp vers la rivière. Lors de l'entretien que j'ai pu avoir avec les médecins qui avaient été dépêchés par la MINUSTAH, le 21 octobre, j'ai eu indirectement confirmation de la présence de ces tuyaux, puisque ces médecins ont indiqué qu'un prélèvement environnemental (qui s'est avéré négatif) avait été effectué au débouché de ces tuyaux. » Se basant sur le rapport d'enquête du professeur Piarroux, il est évident que le choléra a été introduit et propagé par des soldats en provenance du Népal à la demande

Suite à la page (18)

Suite de la page (13)

une Cuba post-Castro (7) ». L'opposante cubaine est en étroite relation avec la diplomatie étasunienne à Cuba, comme l'indique un câble classé « secret » en raison de son contenu sensible. Elle est tenue en haute estime par l'administration Obama, comme le montre la réunion secrète qui a eu lieu dans son appartement avec la sous-secrétaire d'Etat étasunienne Bisa Williams lors de sa visite à Cuba entre le 16 et le 22 septembre 2010 (8).

Michael Parmly, ancien chef de la diplomatie étasunienne à La Havane, qui, d'après les documents confidentiels de la Section d'intérêts nord-américains de La Havane, se réunissait régulièrement avec Yoani Sánchez dans sa résidence personnelle, a fait part de son inquiétude au sujet de la publication des câbles diplomatiques étasuniens par Wikileaks : « Je serais vraiment ennuyé si les nombreuses conversations que j'ai eues avec Yoani Sánchez venaient à être publiées. Elle pourrait en payer les conséquences toute sa vie (9) ». La question qui vient inévitablement à l'esprit est la suivante : pour quelles raisons Yoani Sánchez serait-elle en danger si ses agissements, comme elle l'affirme, respectent le cadre de la légalité ?

A l'évidence, Yoani Sánchez n'est pas une simple dissidente. Il serait intéressant que la principale figure de l'opposition cubaine profite de sa tournée mondiale pour éclairer certaines zones d'ombres sur son parcours personnel et révèle quels sont les puissants intérêts qui se cachent derrière sa personne.

Notes

1. Voz de América, « Yoani Sánchez viaja a Brasil el 17 de febrero », 6 février 2013.
2. Yoani Sánchez, 17 février. https://twitter.com/yoanisanchez ;
3. EFE, « La bloguera cubana hablará en Brasil sobre libertad y derechos », 17 février 2013.
4. Yoani Sánchez, « Premios », Generación Y.
5. El Nuevo Herald, « Nombran a Yoani en Comisión de la SIP », 9 novembre 2012.
6. El País, « Artículos escritos por Yoani Sánchez », http://elpais.com/autor/yoani_sanchez/a/ (site consulté le 17 février 2013).
7. Jonathan D. Farrar, « The U.S. and the Role of the Opposition in Cuba », United States Interests Section, 9 avril 2009, cable 09HAVANA221. http://213.251.145.96/cable/2009/04/09HAVANA221.html (site consulté le 18 décembre 2010).
8. Joaquin F. Monserrate, « GOC Signals 'Readiness to Move Forward' », United States Interests Section, 25 septembre 2009, cable 09HAVANA592, http://213.251.145.96/cable/2009/09/09HAVANA592.html (site consulté le 18 décembre 2010)
9. Michael Parmly, « Consenso On Line : An Impartial Forum In Cuba », United States Interests Section, 28 juin 2007, cable 07HAVANA622, http://wikileaks.org/cable/2007/06/07HAVANA622.html (site consulté le 15 septembre 2011) ;Stéphane Bussard, « Ma rencontre avec l'auteur des câbles sur Cuba », Le Temps, 30 décembre.

Suite de la page (15)

2010 : « le blocus a constitué l'argument parfait pour le gouvernement cubain pour maintenir l'intolérance, le contrôle et la répression interne. Si demain on levait les sanctions, je doute que l'on en voie les effets ». Etes-vous toujours convaincue que les sanctions économiques n'ont aucun effet sur la population cubaine ?

33. Condamnez-vous l'imposition des sanctions économiques des Etats-Unis contre Cuba ?

34. Condamnez-vous la politique des Etats-Unis qui cherchent à obtenir un changement de régime à Cuba au nom de la démocratie, alors qu'ils soutiennent les pires dictatures du Moyen-Orient ?

35. Etes-vous favorable à l'extradition de Luis Posada Carriles, exilé cubain et ancien agent de la CIA, responsable de plus d'une centaine d'assassinats, qui a publiquement reconnu ses crimes et qui vit librement à Miami grâce à la protection de Washington ?

36. Etes-vous favorable à la dévolution de la base navale de Guantanamo occupée par les Etats-Unis ?

37. Etes-vous favorable à la libération des cinq prisonniers politiques cubains détenus aux Etats-Unis depuis 1998 pour avoir infiltré des organisations terroristes de l'exil cubain de Floride ?

38. Trouvez-vous normal que les Etats-Unis financent une opposition interne à Cuba ?

39. A vos yeux, quels sont les succès de la Révolution cubaine ?

40. Quels intérêts se cachent derrière votre personne ?

Opera Mundi 20 février 2013

Suite de la page (12) Triste anniversaire pour...

comme un criminel, d'autres, comme un dénonciateur, héros de la démocratie.

L'ONU a qualifié la détention de Bradley Manning dans la base militaire de Quantico de « traitement cruel, inhumain et dégradant » du fait, entre autres, d'un isolement de huit mois en 20112.

Mais la vidéo de la bavure américaine en Iraq n'était que le début de l'histoire. Au moment de l'arrestation de Manning, Wiki Leaks n,a pas encore commencé les 260 000 cables diplomatiques que Bradley Manning sera plus tard accusé de leur avoir transmis.

Le 25 juillet 2010 Wikileaks diffusait publiquement « Afghan War Diaries » et, le 26 juillet Bradley Manning avait été désigné comme la source des Afghan War Diaries..

Arrêté une première fois par la United States Army Criminal Investigation Command en juin 2010, Manning a d'abord été détenu plus d'un mois dans une prison militaire de Camp Arifjan, au Koweït, sans qu'aucune acusation ne soit portée.

Depuis le 20 juillet 2010, il est détenu sur la base de Quantico, en Virginie. En avril 2011, un groupe d'experts détermine qu'il est en état et, le 16 décembre 2011, il a été décidé de le faire comparaître devant une Cour Martiale.

Bradley Manning est donc inculpé le 23 février 2012 en cour martiale et choisit de ne pas contester les chefs d'accusation. Le soldat Manning a été inculpé de huit chefs d'inculpation criminels et de quatre violations du règlement militaire. Deux accusations, fondées sur le Uniform Code of Military Justice (UCMJ) en ses articles 92 et 134, sont portées contre lui : « transfert de données secrètes sur son ordinateur personnel et ajout de logiciel non autorisé sur un système informatique confidentiel », ainsi que « communication, transmission et envoi d'information traitant de sécurité nationale à une source non autorisée ».

Il est passible de 52 ans de prison pour les actes qui lui sont reprochés. Bradley Manning n'a pas pu, évidemment, faire de déclaration publique depuis son incarcération : soumis à un isolement carcéral maximum (Maximum Custody Detainee) dans des conditions que certains comparent à une situation de torture psychologique.

Dès avril 2011, le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Juan Mendez, s'est penché sur la situation de Bradley E. Manning. « Depuis l'année dernière, [en parlant de 2010] à plusieurs reprises, j'ai exprimé de sérieuses inquiétudes sur les conditions de détention de M. Manning qui a été arrêté en mai 2010, et qui a été emprisonné dans sa cellule durant 23 heures par jour à la base des Marines à Quantico, en Virginie (Etats-Unis). J'ai également exhorté les autorités à garantir son intégrité physique et mentale », avait déclaré à l'époque Juan Mendez.

Depuis, l'ONU a qualifié les conditions de détention du soldat Manning d' »inhumaines et injustes ».

45 Nord.ca 23 février 2013

Il n'y a rien de positif à attendre de la visite d'Obama en Palestine occupée !



Véritables fer de lance de la colonisation sioniste en Palestine occupée, les colons juifs ultra-violents et au racisme anti-arabe viscéral, dictent aujourd'hui leur loi à toute la politique israélienne - Photo : Getty

Par Khaled Amayreh

Toute une agitation s'est déclenchée dans la perspective d'une visite présidentielle américaine en Palestine-Israël, mais peu de gens sont optimistes quant à la paix, écrit Khaled Amayreh depuis Ramallah.

Alors que l'administration Obama fait pression sur Israël et l'Autorité palestinienne (AP de Ramallah) pour reprendre des pourparlers de paix actuellement inexistants, les responsables et porte-parole des deux côtés voient peu de possibilités d'un retour à un soit-disant processus de paix que de nombreux observateurs estiment tout à fait mort.

La visite en Israël-Palestine du président Obama et de son secrétaire d'État Kerry est prévue en mars dans ce qui pourrait bien être la dernière chance de sauver la vision de deux États.

Les réalités sur le terrain montrent que les obstacles entravant un éventuel processus de paix restent les mêmes, avec principalement la constante expansion des colonies juives et le refus catégorique d'Israël de mettre fin à son occupation militaire des territoires palestiniens, dont la Cisjordanie et Jérusalem-Est.

Cette semaine, Netanyahu a réitéré sa volonté de blocage dans le conflit avec les Palestiniens, en disant que la Jérusalem-Est arabe resterait sous contrôle israélien dans le cadre de tout futur accord de paix.

Il a également réaffirmé que toute entité palestinienne aurait l'obligation de répondre aux besoins de sécurité d'Israël, en permettant à l'État hébreu d'avoir un contrôle effectif sur les passages frontaliers ainsi que d'avoir le dernier mot en matière de sécurité et de relations extérieures.

Netanyahu a également répété la litanie que les Palestiniens devaient reconnaître Israël comme un « État juif » [ou en d'autres termes « ethniquement pur » - N.d.T]. Le terme « État juif », qui peut paraître innocent pour les non-initiés, est un euphémisme pour donner à Israël le droit de se débarrasser de plus d'un million de non-Juifs (à savoir les Palestiniens) de nationalité israélienne, en les expulsant par exemple vers un futur État palestinien. « Arriver à la paix avec cet homme [Netanyahou], avec un tel état d'esprit, c'est tout à fait impossible. Il nous offre une entité Mickey Mouse sous contrôle israélien et il attend de la communauté internationale qu'elle le félicite et prenne cela comme un signe de bonne volonté », a déclaré Yasser Abed Rabbo, un des responsables de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP).

Abed Rabbo a ajouté : « si c'est ce qu'il va dire à Obama, alors la reprise de pourparlers de paix sera totalement dénuée de sens. »

Le responsable de l'OLP, qui était interviewé sur Radio Palestine mardi, a dit être pessimiste en raison du fait que les dirigeants israéliens ont continué à user de faux-fuyants, de tromperie et d'une fausse représentation des faits, comme modus operandi pour un processus de paix. « Nous avons entendu ces mensonges mille fois. Si Israël refuse de reconnaître le principe d'un retrait sur la base des frontières du 4 juin 1967, il est inutile et vain de parler d'un véritable processus de paix. »

Un autre responsable de l'OLP, Saleh Raafat, du Parti Feda, a également écarté toute possibilité de progrès dans le processus de paix. « Il faudrait un miracle pour qu'Obama réussisse dans sa médiation. En fait, c'est se moquer de la réalité que d'appeler 'médiation' l'initiative américaine, compte tenu de l'alliance ombilical entre les États-Unis et Israël. »

« Obama ne fera pas pression sur Israël jusqu'au point de les forcer à abandonner les territoires occupés et à reconnaître la légitimité des droits des Palestiniens. »

Lundi dernier, Netanyahu a déclaré qu'il rencontrerait les Palestiniens à n'importe quel moment et à n'importe quel endroit. Une déclaration qui laisse toutefois les responsables Palestiniens sceptiques car ils savent que ces propos ne sont que pure propagande abjecte visant à donner aux Américains une bonne image de Netanyahu.

Le leadership Palestinien qui, de manière générale, ne fonde pas de grands espoirs sur la prochaine visite d'Obama en Israël et en Palestine, semble prêt à tout pour impliquer à nouveau les Américains, dans l'espoir de faire bouger un processus de paix stagnant au Moyen Orient.

Dans cette perspective, l'ex-président Mahmoud Abbas dépêchera cette semaine à Washington le chef des négociateurs Palestiniens, Saeb Erekat afin de demander à l'administration Obama de relancer le processus de paix.

Cependant, compte tenu de l'intransigeance israélienne, il y a des doutes quant au consentement des parties au sujet des « propositions de conciliation » que les Américains soumettront.

De plus, les perspectives globales seraient encore plus sombres si l'on ajoute à la situation actuelle les considérations politiques intérieures des États-Unis, notamment l'influence pesante et démesurée du lobby juif sur le Congrès américain.

Grèves de la faim

Pendant ce temps, Israël continue de réagir avec une dure et totale indifférence envers l'actuelle agonie des grévistes de la faim Palestiniens qui protestent contre leur incarcération illégale dans les prisons israéliennes et dans les camps de détention. Parmi ces détenus à l'article de la mort, Samer Issawi. D'après son avocat, l'état de santé de l'homme de 35 ans s'est manifestement détérioré depuis qu'il a commencé une grève de la faim intermittente qui dépasse aujourd'hui les 200 jours. Des sources médicales plus au fait de la situation de Samer ont rapporté que le prisonnier souffre actuellement de problèmes de santé irréversibles, ayant notamment atteint ses nerfs et ses organes vitaux.

C'est pourquoi, sa famille craint qu'il ne meure d'un instant à l'autre. « Les Israéliens sont plus que sadiques, plus qu'insensibles ; ce sont des criminels déclarés, » atteste Sherine, la sœur de Samer.

Elle ajoute : « L'appel que nous lançons n'est pas destiné aux autorités israéliennes : nous savons qu'ils n'ont ni cœur ni sentiments pour libérer mon frère. Par contre, nous nous adressons aux citoyens d'honneur, aux hommes et aux femmes de conscience à travers les quatre coins du monde afin de faire pression sur Israël pour qu'il libère Samer et ses codétenus. »

Par ailleurs, Sherine ne manque pas de condamner « le jeu sadique d'Israël avec sa famille. » Elle accuse : « Ils attendent la dernière minute ou la dernière heure pour qu'ils le transfèrent à l'hôpital. Ainsi, ils lancent un message clair et sans équivoque à tous les jeuneurs Palestiniens et à leurs familles, comme ça, si quelqu'un pense entamer une grève de la faim, l'agonie ou la mort lui serait réservée avant même que ses revendications ne soient satisfaites, voire jamais. »

Pour rappel, Samer Issawi qui a été arrêté il y a plus de sept mois, n'avait commis aucun acte de violence.

La seule accusation qu'Israël a formulée contre lui consiste à une soi-disant violation des termes et modalités de sa libération entrant dans le cadre de l'accord Shalit signé il y a deux ans et au cours duquel, Israël avait libéré des centaines de prisonniers Palestiniens en échange du soldat Shalit, capturé en 2006 par le Hamas. La violation présumée était en fait le déplacement de Samer en Cisjordanie pour rendre visite à un ami.

Le deuxième cas connu est celui de Ayman Sharawneh. Originaire de la ville de Dura, Ayman est également à deux doigts de la mort à cause de sa grève de faim, choisie pour protester contre sa détention illégale.

Le troisième cas est celui de Dirar Abu Sisi qui souffre dans les prisons israéliennes de « douleurs physiques et psychologiques aiguës. » Son avocat a même confirmé que le prisonnier a été nourri d'aliments avariés et malsains, offerts par les gardiens des prisons israéliennes.

Pour rappel, Dirar Abu Sisi est ingénieur en mécanique et a été kidnappé, il y a deux ans, par les agents israéliens du Shin Bet en Ukraine. Israël l'accuse d'avoir une main dans la fabrication de missiles dans la Bande de Gaza, une accusation que l'ingénieur nie avec véhémence.

Face à cette situation, les responsables Palestiniens ont averti le côté israélien en soulignant que la mort de n'importe quel prisonnier enflammerait toute la région et déclencherait un nouveau soulèvement que même l'Autorité Palestinienne ne saura ni réprimer, ni calmer.

Info Palestine 4 mars 2013

Barack : Israël pourrait définir unilatéralement les frontières de l'État palestinien

Le Congrès 2013 de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) s'est ouvert, dimanche 3 mars, à Washington. Plus de 12 000 délégués y participent dans une ambiance morose : de lourdes incertitudes planent sur la composition des nouveaux gouvernements israélien et états-unien, alors même que le lobby s'est montré incapable d'empêcher la nomination de Chuck Hagel.

Au cours de la première journée de travail, les organisateurs ont tenu à souligner que la question palestinienne n'était plus la priorité, eu égard aux autres problèmes que traverse le Proche-Orient, notamment le développement de l'Iran. À ce sujet, le lobby cherche toujours à faire passer une loi reconnaissant le droit à Israël de conduire une action militaire préventive contre Téhéran.

Surtout, le lobby a décidé de tout faire pour empêcher que les coupes budgétaires US affectent l'aide à Israël (300 millions de dollars pourraient être retirés des 3 milliards habituels). Pour cela, il est envisagé de soumettre une loi au Congrès élevant l'État juif au statut particulier d'« allié stratégique majeur » et précisant que le budget de l'aide échappe au séquestre.

Enfin, dans son discours, le général Ehud Barack, ministre israélien de la Défense, a insisté sur la nécessité de défendre « la solution à deux États » comme unique moyen d'empêcher la création d'un État binational (seul conforme au plan initial des Nations Unies). Il a indiqué qu'en cas de problème, Tel-Aviv se réservait la possibilité de définir unilatéralement les frontières de l'État palestinien [probablement en faisant fusionner la Jordanie et les Territoires], en conservant le contrôle de la vallée du Jourdain.

Réseau Voltaire 4 mars 2013

Hollande et Erdogan ont commandité la tentative d'assassinat d'el-Assad et al-Mouallem

Dans un documentaire vidéo, la guerre secrète en Syrie, le réalisateur Khadr Awarkh retrace en détails la tentative d'assassinat du président Bachar el-Assad et de son ministre des Affaire étrangères Walid el-Mouallem par les services de renseignement français et turcs. Il donne la parole à deux espions qui ont été arrêtés à Damas lorsque le complot a été déjoué.

Les services français et turcs étaient convenus d'infiltrer ensemble le palais présidentiel syrien et le ministère des Affaires étrangères en recrutant ou en manipulant des employés kurdes de sociétés chargées de la maintenance ou de l'entretien des bâtiments officiels.

L'opération d'infiltration a été soutenue par les services israéliens et états-uniens.

Le 17 août 2012, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, avait déclaré : « Je suis conscient de la force de ce que je suis en train de dire : Monsieur Bachar el-Assad ne mériterait pas d'être sur la Terre ». Le président François Hollande avait, depuis trois semaines déjà, donné l'ordre d'assassiner son homologue syrien.

Réseau Voltaire 3 mars 2013

La liberté d'expression est-elle menacée en Haïti ?

Suite de la page (8)

une conférence de presse?

Cette situation est symptomatique d'un profond malaise entre la presse et le pouvoir qui se méfient mutuellement. Le pouvoir qui semble vouloir mettre les médias en coupe réglée, a franchi un nouveau pallier avec l'incident du 4 Mars. Cet incident n'aura certainement pas d'autres effets immédiats que d'antagoniser les relations déjà fragiles entre l'exécutif et la presse considérée généralement comme le 4eme pouvoir. Le régime en place se plait donc à développer une culture de conflit avec tous les secteurs insoumis.

Définitivement, les relations se crispent davantage entre le régime « Tet Kale » du président Martelly et la presse Haïtienne. Si on ne peut raisonnablement parler de violations systématiques de la liberté de la presse, par contre, il est clair que le métier d'informer tend à devenir de plus en plus difficile ces derniers temps en Haïti. Depuis l'arrivée de Michel Martelly au pouvoir et bien avant, les menaces contre la liberté d'expression se sont multipliées dangereusement. Depuis bientôt deux (2) ans, la presse haïtienne est en train de devenir lentement, mais certainement la cible privilégiée du pouvoir qui ne rate jamais l'occasion de faire la leçon aux journalistes, les humilier ou les injurier. Les exemples sont nombreux en ce sens :

Le 9 Mars 2011 lors d'un débat télévisé, le candidat Michel Martelly s'était pris violemment aux journalistes Daly Valet du journal Le Matin et Gotson Pierre de Alter Presse. Le futur chef d'Etat avait proféré des agressions verbales contre les journalistes qui lui avaient posé une question relative à ses investissements dans le secteur de l'immobilier en Floride où il a perdu une maison luxueuse dans le comté de Palm Beach pour non-paiement. Les mots utilisés par Mr. Martelly pour qualifier les journalistes étaient d'une violence rare et insoutenable. Il taxait les journalistes en question de gens en service commandés. Il annonçait donc les couleurs. Bien avant l'incident du 9 Mars 2011, des partisans de Mr. Martelly s'étaient illustrés dans leurs attaques contre la presse. Par exemple, le 8 décembre 2010, des individus agissant au nom de Michel Joseph Martelly ont saccagé les locaux de Radio Lebon FM, une station émettant aux Cayes et menacé des journalistes après la publication des résultats préliminaires des législatives et présidentielles du 28 Novembre.

Aux Gonaïves, le 22 mai 2011, des agents de l'Unité départementale de maintien d'ordre (UDMO), ont bousculé et brisé le matériel de travail des journalistes qui couvraient la visite du président Michel Joseph Martelly, suite à l'incendie du marché public des Gonaïves (Note de protestation de l'AJH). Le 27 Juillet 2011, le président Michel Martelly, lors du lancement de la revue touristique, « Magic Haïti », a rendu la presse responsable de la projection de mauvaise image d'Haïti vers l'extérieur et a demandé à la presse de se taire. Il a même menacé d'user de la force contre tous ceux qui disent mal du pays, dont la presse (Le Matin).« Je reste positif, je crois qu'on a une opportunité, et ceux-là qui sont mécontents, au moins taisez-vous, au moins taisez-vous. Laissez la chance aux jeunes diplômés revenus de l'étranger ou à ceux qui sont dans la rue en quête d'opportunités. Vous qui avez déjà échoué, qui exploitez la misère, les faiblesses d'Haïti, taisez-vous », a déclaré le chef de l'Etat sous un tonnerre d'applaudissements des membres du gouvernement (Radio Kiskeya).

Et la série des attaques contre la presse continue. Par exemple, le 28 juillet 2011, des agents de sécurité du président Michel Joseph Martelly ont bousculé des journalistes et les ont expulsés de la salle de conférence lors d'une visite qu'il effectuait à Jacmel. Chaque fois que ces incidents se produisent, des protestations s'en suivent, mais le pouvoir ne s'en excuse ni ne rectifie jamais. Au contraire, il fait montre de plus d'arrogance et d'irrespect envers les professionnels de la presse. Apparemment, le pouvoir se croit tout permis au nom de la démocratie. Mais, il semble ignorer que la démocratie ne peut pas fonctionner sans une presse libre.

Le 3 Octobre 2011, le chef de l'Etat a proféré des injures à l'endroit du journaliste Germain Etienne de Scoop FM. Et quand il a été appelé à s'excuser, Michel Martelly s'est exprimé sur un ton cavalier et grossier en ces termes : « Je n'ai pas aimé la façon dont j'ai été abordé; j'ai répondu, et c'est fini.» Des déclarations pour le moins inquiétantes dans un pays où les journalistes et les médias sont toujours pris pour cibles par les régimes autoritaires. Quand le président accuse la presse de diffuser une image négative du pays, il veut non seulement intimider les professionnels de la presse mais aussi s'attirer la sympathie d'esprits faibles pour mieux justifier son attitude agressive envers les médias.

Toujours sur son ton arrogant, prétentieux, et irrévérencieux, le « chef suprême de la nation » comme il s'appelle lui-même, choisit les questions et les médias auxquels il veut répondre. Il répond surtout aux questions qui lui plaisent. Celles qui lui offrent l'occasion de faire le bilan de ses « réalisations » réelles ou supposées, mais surtout de ses activités et de vanter ses « mérites personnels». Pas celles auxquelles la nation entière est intéressée. Exemple, le 3 Février 2012, lors d'un point de presse à l'Aéroport International Toussaint Louverture, Michel Martelly a refusé de répondre à une question en relation à l'enquête sénatoriale sur sa nationalité parce qu'elle a été posée par un journaliste de radio Kiskeya. Le président n'avait-il pas pris le soin de demander au journaliste pour quelle station il travaillait avant d'indiquer qu'il ne répondrait pas à la question ? Manifestement, il n'a pas répondu parce qu'il s'agissait d'un journaliste de radio Kiskeya, l'une des rares stations de Port-au-Prince ayant gardé leur indépendance par rapport au pouvoir. Pas de doute ! Et en réaction à cet incident, l'Association des Journalistes Haïtiens (AJH) s'est dit indignée. Voici un extrait de la note de presse de l'AJH : « L'AJH exprime sa profonde indignation après la dernière sortie du président Joseph Michel Martelly à l'aéroport international Toussaint Louverture peu avant son départ pour le Venezuela contre des membres de la presse haïtienne. Le chef de l'État a, une fois de plus, prouvé son intolérance et son irrespect frôlant même l'indécence contre la presse et, par ricochet contre, la société en général, de par son comportement et la nature de ses propos qui dépassent l'entendement et qui n'ont rien à voir avec la stature d'un homme d'État qui se veut moderne. »

Le 17 Mars 2012, à Thomonde, le correspondant de Radio Télé Zénith Wendy Phèle est victime d'une tentative d'assassinat pendant qu'il revenait d'un bal organisé par l'orchestre Tropicana chez le maire de la ville, Jean Souverne Delva. D'après Wendy Phèle, « c'est le nommé Jean Robert Vorbe, un des gardes du corps du magistrat Delva, qui a tiré trois balles sur lui. « Le maire Jean Souverne Delva était venu me proposer une entente à l'amiable. Ce que j'avais refusé (Le Nouvelliste du 22 Mai 2012).» Cependant, L'ancien commissaire du gouvernement de Thomonde, Me.Evens Frederick a confirmé que l'ex magistrat Jean Sauverne Delva s'était formellement opposé à l'arrestation de Jean Robert Vorbe, qui a reconnu avoir blessé mortellement le journaliste Wendy Phèle, 21 ans. « Me. Evens Frederick soutient avoir même été l'objet de graves menaces de la part de partisans de l'ancien maire, suite à sa décision d'ordonner l'arrestation du présumé assassin (Radio Vision 2000, 25 juin 2012.» L'affaire avait fait grand bruit dans la presse, mais la victime attend toujours désespérément que justice lui soit rendue. Le présumé auteur de l'attaque contre Wendy Phèle a été blanchi par la justice du Plateau central.

Un autre exemple tout aussi flagrant de l'attitude intolérante du président vis-à-vis de la presse, c'est quand, au cours de ce même point de presse, Mr. Martelly a suggéré à un journaliste de radio Mélodie de lui poser des questions relatives à ses « réalisations » plutôt que sur le nouveau scandale qui l'a éclaboussé après son irruption en la résidence du premier ministre Gary Conille. Il avait mis fin brutalement à sa conférence de presse. Il l'a fait sous les regards amusés et complices de ses ministres ou plutôt ses serviteurs qui l'ont d'ailleurs applaudi très intensément pour l'affront fait à la presse. Pour Michel Martelly et la bande qui l'accompagnait à l'Aéroport, c'était un exploit. Le chef suprême parle, peu importe s'il dit des énormités, ses serviteurs et ses sujets doivent sourire et applaudir. Cette attitude du président frise l'indécence. C'est un comportement intolérant, inélégant qui ne fait pas honneur à la présidence.

Il traduit, au contraire, une espèce d'érosion de la fonction de président. Au-delà de la personne qui l'exerce, la fonction de président requiert quand même un peu de dignité et de protocole. Il est vrai que Mr. Martelly est arrivé à la tête du pays à la faveur de circonstances exceptionnelles et qu'il est peut-être étranger à tout ce qui est norme et régulation institutionnelle. Mais, le chef de l'Etat doit se rappeler que la presse haïtienne a droit au respect. Au même respect et attention qu'il accorde à la presse internationale. Il doit éviter de répondre poliment aux questions des journalistes étrangers alors qu'il traite les journalistes haïtiens comme ses garçons de cours.

Il y a d'autres incidents qui illustrent bien la nature du régime « Tèt Kale » qui semble avoir du mal à s'adapter à la modernité démocratique. Le 10 Février 2013, le ministre de la justice, Jean Renel Sanon a, dans un communiqué scélérat menacé de sévir, à travers l'application du code pénal et d'un décret de Juillet 1986, contre les médias et toute autre entité qui mettraient en péril les « acquis de l'Etat de droit », en soulignant que « la législation haïtienne punit sévèrement la diffamation, les menaces et les incitations à la violence.» Autant dire qu'à travers ce communiqué, le pouvoir identifie clairement sa cible qui n'est autre que la presse. Et ceci se précise davantage lorsque Jean Renel Sanon évoque certains articles de ce décret antérieur à la constitution de 1987 pour justifier sa prise de position : « Les auteurs tant matériels qu'intellectuels de tels actes répréhensibles tomberont sous le coup des dispositions des articles 64, 313 et 321 du code pénal haïtien ainsi que des articles 18, 22 et 23 du décret du 31 juillet 1986 sur la presse et la répression des délits de presse (Radio Kiskeya.» En réaction, l'Association Nationale des Médias haïtiens (ANMH) a sévèrement condamné la démarche de Mr. Sanon qu'elle assimile à « une claire tentative d'intimidation des professionnels de médias. Le ministre assimile toute diffusion d'information non conforme aux vues de l'Exécutif à de la diffamation ou de l'incitation à la violence.» De plus, l'association des patrons de presse« estime intolérable qu'un membre aussi influent du gouvernement Martelly-Lamothe, qui se targue de respecter l'Etat

Suite de la page (16)

des Nations-Unies pour participer à la Mission des Nations-Unies pour la Stabilisation d'Haïti (MINUSTAH).

Il n'y a pas que le rapport du docteur Piarroux à avoir établi la responsabilité de la MINUSTAH dans la contamination des Haïtiens. En octobre, une étude réalisée par les Centres de prévention et de contrôle des maladies (CDC) d'Atlanta avait déjà conclu que la bactérie du choléra en Haïti était de souche sud-asiatique. Et le pays incriminé, c'est bien sûr le Népal qui est réputé pour des pics récurrents de choléra chaque année. A en croire les différents rapports d'investigations menées sur la question, la maladie est apparue quelques temps après l'arrivée au pays d'un contingent de soldats népalais venus de Katmandou où le choléra faisait rage. Parallèlement, Le rapport du Groupe d'experts indépendant chargé d'enquêter sur l'origine de l'épidémie de choléra en Haïti publié le 5 Mai 2011, conclut que cette épidémie a été causée par la confluence de plusieurs circonstances et n'était pas la faute, ou n'était due à l'action délibérée d'un groupe ou d'un individu. N'ayant pas le courage de préciser les responsabilités de la MINUSTAH dans l'introduction du choléra en Haïtiles les experts des Nations-Unies ont préféré entretenir le flou sur la question. Ils se sont donc livrés à des considérations générales.

Un spécialiste américain du choléra, le Dr Daniele Lantagne, a déclaré, après avoir étudié de nouvelles données scientifiques qu'il est maintenant «plus probable» que la source de l'éclosion était un camp de soldats récemment arrivés du Népal - un pays où le choléra est répandu. Il faut souligner que le Dr. Lantagne a été employé par l›ONU elle-même en 2011 comme l›un des plus éminents experts mondiaux sur la maladie. Il n'y a donc aucun doute sur les porteurs du génome ayant contaminé les Haïtiens.

En plus de son échec à créer un climat sûr et stable en Haïti, la MINUSTAH constitue un fardeau pour les Haïtiens, une source de malheur pour le pays. La MINUSTAH dispose d'un budget de 648 394 000 dollars. Ce Budget a été approuvé pour l'exercice allant du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013 (MINUSTAH). Considéré comme des touristes spéciaux, les membres de la MINUSTAH sont souvent remarqués sur les plages haïtiennes où ils se la coulent douce alors que les kidnappeurs continuent d'endeuiller les familles haïtiennes sans s'inquiéter.L'ONU qui est vue et perçue, depuis un certain temps, comme un instrument aux mains des grandes puissances se décrédibilise davantage. Le comportement des Nations-Unies viole le principe de l'égalité des droits de ses Etats membres. Tout comme la Société des Nations, l'ONU est en train de faire fausse route et risque de connaitre le même sort.L'Organisation des Nations-Unies avu le jour à la fin du conflit le plus sanglant de l'histoire de l'humanité, la seconde guerre mondiale qui a fait 50 millions de morts. En créant cette organisation, les forces alliées voulaient mettre en plan un outil plus apte à prévenir une troisième guerre mondiale. L'ONU a remplacé la SDN (Société des Nations),organisation internationale créée par le traité de Versailles (1919) et qui a siégé à Genève de 1920 à 1946. La SDN devait garantir la paix dans le monde, mission dans laquelle elle a échoué.

Selon l'article premier de la charte des Nations-Unies, les buts de l'Organisation sont les suivants : « ***Maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix***.» Les décisions injustes adoptées contre certains Etats membres peuvent-elles contribuer à maintenir la paix et la stabilité ? Il est évident que le refus de l'ONU d'indemniser les victimes du choléra va sans doute raviver le sentiment anti-MUNISTAH de bon nombre d'Haïtiens. Qu'on n'oublie pas que les Haïtiens se sont toujours montrés hostiles à la présence de la MINUSTAH qu'ils assimilent à une force d'occupation.

Les complices de l'ONU dans son refus

Il est clair que la MINUSTAH est responsable de l'introduction de l'épidémie de choléra en Haïti. Cependant, quant au refus de l'ONU d'indemniser les victimes, il ne faut pas blâmer seulement l'organisation mondiale qui fait preuve d'une immoralité insoutenable dans le cadre de cette affaire. Le principal complice des Nations-Unies, c'est le gouvernement Haïtien qui s'est toujours abstenu de fixer clairement la responsabilité de la MINUSTAH dans la contamination des Haïtiens. Au contraire, les autorités ont même pris fait et cause pour la MINUSTAH, cherchant même à la dédouaner de ses responsabilités pourtant clairement établies par plusieurs rapports d'experts. Par exemple, voici ce qu'a déclaré le 18 Octobre 2012 le ministre haïtien des affaires étrangères, Pierre Richard Casimir lors d'une audition devant la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre des députés : «Le gouvernement Haïtien n'interviendra pas auprès de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour obtenir justice et réparations pour les 7000 morts et les près de 700,000 personnes qui ont été hospitalisées à cause de l'épidémie du choléra introduite en Haïti par le bataillon népalais de la MINUSTHA (Radio Kiskeya).»IL est clair que le gouvernement se range du côté des occupants. Aucune note de rectification n'a été publié ni par la primature, ni par la présidence pour se démarquer des déclarations à la fois légères et profondément irresponsables du ministre des affaires étrangères. N'est-ce pas une position anti-haïtienne ? Cette attitude ne participe-t-elle pas d'un complot contre les intérêts du pays ?

Et ce n'est pas tout. Pierre Richard Casimir qui a malgré tout conservé son poste au gouvernement lors du remaniement ministériel effectué le 22 Janvier dernier va plus loin dans ses excès de zèle pour défendre la MINUSTAH. Toujours lors de son audition par la commission des affaires étrangères, il a déclaré sans gêne que : « Si les études scientifiques menées ont établi que la souche de la maladie est asiatique, en revanche, il n'a pas été démontré la responsabilité des soldats népalais dans une relation de cause à effet (Radio Kiskeya).» Un coup dur porté aux Haïtiens par leur propre gouvernement. D'où viennent ces hommes et femmes qui dirigent le pays ? Sont-ils des Haïtiens ?

Au-delà de Pierre Richard, il faut voir l'ensemble du gouvernement dans le boycottage du dossier des victimes du choléra. Le président Martelly et le premier ministre Laurent Lamothe sont intervenus à plusieurs reprises à la tribune des Nations-Unies ; mais pas une fois ils n'ont mentionné le rôle de la MINUSTAH dans l'introduction du choléra en Haïti. Ils n'ont jamais agité la question. Ce n'est apparemment pas une priorité de l'administration « Tet Kale » dont le souci majeur aujourd'hui semble de se maintenir au pouvoir par tous les moyens. Ils doivent se rappeler que si le choléra décime la population haïtienne, il n'y aura plus de pays à diriger et que la logique du pouvoir ne tiendra plus.

Il y a aussi la société civile organisée qui s'est abstenue de prendre position dans cette affaire. A part quelques rares organisations des droits humains, la majorité des organisations qui se réclament de la société civile n'ont pas soutenu la démarche de l'IJDH et du BAI. Il était clair que cette démarche aurait très peu de chance d'aboutir sans un accompagnement effectif de l'Etat Haïtien et de la société civile. Si l'ensemble de la société était mobilisé derrière cette affaire qui est une cause nationale, les Nations-Unies n'auraient pas d'autres choix que de négocier un contrat d'indemnisation avec les avocats des victimes.

(*Meille : Une localité située dans la commune de Mirebalais, dans le département du Centre)

Francklyn B. Geffrard
Centre International d'Etudes et de Réflexions (CIER)

Hugo Chavez : l'homme qui a donné vie à tout un peuple et à tout un continent

Par Oscar FORTIN

Il y a moins de 40 minutes, le 5 mars 2014, à 16 h 35, Hugo Chavez s'est envolé vers le Nazaréen, celui qui l'aura inspiré durant toutes ces années de luttes et de solidarité au service d'un peuple et de tout un Continent.

Véritable Bolivar des temps modernes, son action s'inscrivit dans le cadre de la seconde indépendance du Venezuela, son indépendance économique et politique, et dans celle du réveil de tous les peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes, les unissant tous dans la poursuite d'un destin commun. (CELAC)

Celui qui a su se faire le porte-parole des pauvres, des déshérités des laissés pour compte, des exploités, celui qui a allumé en ces derniers la flamme de la dignité, de la confiance, de la solidarité, du courage, celui qui a défié les forces oligarchiques et impériales, celui pour qui les peuples du monde ont prié et qui pleurent aujourd'hui son décès, aura réussi à enraciner son rêve dans le cœur et dans l'âme de dizaines de millions de Vénézuéliens et de Latino-américains.

Seuls, ses adversaires, ces oligarchies qui passèrent des années à puiser à pleine main dans les coffrets de l'État pour gonfler leurs fortunes et les États-Unis d'Amérique qui y trônaient en empereur pour disposer des immenses richesses pétrolières, se réjouissent de son décès.

À ces derniers, il faut ajouter tous ces professionnels de l'information qui se sont prêtés honteusement à couvrir les centaines de machinations mises en place pour faire disparaître cet homme au destin surhumain. Nos médias n'y échappent pas, tout comme nos politiciens serviles à Washington.

Avec la mort d'Hugo Chavez, ce sont des millions de Chavez, que ses adversaires auront devant eux. Ils réaliseront qu'il y a maintenant un peuple, une patrie et un Continent qui sont devenus conscience, dignité, courage, solidarité. Si pendant des décennies les maîtres du monde ont tué des hommes, des femmes et des enfants, dans l'indifférence des peuples, aujourd'hui, leurs armes ne sauraient atteindre cette conscience, élevée au niveau d'un continent et de nombreux peuples à travers le monde.

QUE CHAVEZ VIVE DANS LE CŒUR ET L'ESPRIT DE TOUS LES PEUPLES
Oscar Fortin
Québec, le 5 mars 2013

---

de droit démocratique, se réfère à des articles d'un décret-loi autoritaire et obsolète qui avait été pris, en juillet 1986, sous le gouvernement militaro-civil du Général Henry Namphy. Un acte antérieur à la constitution de 1987 que le pouvoir a mis en avant comme dispositif de répression légale pour museler la presse.».

Le ministre de la justice répond quelques jours après à l'ANMH et tente de minimiser l'affaire. S'exprimant le 15 Février sur Magik 9, une station privée de la capitale, Jean Renel Sanon a déclaré ce qui suit : « Il n'y a pas de velléité à attaquer la presse. Les travailleurs de la presse sont des partenaires obligés que l'on respecte. La liberté de la presse est un acquis démocratique, a-t-il soutenu. Selon lui, dans un Etat responsable, il n'est pas normal qu'une radio accepte de donner la parole à quelqu'un pour faire des déclarations diffamatoires, des menaces et des incitations à la violence (le Nouvelliste, 15 Février 2013).» Toutefois, le ministre semble oublier qu'aucun gouvernement civilisé et démocratique ne ferait jamais référence à une loi anti-démocratique pour menacer la presse.

Le 11 Février 2013, à l'occasion de la deuxième journée du carnaval national tenu exceptionnellement cette année au Cap-Haïtien, des policiers de l'Unité Générale de sécurité du Palais national (USGPN) ont sévèrement malmené deux journalistes de RFM, Etzer César et Watson Phanor alors qu'ils couvraient les festivités carnavalesques. Aucune note d'excuse de la présidence n'a toujours été rendu publique. Aucune enquête en vue de retrouver les auteurs cet acte ignoble n'a jusqu'ici été annoncée par les autorités judiciaires et policières. A part les réactions des associations de presse, l'affaire passe quasiment comme une lettre à la poste.

Le samedi 9 février 2013, lors du bal des rois et des reines du carnaval tenu au Palais du Roi Henry 1er, à Sans-Souci, plusieurs équipes de télévision invitées par le comité du carnaval, dont Télé Caraïbes, Télé Métropole et Télé Superstar n'ont pas été autorisées à couvrir cette activité publique traditionnelle. Elles ont été contraintes de vider les lieux au profit de la Télévision Nationale d'Haïti (TNH) qui, loin d'être un média de service public est transformée en une boite de propagande gouvernementale. Et là, la nouvelle formule « Informer, Influencer et intégrer » semble trouver son vrai sens. Tous ceux qui refusent d'être influencés pour mieux intégrer la machine de propagande seront exclus purement et simplement.

Plus près de nous, le Vendredi 1er Mars, l'accès a encore été refusé à plusieurs médias venus couvrir l'inauguration du nouveau bâtiment logeant la Cour Supérieure des Comptes. L'exclusivité de la couverture de ce petit événement a été réservée à la télévision gouvernementale et quelques autres médias, dit-on, acquis à la cause du pouvoir en place. Alors là, il faut comprendre que la menace sur la liberté d'expression est bien réelle et que l'heure est grave. Mais au niveau de la presse, contrairement à une certaine époque, il n'y a pas eu de boycottage des activités de la présidence en signe de protestation aux atteintes à la liberté de la presse. Les temps ont vraiment changé.

La liste des agressions contre la presse et la liberté d'expression est longue, mais loin d'être exhaustive. Cependant, au moment où l'on parle d'Etat de droit en Haïti, il est bon de souligner que les Haïtiens ont droit à l'information et la presse doit avoir accès aux sources d'information quelle qu'elles soient. Ce droit est garanti par la Constitution de 1987 en son article 28-1 qui se lit comme suit : « Le journaliste exerce librement sa profession dans le cadre de la Loi. Cet exercice ne peut être soumis à aucune autorisation, ni censure, sauf en cas de guerre (Constitution de 1987, Section C, Titre III, Liberté d'expression).» Il est donc évident que chaque fois que l'accès est refusé à un journaliste de couvrir un événement quelconque, c'est une violation de la Constitution qui établit les règles du jeu démocratique. Si les journalistes ne peuvent pas exercer librement leur profession, c'est la liberté d'expression qui est menacée. Quand, dans un pays, la liberté d'expression est menacée, c'est la démocratie qui est en péril et bâillonnée. Comme le stipule l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, « la liberté d'expression est un droit humain fondamental (Déclaration Universelle des droits de l'Homme).»

Peut-être, certains secteurs, naïfs et/ou intéressés tenteront de minimiser les atteintes à la liberté d'expression et les agressions dont la presse est victime. On ne doit jamais oublier que, dans un Etat de droit, il n'existe de différence entre petites et grosses atteintes à la liberté d'expression, autrement dit à la liberté de presse. Toutes les atteintes, peu importe leur nature, constituent une entrave à la liberté d'expression et doivent être condamnées avec fermeté. Et dans un pays où il y a une tradition totalitaire, les démocrates, les défenseurs de la liberté doivent toujours se tenir prêts à se battre pour la sauvegarde des droits fondamentaux et inaliénables acquis au prix du sang pour certains, de la torture et de l'exil pour d'autres.

Francklyn B. Geffrard
Centre International d'Etudes et de Réflexions (CIER)
Trou du Nord, le 4 Mars 2013

Hugo Chavez est décédé !

Par Daniel Ramos Mayta

« Laissez les chiens de l›empire aboyer, c›est leur travail.
Le nôtre, c'est de se battre pour achever la véritable libération de notre peuple »

Socialiste, bolivarien, défenseur intransigeant de l'Amérique Latine autant qu'anti-impérialiste, le président Hugo Chavez, dirigeant le plus important de tout le siècle dernier sur notre continent, est décédé mardi dans un hôpital de Caracas, à l'âge de 58 ans, après avoir mené une dure bataille contre le cancer et avoir gouverné le Venezuela pendant 14 années.

À la veille de son nouveau mandat, la mort a tendu son embuscade dans un hôpital militaire au souverain le plus important du Venezuela et de toute la région de ces dernières décennies.

Dirigeant latino-américain sans équivalent de ces 20 dernières années, Hugo Chavez, qui a subi une intervention chirurgicale à deux reprises en moins d'un an - la dernière le 11 décembre dernier - n'a pas pu surmonter un retour de la maladie qui a fini par lui prendre la vie ce mardi.

Chavez est né le 28 juillet 1954 dans la ville de Sabaneta, dans l'État de Barinas, où il a suivi son éducation primaire et secondaire.

Alors qu'il était jeune, Chavez a été un fan de baseball, mais aussi un enfant de chœur et il avait l'intention de devenir prêtre catholique. Il est aussi l'auteur de nouvelles et de pièces de théâtre.

Sa passion pour la politique s'est révélée en 1971 quand il a rejoint l'armée nationale du Venezuela. Alors qu'il était militaire, Chavez a fondé en 1982 le Mouvement révolutionnaire



Hugo Chavez

bolivarien - MBR 2000, prédécesseur de l'actuel Movimiento V República.

Le lieutenant-colonel Hugo Chavez est devenu célèbre dans des conditions dramatiques le 4 février 1992, quand il a mené une tentative de coup d'État contre le gouvernement de droite du président Carlos Andres Perez, qui avait pris en 1988 un ensemble de mesures impopulaires qui avaient déclenché un soulèvement populaire.

Le 27 février 1989 a vu une vague de protestations et d'émeutes à Caracas et dans les villes environnantes. Ce jour est connu sous le nom de Caracazo. Après une forte répression dans laquelle l'armée est intervenue, le gouvernement a réussi à rétablir l'ordre, mais au prix de milliers de morts parmi les civils.

Cela a conduit au coup d'État du 4 février 1992, qui a été un échec et qui a obligé Hugo Chavez a passer deux années en prison.

Le vieux président conservateur Rafael Caldera lui a ensuite accordé sa liberté en 1994.

Avec d'autres militaires, il a cofondé le Mouvement Ve République.

Avec les soutiens du Mouvement vers le Socialisme (MAS), de la Patrie pour tous (PPT), du Parti communiste du Venezuela (PCV), du Mouvement électoral populaire (MEP), Chavez s'est présenté aux élections présidentielles du Venezuela et il a été élu le 6 décembre 1998, avec 56% des voix.

Sa popularité a grandi parmi les Vénézuéliens en 1999, quand il a fait adopter une nouvelle constitution qui permettait de prolonger le mandat présidentiel à six ans, et il renouvela son mandat au cours des dernières périodes sans problèmes constitutionnels.

Sa victoire aux élections d'octobre 2012 lui avait donné le pouvoir de gouverner jusqu'en 2019.

Depuis qu'il avait pris le pouvoir, Chavez renforca progressivement ses engagements internationaux, soutenant ouvertement les organisations et mouvements politiques de gauche en Amérique latine.

Le 30 juin 2011, Chavez annonça qu'il faisait face à l'une des batailles les plus dures de sa vie : la lutte contre le cancer.

La maladie ne l'empêcha pas de remporter la dernière élection d'octobre 2012, mais il avait depuis pratiquement disparu de la scène politique.

Le président vénézuélien a été opéré le 11 décembre pour la quatrième et dernière fois.

Chavez était rentré au Venezuela le lundi 18 février, 70 jours après avoir été hospitalisé à Cuba.

Le président n'avait pu être visité à l'hôpital militaire Carlos Arvelo de Caracas que par les membres de sa famille, quelques-uns de ses ministres et les dirigeants du Parti Socialiste Uni du Venezuela.

Agencia Boliviana de Información 5 mars 2013

Suite de la page (20)

La création d'une "Journée internationale des femmes" est proposée pour la première fois en 1910, lors de la conférence internationale des femmes socialistes, par Clara Zetkin, et s'inscrit alors dans une perspective révolutionnaire.

La date n'est tout d'abord pas fixée, et ce n'est qu'à partir de 1917, avec la grève des ouvrières de Saint Pétersbourg, que la tradition du 8 mars se met en place. Après 1945, la Journée internationale des femmes devient une tradition dans le monde entier.

Jusqu'à nos jours...

La date est réinvestie avec le regain féministe des années 70 et la "Journée internationale des femmes" est reconnue officiellement par les Nations Unies en 1977, puis en France en 1982. C'est une journée de manifestations à travers le monde, l'occasion de faire un bilan.

La Journée des femmes reste aujourd'hui d'une brûlante actualité. Car tant que l'égalité entre les hommes et les femmes ne sera pas atteinte, nous aurons besoin de la célébrer. Attention n'offrez pas de fleurs Messieurs, ne confondez pas avec la Saint Valentin ! Le 8 mars est une journée de lutte pour les droits des femmes. Exprimez plutôt votre solidarité.

Dates clés

1910
C'est à la conférence internationale des femmes socialistes de 1910 que l'idée d'une « Journée Internationale des Femmes » est décidée.

mars 1911
Un million de femmes manifestent en Europe.

8 mars 1913
Des femmes russes organisent des rassemblements clandestins.

8 mars 1914
Les femmes réclament le droit de vote en Allemagne.

8 mars 1915
À Oslo des femmes défendent leurs droits et réclament la paix.

8 mars 1917
À Saint Pétersbourg des ouvrières manifestent pour réclamer du pain et le retour de leurs maris partis au front.

8 mars 1921
Lénine décrète le 8 mars journée des femmes.

1946
La journée est célébrée dans les pays de l'Est.

8 mars 1977
Les Nations Unies officialisent la Journée Internationale des Femmes.

8 mars 1982
Statut officiel de la Journée en France.

Rezo.Net 28 février 2013

!Hasta Luego Hugo!

Le vent des Caraïbes a soufflé sur une boue.
Et, d'un coup,
Naquit celui qui, pour beaucoup,
A l'impérialisme alla porter un terrible coup.

La mer des Caraïbes, en trente six pas
De *Joropo,* fit don au Vénézuela
À Haïti, à la Bolivie, au Nicaragua
Et même à Cuba
D'un frère dont le trépas
Nous met en émoi.

Ta mort physique, Hugo, place un sourire
Sur le visage du Caïman étoilé
Dont la lyre
Annonça ta disparition en route pour l'éternité.

Hugo, tu t'en vas.
Mais ne s'en va pas
L'esprit de combat.

L'huile qui agite les instincts lucratifs du Caïman
Ne fera ni un pas *kita,* ni un pas *nago*
Aujourd'hui, demain et après l'enterrement
Du cher camarade Hugo.

Les océans grondent,
Et les oiseaux te chantent:
!Hasta luego
Frère Hugo!

Le tamtam des laboureurs,
Les pas des soldats révolutionaires
Ainsi te saluent: *!Hasta luego*
Comandante Hugo!

Les sueurs des paysans
Qui arrosent les champs
Te baignent en te disant: !*Hasta luego*
Querido Hugo!

Les biceps exploités des travailleurs
Mal remunérés malgré leur rude labeur
T'embrassent et te crient: *!Hasta luego*
Amigo Hugo!

Réginal Souffrant
5 mars 2013

Histoire du 8 mars !

Comment le 8 mars est devenu la Journée Internationale des Femmes...

Au début du XXe siècle, des femmes de tous pays s'unissent pour défendre leurs droits. La légende veut que l'origine du 8 mars remonte à une manifestation d'ouvrières américaines du textile en 1857, événement qui n'a en réalité jamais eu lieu ! En revanche, l'origine de cette journée s'ancre dans les luttes ouvrières et les nombreuses manifestations de femmes réclamant le droit de vote, de meilleures conditions de travail et l'égalité entre les hommes et les femmes, qui agitèrent l'Europe, au début du XXe siècle.

Suite à la page (19)



C'est une journée de manifestations à travers le monde, l'occasion de faire un bilan